

« L'Économie »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14884 - 6 F

MARDI 14 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Iran : victoire des « modérés »

SELOIN des données encore partielles, les partisans du président Khatami Rafsanjani semblent, dès le premier tour de scrutin, assurés de disposer d'une confortable majorité au Parlement, jusqu'alors dominé par les radicaux, tenants d'une stricte observance de l'héritage de l'imam Khomeiny.

Bien que préalable, l'événement est d'importance. Il s'agit des premières élections législatives depuis l'accession au pouvoir de M. Rafsanjani. Débarassé des risques d'une censure directe ou indirecte d'une Assemblée qui ne cessait de lui manifester de la méfiance, et avec laquelle il devait sans cesse composer, le chef de l'Etat et ses proches auront les mains plus libres pour gouverner et préciser une ligne politique encore bien floue. Mais on ne saurait oublier qu'il s'agit d'un changement de majorité au sein d'un même régime qui se réclame toujours d'un islamisme pur et dur.

TOUTE véritable opposition étant exclue de ce scrutin, les partisans de M. Rafsanjani en ont habilement « verrouillé » les préparatifs pour tenir à l'écart nombre de candidatures présentées par les « durs » ou « radicaux ». Mais, dans bien des cas, ils n'ont pas moins dû négocier avec ces derniers la composition des listes et la place des candidats de l'un ou l'autre camp. Cela n'a pas pu se faire sans accorder aux « durs » certaines garanties ou contreparties. La liberté de manœuvre du président Rafsanjani est très relative... de même que la « modération » qu'on lui prête.

La victoire des « modérés », qui étaient sûrs de recueillir l'approbation d'une population aspirant manifestement à un mieux-être, devrait se révéler plus significative sur le plan intérieur que sur celui des relations extérieures. M. Rafsanjani aura sans doute à cœur d'assouplir quelque peu un régime qui demeure très répressif, de faciliter encore plus qu'il ne l'a déjà fait le retour des riches exilés, et surtout d'accélérer la « reconstruction » d'une économie dévastée par huit ans de guerre contre l'Irak.

LES rapports avec l'étranger, et notamment les pays occidentaux - leurs investissements ou leur coopération étant indispensables - sont une autre affaire. Certes, M. Rafsanjani et son gouvernement ont récemment multiplié les signes d'ouverture à l'égard des pays, mais principalement dans le souci de rénover et de développer l'industrie pétrolière. Certes, l'une des personnalités qui viennent d'être élues a plaidé pour une normalisation des rapports avec Washington. Téhéran a joué un rôle déterminant pour la libération des otages occidentaux détenus au Liban et a espéré ses relations avec l'Arabie saoudite et les monarchies voisines. La neutralité de l'Iran durant la guerre du Golfe a été très appréciée par les Etats-Unis et leurs alliés.

Mais les Iraniens ont récemment dénoncé avec force le processus de paix entre Israël et les pays arabes, ont continué de montrer qu'ils n'avaient pas renoncé à exporter leur révolution en aidant divers mouvements islamistes et en appuyant la junte soudanaise. Ils consacrent des sommes considérables à leur réarmement, ce qui traduit, à l'évidence, une volonté de puissance régionale et inquiète vivement les Américains. Les signaux en provenance de Téhéran restent contradictoires. Peut-être M. Rafsanjani aura-t-il maintenant les moyens de les rendre plus clairs ?

Lire page 6 l'article de JEAN GUEYRAS

M0147 - 0414 0 - 6.00 F

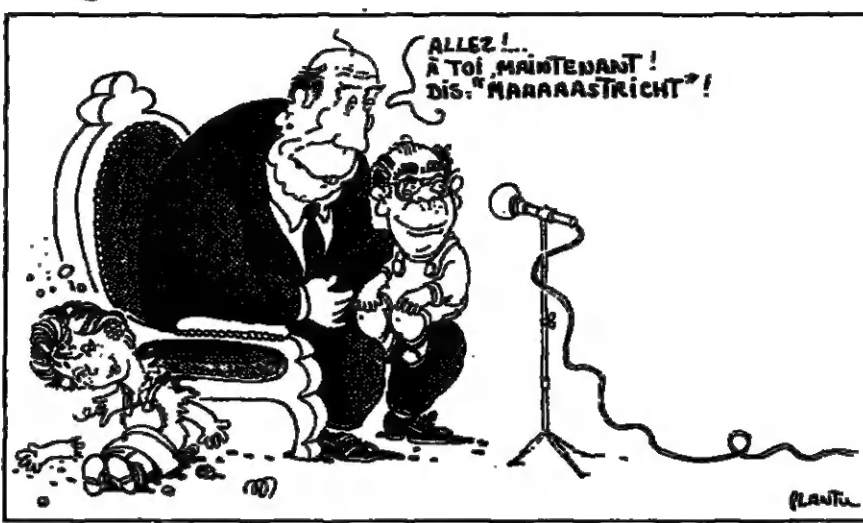


La révision de la Constitution et la ratification du traité de Maastricht

M. Mitterrand souhaite « unir » les forces politiques autour d'un « grand acte national »

M. François Mitterrand a indiqué, dimanche 12 avril, au cours d'un entretien télévisé, qu'il souhaite soumettre le projet de révision de la Constitution, rendu nécessaire par le traité de Maastricht, au Parlement réuni en Congrès après adoption du texte par l'Assemblée nationale et le Sénat. Toutefois, le chef de l'Etat n'a pas exclu de recourir à la procédure du référendum si les parlementaires font obstacle au projet.

M. Mitterrand a exprimé la volonté d'« unir » les forces politiques autour de ce qu'il a appelé « un grand acte national ». Les premières réactions de l'UDF, et en particulier de M. Giscard d'Estaing, montrant qu'une partie de l'opposition est prête à rechercher avec le pouvoir un terrain d'entente pour permettre la ratification du traité européen.



L'urgence européenne

par Jean-Marie Colombini

L'a-t-il bien engagé ? C'est au fond la seule question qui vaille, puisqu'il s'agit, si l'on suit le président de la République, d'un débat décisif pour le présent comme pour l'avenir du pays.

Oui, M. Mitterrand a donné à la ratification du traité mettant sur pied l'union européenne sa dimension historique, qu'il n'est pas simplement la poursuite de l'édification d'une œuvre commune économique, mais bien un

début de réponse donné à une question politique simple : pour quoi, étant parmi les plus peuplés et les plus riches, sommes-nous les moins puissants ?

Il était urgent, en tout cas, de ressaisir le sentiment européen. Le contexte était rendu particulièrement difficile par la faiblesse du pouvoir dans le pays ; le climat était progressivement dominé par une coalition hétéroclite.

Lire la suite page 14

Destins liés

par Jean-Pierre Langellier

« Patriote » et « européen », François Mitterrand affichait dimanche deux passions : son pays et le Vieux Continent. Entre les deux, il est moins question de choisir. Leurs succès sont liés, leurs succès indissociables. Servir l'un, c'est renforcer l'autre, et vice-versa. « La France est notre patrie, l'Europe, notre avenir » : la formule, qu'il affectionne, résonne désormais comme une devise personnelle.

chaque comme un slogan publicitaire. Rarement le président de la République aura affirmé avec autant de vigueur ses convictions européennes. Rarement l'Europe aura trouvé en lui un avocat aussi ardent. Elle seule a semblé dimanche le faire vibrer. Parlant de Maastricht, M. Mitterrand s'animait : son regard brillait, il serrait les poings et haussait la voix, comme pour persuader les Français de la gravité de l'heure, de l'importance de l'enjeu.

Lire la suite page 15

L'Europe de l'Est en attente de croissance

L'assemblée annuelle de la BERD s'ouvre sur un constat morose

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Les responsables des pays d'Europe de l'Est se retrouvent lundi 13 avril à Budapest, à l'occasion de l'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD). Deux ans après la chute du mur de Berlin, les Etats d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) sont encore

plongés, à des degrés divers, dans une récession économique. A quand la fin de cette récession ? La question résonne d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, confronté à l'échéance présidentielle de novembre, le gouvernement républicain surveille avec anxiété l'évolution des indices économiques.

A l'Est, où les écrans Reuter sont moins nombreux et les statistiques moins fiables, les gouvernements attendent avec angoisse la remontée.

« On ne distingue pas de signes manifestes de retournement », écrit pudiquement l'OCDE en décembre à propos de la conjoncture en Europe de l'Est. Cette année, le mot d'ordre des autorités de Varsovie et de Budapest est « halte à la récession ». Les deux pays, en tête de la réforme économique à l'Est, se sont fixés comme objectif de retrouver cette année une croissance zéro.

FRANÇOISE LAZARE
Lire la suite page 24

Non-lieu pour Paul Touvier

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a prononcé, lundi 13 avril, un non-lieu au bénéfice de Paul Touvier, l'ancien chef des renseignements de la milice lyonnaise.

Lire page 17.

Remous au Congrès de Russie

Le président Eltsine devait demander, lundi 13 avril, au Congrès de Russie de modifier une résolution votée samedi par les députés. Le gouvernement russe a décidé de démissionner si les dispositions de ce texte sur le budget, le rouble ou les salaires étaient maintenues.

Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

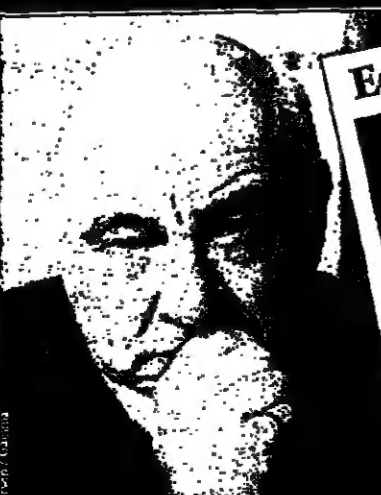
La Cinq a cessé d'émettre

20 février 1986-12 avril 1992 : la cinquième chaîne de télévision a cessé d'émettre dimanche à minuit, après une soirée rétrospective de ses meilleurs moments. La disparition d'une chaîne généraliste ouvre la voie à une recomposition de l'ensemble du paysage audiovisuel.

Lire page 25 les articles de MICHEL COLONNA d'ISTRIA et de YVES MAMOU ainsi que la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN, page 28 et le billet de CLAUDE SARRAUTE, page 29

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

EDGAR MORIN



Edgar Morin

La Méthode

4. Les Idées
Leur habitat, leur vie,
leurs sources, leur organisation

Seuil

La Méthode reste à ce jour une entreprise unique en son genre. Il serait dommage de s'en détourner.

Christian Delcampagne
Le Monde

Il faut lire Edgar Morin. Il n'est pas de meilleure école pour éveiller l'intelligence et libérer l'esprit.

A.-G. Slama / Le Figaro

Editions du Seuil

DÉBATS

Un entretien avec André Gorz

« La tâche d'une gauche moderne devrait être de créer des espaces où les gens se sentent chez eux, entre eux, artisans de leurs relations et maîtres de leurs actes »

« Vous êtes un philosophe de la liberté, et votre objet de réflexion est le social, ce qui implique aussi l'économique et le politique. Cependant, par choix, vous êtes un penseur isolé, indépendant de toute institution, de tout groupe constitué. Pourquoi ce choix ? »

« Pour des raisons qui n'auraient guère d'intérêt si l'histoire ne répétait aujourd'hui pour tout le monde ce qui a été ma condition originelle : l'impossibilité dans laquelle j'ai été placé de naissance de m'identifier avec rien de ce qui m'était demandé ou proposé, d'appartenir à aucune communauté ou culture. Mes parents avaient des références culturelles, religieuses, sociales divergentes ; je ne pouvais donc correspondre aux attentes ni de mon père ni de ma mère. J'étais condamné à trahir l'un ou l'autre ou les deux à la fois, un peu comme ces bâtards qui sont des figures centrales dans le théâtre de Sartre. Bref, j'étais condamné à l'autonomie : il fallait me définir, me choisir sans aucune garantie transcendantale, et si ce choix ne devait pas être totalement arbitraire, donc réversible, il fallait que je fonde les critères dont il procéderait. La philosophie devenait une affaire de salut personnel. »

« Cette condamnation à l'autonomie est aujourd'hui le lot commun. « Tout ce qui est solide se volatilise, tout ce qui est sacré est profané » : ces formules, par lesquelles Marx et Engels, dans le *Manifeste du parti communiste*, caractérisaient l'effet désintégrateur des bouleversements perpétuels qu'entraîne la modernisation capitaliste, sont plus vraies que jamais. Personne n'est plus assuré de sa place dans la société, les communautés d'appartenance se sont défilées, les solidarités détruites par des formes sauvages de compétition. Comme l'ont montré les enquêtes de Yankelovich aux États-Unis, de Rainer Zöll et de son équipe en Allemagne, les individus ont à se construire eux-mêmes leur identité, à chercher eux-mêmes ce qui est « juste », à former eux-mêmes, électivement, les communautés auxquelles ils puissent se sentir appartenir. Ils vivent les emplois qu'ils occupent comme provisoires, exercent leur profession quand ils en ont une sans conviction ni passion, même quand ils la trouvent intéressante et tiennent pour inaccessible ce qu'ils déclarent néanmoins être leur idéal : un travail créatif, socialement utile, dans lequel ils puissent s'épanouir personnellement. »

« C'est au nom de la modernité même que la modernisation capitaliste et sa religion de la croissance sont critiquables »

« Cette société qui n'offre ni sécurité, ni intégration, ni rapports de solidarité vécus, apparaît aux individus comme un ensemble de risques subis et de contraintes externes, comme une énorme machinerie composée de sous-systèmes qui s'engrènent mal et que l'État cherche à faire mieux fonctionner en ajoutant à leurs contraintes celles qu'il édifie lui-même. »

« Face à cette société devenue étrangère à elle-même – à cette mégamachine bureaucratique-industrielle, – nous avons, dans tous les pays, deux types de rébellion. D'un côté, les gens culturellement armés pour assumer leur autonomie exigent la création et la protection, contre le pouvoir de l'État et le pouvoir de l'argent, de nouveaux espaces de socialité autogérée et d'activités autodéterminées. De l'autre côté, nous avons la réaction régressive de ceux qui aimeraient retrouver la sécurité d'un ordre prémoderne, stable, hiérarchisé, fortement intégrateur, où des sa naissance chacun a sa place assurée et assignée par son appartenance à sa nation ou à sa race. Ce sont là les disciples de Le Pen en France, de Schönhuber en Allemagne, d'Hajder en Autriche, qui expliquent la désintégration de la société traditionnelle par le fait que des étrangers, des intellectuels et des juifs ont volé leur place aux nationaux. »

André Gorz, soixante-huit ans, se dit « essayiste », mais possède une égale culture en philosophie et en économie. Né à Vienne, d'un père juif et d'une mère catholique, a fait des études en Suisse pendant la guerre, en 1946 y a connu Sartre auquel il s'est intéressé par la phénoménologie, et s'est établi à Paris à partir de 1948. Professionnellement, il a fait carrière dans le journalisme économique, sous le pseudonyme de Michel Bosquet, à l'Express d'abord, puis au Nouvel Observateur, dont il a été l'un des fondateurs. Sartre, qui a préfacé son essai autobiographique *Le Traître* (1958) l'a fait venir à partir de 1961 au comité de direction de la revue les Temps modernes, où il a imprimé une ligne politique que l'on a appelée « l'italienne », en raison du dialogue mené avec les militants intellectuels les plus progressistes du Parti communiste italien et des syndicats. »

Durant les années 60 et 70, André Gorz a publié une œuvre considérable de théoricien des luttes ouvrières et de penseur social. Il a proposé notamment une théorie des « réformes révolutionnaires » (Stratégie ouvrière et néopopulisme, 1964 ; Le Socialisme difficile, 1967 ; Réforme et révolution, 1968). À partir des années 80, il a tiré les conclusions de l'absorption de la classe ouvrière par la logique de la production et fait ses Adieux au prolétariat (1980). L'un de ses thèmes de réflexion pour sortir de la crise actuelle est la réduction du temps de travail sans diminution du revenu. Son ouvrage le plus marquant est paru en 1988. Mémoires du travail, quête du sens : critique de la raison économique, chez Gallimard, qui vient de publier un recueil d'essais sous le titre Capitalisme, socialisme, écologie.



ques d'une mégamachine économique-technico-bureaucratique.

« Et, selon vous, ce paradigme industrialiste, qui est souvent pris pour la modernité, serait plutôt une trahison de la modernité ? »

« Oui. Nous restons dans une société prémoderne dans la mesure où – c'est là un aspect essentiel du capitalisme – la sphère technico-économique prétend soumettre les autres sphères d'activité à ses exigences et à sa rationalité spécifiques. C'est au nom de la modernité même que la modernisation capitaliste, sa religion de la croissance, du « plus vaut plus », de l'efficacité, sont critiquables. La modernisation capitaliste demande à être elle-même « rationalisée réflexivement », comme dit Ulrich Beck. Ce qui veut dire entre autres : émanciper les autres sphères d'activité et de vie de la domination de l'économie, restreindre le champ dans lequel elle est en droit de déployer sa rationalité propre. »

« Et c'est cette restriction, selon vous, qui est le propre du socialisme ? »

« C'est une condition nécessaire. J'appelle socialiste la modernité en voie d'échec – mais ce schématisme ne sera jamais définitif – dans laquelle la sphère régulée par la rationalité économique aura pour vocation de favoriser l'expansion des sphères d'activité sans nécessité ni but économique, celles dans lesquelles l'autonomie de la vie individuelle et sociale se déploie en se prenant elle-même pour fin : dans les activités artistiques, pratiques-éthiques, politiques, érotiques, relationnelles, etc. »

« Il ne s'agit pas de condamner la recherche par les entreprises de l'efficacité maximale – dont le profit est l'indicateur – mais de lui imposer des règles et des limites, comme n'a cessé de le faire la lutte syndicale, et de la mettre au service du développement autonome des individus et de la société. Le socialisme est donc le pouvoir de la société de définir démocratiquement les priorités et les buts ainsi que les règles et limites dans le cadre desquels la rationalité économique peut jouer. Le socialisme ne peut jamais être un système et surtout pas un système économique ; mais il est ce qui peut donner à l'économie un sens en l'éclairant par des fins situées au-delà de lui. »

« Dites-vous cela en raison de l'échec de ce qu'on a appelé le « socialisme réel » et que vous appelez « socialisme irrel » ? »

« Non, j'entends que le socialisme ne pouvait être un socialisme précisément parce qu'il était un système. En j'emprunte le terme système au sens des systèmes et de Habermas pour désigner une

« mégamachine » sociale, c'est-à-dire une totalité qui fait concourir des activités individuelles et collectives à la réalisation d'un résultat indépendant des intentions de chacun. L'État, l'armée, l'économie, les grands appareils techniques, sont des systèmes ou des sous-systèmes qui fonctionnent parce que les tâches de leurs agents s'engrènent, en raison de leur spécialisation fonctionnelle, comme les roues d'une machine. Ces tâches peuvent demander intelligence, initiative, autonomie, elles n'en sont pas moins hétéronomes dans la mesure où elles sont définies, requises par une organisation préalable, en fonction d'un résultat prédéterminé. »

« Vous citez beaucoup Habermas, que retenez-vous de ses travaux ? »

« C'est aujourd'hui le penseur européen le plus influent, engagé dans tous les combats de son temps. Il est impossible de ne pas se définir par rapport à lui. J'ai commencé à le lire en 1985, après que des étudiants allemands m'ont signalé une certaine parenté entre ce qu'il appelle « système » et que j'appelle « sphère de l'hétéronomie », et entre ce qu'il appelle « monde vécu » et ce que j'appelle « sphère de l'autonomie ». Toutefois, il n'y a guère de place chez Habermas pour l'autonomie des individus, pour le fait qu'ils ne coïncident jamais entièrement avec leur être social. »

« Quand l'éducation elle-même se met au service de la spécialisation fonctionnelle, nous ne sommes plus très loin d'une barbarie technicienne »

« Cela dit, je tiens, tout comme Habermas, qu'il est impossible dans une société complexe d'éliminer complètement l'hétéronomie, les contraintes systémiques, les spécialisations fonctionnelles. Mais il est urgent d'en réduire l'emprise. La grande majorité des emplois et des professions sont aujourd'hui des spécialisations fonctionnelles exigées par la mégamachine. Ces spécialisations ne comportent plus

de ressources culturelles suffisantes pour alimenter un art de vivre et permettre aux gens de s'orienter dans le monde. Quand l'éducation elle-même se met au service de la spécialisation fonctionnelle, nous ne sommes plus très loin d'une barbarie technicienne. La culture, qui devrait fournir les critères qui nous permettent de juger ce qui mérite ou ne mérite pas d'être entrepris, recherché, réalisé, la culture elle-même est jugée en fonction de son utilité au système économique. Habermas dit que « le système colonise le monde vécu ». Il n'y a plus d'autres critères d'appréciation que la performance, la compétitivité, la rentabilité, nous avons une médecine industrialisée où les impératifs systémiques de l'appareil médico-pharmaceutique l'emportent sur le souci de la santé, une industrie culturelle appelée à persuader les consommateurs de la valeur symbolique des marchandises, etc. »

« La tâche d'une gauche moderne devrait être d'endiguer, puis de refouler l'emprise des contraintes systémiques, de créer des espaces croissants où les gens se sentent chez eux, entre eux, artisans de leurs relations et maîtres de leurs actes. C'est l'aspiration à reconquérir de tels espaces qui est au fondement du mouvement écologiste. Tant qu'elle restera productiviste et étatisée, la gauche déclinera. »

« Est-ce que la droite correspond mieux aux aspirations que vous décrivez ? »

« Tant qu'elle est dans l'opposition, la droite fait illusion en prétendant que moins d'État et plus de marché assurent plus de liberté à tout le monde. Mais, avec la droite au pouvoir, il se révèle vite qu'elle ne desserre les contraintes du système étatique que pour mieux soumettre les gens aux impératifs du système économique. Le faux débat entre moins de marché et plus d'État ou plus de citoyens le choix qu'entre deux mécanismes de dépossession. On comprend qu'ils refusent cette alternative en tournant le dos aux partis classiques. »

« L'issue à l'actuelle crise de société doit être cherchée dans la fois moins de marché, moins d'État et plus d'échanges qui ne sont commandés ni par l'argent ni par l'administration, mais fondés sur des réseaux d'aide mutuelle, de coopération volontaire, de solidarité auto-organisée : l'étoilement de la « société civile », si on veut. L'alternative à la prise en charge par l'État, avec tout ce qu'elle comporte comme soumission aux contrôles et classifications bureaucratiques, n'est pas la prise en charge par des entreprises privées mais la démocratisation, la déprofessionnalisation que représente la

prise en charge des gens par eux-mêmes, dans un cadre mutualiste ou coopératif auto-organisé. »

« N'est-ce pas une pure vue de l'esprit ? »

« Les crèches parentales sont un pas dans ce sens. Dans les pays nordiques, on fait beaucoup mieux. Jacques Delors a appelé cela le « troisième secteur ». Jean-Louis Laville parle d'« hybridation », parce que dans ces coopératives informelles l'activité volontaire est soutenue par les communes, qui fournissent des équipements, des locaux, du personnel qualifié pour les permanences et la continuité des services auto-organisés. Il est absurde de faire comme si les activités d'intérêt public devaient être nécessairement professionnalisées et salariées. Elles sont souvent mieux assurées quand les gens ont le temps de les assumer eux-mêmes. »

« C'est pour cela que vous préconisez la réduction de la durée du travail ? »

« Pas seulement. Nous produisons des richesses croissantes avec des quantités décroissantes de travail. Donc, de deux choses l'une : ou bien on cherche à distribuer le travail nécessaire sur tout le monde, en en abaissant progressivement la durée ; ou bien on fait naître une « société duale » avec, d'un côté, une minorité d'hyperactifs et, de l'autre, une majorité de précaires, de chômeurs et d'exclus. Vouloir réduire le chômage par la multiplication indéfinie des emplois de service, cela conduit à professionnaliser, à bureaucratiser et donc à sacrifier aux impératifs du système le peu d'activités d'auto-production, d'autocritique, de des réciprocité, de solidarité spontanée, qui font la richesse de la vie. »

« Il faut aujourd'hui nous placer dans la perspective de la semaine de trente heures, voire de vingt heures, sans perte de revenu »

« En trente ans, la durée annuelle du travail a diminué d'un tiers, cependant que la production a plus que doublé. Il faut aujourd'hui nous placer dans la perspective de la semaine de trente heures, voire de vingt heures, ou, mieux, de l'année de mille heures de travail en moyenne (nous en sommes actuellement à mille cinq cents), sans perte de revenu, avec des périodes de travail de plus en plus discontinues. »

« Est-ce compatible avec l'impératif de compétitivité ? »

« Chacun invoque la compétitivité de l'autre pour soumettre sa propre société aux exigences systémiques de la machine économique. Si les gauches européennes ne s'entendent pas pour assujettir la concurrence aux règles d'un contrat social et de conventions collectives à l'échelle de l'Europe, elles seront balayées au profit d'une régression sociale à l'américaine. »

« Et si on vous dit que vous n'êtes pas réaliste, que répondez-vous ? »

« Qu'il n'est pas réaliste de croire que nous pourrions persévérer dans un modèle de développement qui nous a conduits au bord de la désintégration sociale et du désastre écologique planétaire. Nous ne serons jamais capables d'aborder correctement le problème Nord-Sud si nous ne nous affranchissons pas de l'impératif systémique du « toujours plus » au profit d'une civilisation plus fragile et conviviale, capable de régler son évolution selon la norme du « suffisant ». Une société ne peut pas se maintenir sans utopie, au sens que ce terme a chez Paul Ricœur ou Ernst Bloch. »

Propos recueillis par MICHEL CONTAT et THOMAS FERENCZI

هنا من الأخبار

ÉTRANGER

Les relations entre Ankara et l'Europe et la question kurde domineront la visite de M. Mitterrand en Turquie

M. François Mitterrand a quitté Paris lundi 13 avril pour la Turquie où il effectuera une visite d'Etat de deux jours. Il devait avoir, dès son arrivée à Ankara, une série d'entretiens politiques avec le président Turgut Ozal, le premier ministre Suleyman Demirel et le vice-premier ministre Erdal Inonu. Mardi, M. Mitterrand se rendra à Istanbul. Le programme de cette visite - que domineront les relations entre Ankara et l'Europe et la question kurde - a été très légèrement écourté pour permettre au chef de l'Etat de présider le conseil des ministres mercredi matin à Paris.

Il est encore des esprits chagrins pour se demander s'il faut ou non aller rendre visite aux Turcs. M. Mitterrand - qui sera lundi et mardi le premier chef d'Etat français à se rendre en Turquie depuis Charles de Gaulle en octobre 1968 - a tranché depuis un certain temps, mais quelque peu tard à mettre ce projet à exécution.

Le moment aujourd'hui n'est pas idéal, puisque deux crises affligent actuellement ce pays, qui rendent cette visite un peu plus délicate : à deux des frontières turques, le conflit opposant Arméniens et Azéris à propos du Haut-Karabakh, et, dans tout le sud-est du pays, le regain de tension chez les Kurdes.

Si le président de la République entreprend ce voyage, c'est qu'il estime que suffisamment de progrès ont été accomplis dans le domaine des droits de l'homme pour mériter des encouragements. Les leaders de la coalition au pouvoir à Ankara affichent plus fortement qu'auparavant leur volonté de se conformer aux normes démocratiques dans ce domaine et de voir ainsi levée l'hypothèque qui depuis longtemps gêne leurs relations avec l'Europe.

La sauvegarde du traité START

Echec d'une réunion des quatre Républiques « nucléaires » de la CEI

La rivalité entre l'Ukraine et la Russie sur la question du statut des quatre Républiques abritant les forces stratégiques offensives de la CEI (Russie, Ukraine, Kazakhstan et Biélorussie) a fait échouer, samedi 11 avril, la conclusion d'un accord sur la sauvegarde du traité START signé entre les Etats-Unis et l'URSS. Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a souligné au cours d'une conférence de presse qu'il était indispensable qu'il n'y ait « qu'un seul Etat nucléaire » successeur de l'URSS, faute de quoi « il y aurait un changement géostratégique radical dans le monde ». La Russie demande en conséquence aux trois autres Républiques de lui confier le pouvoir de la représenter au niveau du traité. L'Ukraine, en revanche, veut participer indépendamment de la Russie à l'application du traité. « Il ne s'agit pas de faire émerger un nouvel Etat nucléaire », a déclaré le chef de la diplomatie ukrainienne, M. Anatoli Zlenko. Mais nous voulons que chaque Etat puisse participer à la ratification et à la mise au point des formalités du traité. - (AFP, Reuters)

Le maréchal Chapochnikov en visite officielle en France

Le maréchal Evgeni Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la Communauté des Etats indépendants (CEI), sera en visite officielle en France du mardi 14 au vendredi 17 avril, sur l'invitation du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Ce séjour fait partie d'une série de visites de responsables de la défense dans les pays de l'Est que M. Joxe a prévu d'organiser d'ici à juin (le Monde des 5 et 6 avril).

Outre ses entretiens avec le ministre français, le maréchal Chapochnikov doit visiter la base aérienne de Dijon (où sont stationnés des Mirage-2000 de défense aérienne), le porte-avions *Foch* (qui est armé notamment de Super-Etendard porteurs de l'arme nucléaire pré-stratégique) à Toulon et l'école de l'arme blindée et cavalerie à Saumur (qui instruit les officiers destinés à servir le prochain char Leclerc).

Il ont accédé au pouvoir à l'automne dernier en promettant d'en finir avec tout ce qui, dans la législation turque, porte encore l'empreinte du régime militaire constitutionnel au coup d'Etat de septembre 1980. Mais - et c'est là que le bât blesse - ceci ne s'applique pas aux provinces de l'Est et du Sud-Est où des activités d'un groupe armé indépendantiste, le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), servent de justification au maintien d'un état d'exception extrêmement répressif.

Les rapports germano-turcs

On n'en est certes plus au temps où la simple idée de l'« identité kurde » était tenue pour sacrilège : la langue kurde n'est plus bannie, des députés se présentent comme défenseurs de la cause kurde ont pu se faire élire au Parlement en octobre et il y a dans l'actuel gouvernement des hommes qui prônent une « solution démocratique » aux problèmes du Sud-Est. Mais les secteurs politiques les plus conservateurs et surtout une partie de l'appareil d'Etat (police, armée) résistent à l'ouverture.

Tant que des policiers et des militaires tomberont sous les balles du PKK le gouvernement sera bien en peine d'imposer le respect de l'Etat de droit dans cette région. En même temps, brutalités, arbitraire, assassinats par des mystérieuses organisations ont cours à l'abri des lois d'exception et poussent vers le PKK une population qui, dans sa très grande majorité, ne nourrit pas a priori de rêves indépendantistes.

A chaque acte de violence, et d'où que parte l'incendie, le terrorisme refait l'unité contre lui dans la classe politique et l'opinion. C'est ce qui s'est passé fin mars, lors des fêtes du nouvel an kurde (*Newroz*) marquées par de sanglants incidents, et qui a provoqué, au plan international, une série d'interdits et de rapports entre Ankara et Bonn. Le gouvernement de Bonn a réagi avec une particulière fermeté au fait que des armes d'origine allemande aient été utilisées pour réprimer les manifestations du *Newroz*.

Réaction d'ordre moral ? Crainte du terrorisme en Allemagne où séjournent 1,5 million d'immigrés de Turquie dont une bonne partie d'origine kurde ? Ou souci de parer, en période électorale, à des accusations analogues à celles que le gouvernement fédéral avait essuyées précédemment à propos des armes chimiques en possession de la Libye et de l'Irak ? Le ton en tout cas s'est durci entre les deux capitales, des responsables turcs allant jusqu'à reprocher à l'Allemagne de soutenir le PKK, soutien dont ils savent pourtant bien qu'il vaudrait mieux le chercher à Damas et Bagdad plutôt que sur les bords du Rhin.

L'absence de M. Mitterrand

Paris a observé dans cette affaire une très prudente réserve. Les dirigeants turcs seront d'autant plus tentés de chercher dans la visite de M. Mitterrand une caution de bonne moralité que cette polémique vient de les opposer à Bonn. Le chef de l'Etat français ne saurait pour autant passer pour un fossoyeur des droits des Kurdes. La France était d'ailleurs avant l'Allemagne, et est encore, considérée comme « suspecte » sur cette question.

M. Mitterrand s'est rendu très populaire dans l'Est anatolien en rendant, en 1988, aux Kurdes d'Irak réfugiés en Turquie une visite mal venue par les dirigeants d'Ankara qui se sentaient mis à l'index plus que Saddam Hussein. On n'ignore rien dans la capitale turque des rapports de la fondation France Libertés avec l'Institut kurde de Paris. Estimant sans doute qu'elle ne pouvait assumer à la fois cette casquette humanitaire et celle d'épouse du président, M. Danielle Mitterrand n'a pas voulu être de ce voyage auquel elle était protocolairement conviée.

La presse turque n'a pas manqué de relever, il y a peu, la petite phrase de Roland Dumas disant que pour la France « la cause kurde est sacrée », bien qu'il l'eût prononcée lors d'un entretien avec un Kurde d'Irak, M. Baran. Elle n'a pas laissé passer non plus celle de Bernard Kouchner évoquant le droit des Kurdes à un Etat, bien qu'on eût tenté de lui expliquer que M. Kouchner n'engageait que lui. Le président de la République a clarifié les choses sur ce point

dans un entretien accordé dimanche à la télévision turque et au quotidien *Hürriyet* : « Je ne suis pas de ceux, a-t-il dit, qui pensent qu'il faut encourager la revendication de nombreux Kurdes vers un Etat unitaire qui provoquerait d'immenses difficultés avec plusieurs pays », a-t-il dit. Il a aussi condamné le terrorisme « aveugle », mais « n'en a pas moins ajouté : « Vous ne trouvez pas de solution et vous ne savez pas approuver par un pays comme le mien si les Kurdes turcs ne bénéficient pas de tous les droits qui doivent être les leurs ».

MM. Dumas et Kouchner sont du voyage. Ils devraient notamment plaider pour que les forces armées chargées depuis la fin de la guerre du Golfe d'assister les populations kurdes d'Irak du Nord et basées en Turquie puissent y poursuivre leur mission au-delà du 30 juin. Ils ont d'autre part entretenu ces derniers mois avec les autorités turques des contacts parfois difficiles, mais finalement fructueux, au sujet des opérations humanitaires que Bernard Kouchner tentait de mettre en œuvre dans le Haut-Karabakh (l'essentiel de l'aide humanitaire acheminée par les Occidentaux vers les Républiques d'Azerbaïdjan et de Turquie transite d'autre part par la Turquie).

Le conflit du Caucase

Ce conflit, au cœur de l'Azerbaïdjan voisin, est l'un des autres sujets délicats de la visite de M. Mitterrand. La Turquie penche évidemment dans cette affaire du côté de l'Azerbaïdjan, turcophone, et avec lequel elle n'a pas de contentieux historique. Son gouvernement s'est cependant efforcé de rester au-dessus de la mêlée, en position de médiateur et s'est tourné entre autres vers la France pour qu'elle use de son influence sur les Arméniens et contribue à engager un processus de règlement international.

M. Demirel réclame de se trouver, sur cette question, en porte-à-faux avec l'Europe et les Etats-Unis. Cette position est difficile à tenir tant l'opinion est sensibilisée au sort des Azéris. La France, considérée depuis longtemps comme pro-arménienne, a été vivement prise à partie récemment par la presse turque ainsi que par les milieux de l'islam intégriste et de l'extrême droite nationaliste. Le président Ozal, qui entretient avec M. Demirel une cohabitation des plus polémiques, a jeté de l'huile sur le feu en taxant le gouvernement d'inertie dans cette affaire.

L'actualité rend ainsi un peu plus délicat un voyage présidentiel, qui de toute façon l'eût été, tant l'efficacité et le sentiment d'être incompris se mêlent en Turquie aux considérations politiques. Sur le sujet, toujours prioritaire à Ankara, des rapports avec l'Europe, le réalisme est venu tempérer ce qui pendant longtemps fut vécu comme une blessure d'orgueil.

Les dirigeants turcs ont compris à la fois qu'ils ne pouvaient se faire entendre de la Communauté des Etats indépendants, principes démocratiques qui la fondent, et que la situation économique et démographique de leur pays rendait irréaliste une adhésion à brève échéance. Mais à défaut d'une date, ils réclament un accord de

principe sur leur entrée future dans la Communauté. M. Mitterrand ne peut le leur donner pour les Douze. Il est probable qu'on attend de lui qu'il se prononce en son nom propre.

Faute de cette perspective de principe, la Turquie se sent « reculée » en tant que pays musulman par l'Europe chrétienne : c'est à ses yeux une rebuffade, après soixante-dix ans d'efforts pour faire prendre la greffe du républicanisme laïc, et un encouragement à ceux qui, dans le pays et à ses frontières, prônent l'avènement de l'Etat islamique.

« Complexe » et déscription

Cette crainte est encore vive, même si les métamorphoses économiques qu'a connues ce pays pendant les « années Ozal » et le rôle nouveau qu'il espère jouer auprès des Républiques turcophones de l'ancienne Union soviétique ont atténué ce que M. Mitterrand appelle son « complexe » et un peu décrié sa relation à l'Europe.

Pour cette dernière, il y a une utilité évidente à de bonnes relations avec ce pays allié dans l'OTAN, allié l'année dernière dans la guerre du Golfe, stable et soucieux de ses relations de bon voisinage dans une région troublée, partenaire potentiel de l'Occident auprès des nouveaux Etats de l'Asie centrale et du Caucase. Il y a aussi un intérêt économique dans les investissements français ont pris conscience ces dernières années (plus de cent entreprises françaises sont aujourd'hui installées en Turquie contre une dizaine seulement en 1986). Il y a enfin pour Paris un projet qui consiste à revivifier, à moderniser et à diffuser une tradition culturelle francophone très ancienne et qui accompagnait autrefois les belles heures des élites de Constantinople, du Danube et des Balkans.

CLAIRE TRÉAN

La visite des dirigeants cambodgiens en Chine

Pékin prépare son retour en Indochine

Le prince Norodom Sihanouk, accompagné des chefs des quatre factions khmères participant au Conseil national suprême (CNS) khmer, a effectué, du 9 au 11 avril, une visite officielle en Chine qui constituait son premier déplacement à l'étranger en qualité de chef d'Etat depuis son retour au pouvoir en novembre.

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine populaire, qui compte actuellement ses vrais amis dans le monde, a accueilli au prince Sihanouk l'accueil chaleureux répondant à sa fidélité, mais avec un soupçon de condescendance, manifestée par un protocole possessif. L'ancien monarque a été pris en main par le gouvernement chinois au point d'être coupé de tout contact avec la presse occidentale. Alors que les autorités indiquaient au chef du CNS ne donnerait pas de conférence de presse, celui-ci était placé devant une salle peuplée de représentants des médias de Pékin avant d'être montré, à la télévision, remerciant la Chine de « son soutien indéfectible ».

Un traitement égal pour les quatre factions

A son départ, dimanche 12 avril, pour Pyongyang où il allait assister au quatre-vingtième anniversaire du président Kim Il-sung, des policiers chinois barraient l'entrée de l'aéroport. Le prince fut conduit à l'extrémité du tarmac pour monter à la passerelle d'un vieux avion de la compagnie aérienne nord-coréenne. Seul l'ambassadeur de ce pays avait été invité.

L'ambassadeur du Cambodge à Pékin, un Khmer rouge, et les autres membres de l'entourage du prince avaient systématiquement écarté les questions sur la visite, qualifiée de « historique ». Même le

communiqué conjoint signé à l'issue du séjour ne fut diffusé que par la partie chinoise.

Par ce texte, le premier signé avec un pays étranger par le prince depuis son retour au pouvoir, la Chine s'engage à traiter « en égales » les quatre factions, dans l'attente d'élections « libres et équitables » dont elle « respectera le résultat ». Réitérant son appui aux accords de Paris, elle entérine le rôle des Nations unies sur le terrain sans la moindre allusion aux difficultés créées par ses anciens protégés khmers rouges. Elle assure vouloir faire « tout son possible » pour contribuer à la reconstruction du pays. En échange, le Cambodge de Sihanouk promet de ne pas établir de relations officielles avec Taiwan.

La Chine a, en outre, obtenu du Cambodge qu'il réclame avec elle « un nouvel ordre international juste et rationnel établi sur les cinq principes de la coexistence pacifique », dogme auquel le régime de Pékin s'efforce de donner un second souffle pour se prémunir contre les pressions occidentales sur sa propre évolution intérieure. Le prince, qui a rencontré à Pékin tout le gratin de la République populaire à l'exception de M. Deng Xiaoping, n'a pu que reprendre cette attitude dans les propos que lui a prêtés la presse chinoise.

L'ancien prisonnier des Khmers rouges, dont le chef, en titre, M. Khieu Samphan, était à ses côtés, est ainsi apparu diplomatiquement très dépendant d'une Chine qui savourait son succès face à un Vietnam symboliquement humilié. Le vol spécial chinois qui était allé le chercher à Phnom-Penh répondait, sur le mode de la victoire, à celui du dernier avion chinois qui avait évacué le prince de la capitale khmère, le 6 janvier 1979, la veille de la chute des Khmers rouges devant l'invasion vietnamienne. Treize ans plus tard, la Chine est fermement décidée à se réimplanter en Indochine.

FRANÇOIS DERON

Avant l'entrée en vigueur des sanctions décidées par l'ONU

Tripoli a décrété une journée de deuil national en commémoration du raid américain de 1986

Le colonel Mouammar Kadhafi a de nouveau déclaré, dimanche 12 avril, que les deux Libyens accusés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie « mourraient, s'ils le voulaient, se livrer à un Etat neutre ». Le chef de la révolution libyenne avait indiqué, il y a quelques jours, qu'il n'était pas en mesure, sous peine de contrevenir à la loi locale, de prendre lui-même l'initiative de les extraditer.

Le colonel Kadhafi, qui s'exprimait devant des journalistes après le départ du président égyptien, M. Hosni Moubarak, venu lui rendre visite, a, en outre, affirmé que son pays avait présenté de « nouvelles propositions » à l'ONU sans en dévoiler le contenu, répétant ainsi ce qu'il avait dit, la veille à Genève, le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Al-Béchari, à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

De son côté, M. Moubarak, avant de se rendre à Tripoli, avait déclaré que la Libye avait accepté la résolution 731 de l'ONU, qui lui demande


de coopérer avec les enquêtes en cours, « à condition qu'elle ne porte pas atteinte à sa souveraineté ». Il n'en a pas moins fait part de son pessimisme : « Nous avons déployé le maximum d'efforts pour le règlement de ce problème, mais nous avons abouti à une impasse. Le Conseil de sécurité a voté une résolution et la Libye est dans le camp libyen ». La réunion à huis clos, dimanche à Rabat, du comité de la Ligue arabe, chargé de l'affaire, « a seulement permis, selon des sources diplomatiques arabes, de faire l'historique de la crise et de ses derniers développements ».

La Libye a décrété une « journée de deuil national », mardi 14 avril, en commémoration du raid de l'aviation américaine sur Tripoli et Benghazi, qui avait eu lieu le 15 avril 1986, a annoncé l'agence libyenne JANNA. Cette journée sera marquée par l'interruption de toutes les liaisons aériennes, maritimes et terrestres et l'arrêt des communications postales et téléphoniques. Il a, en outre, été demandé à la population de se vêtir

de noir ou, à défaut, d'arborer un insigne de deuil. Cette manifestation est organisée à la veille de l'entrée en vigueur de la résolution 748 de l'ONU, qui prévoit, à l'encontre de Tripoli, des sanctions diplomatiques ainsi qu'un embargo aérien et militaire. - (AFP)

La France va construire un centre de formation à la gestion au Vietnam. - La France et le Vietnam ont signé, samedi 11 avril, à Hanoi une convention pour la création d'un centre franco-vietnamien de formation à la gestion, ayant pour objectif de former « à la gestion moderne de jeunes professeurs, diplômés de l'enseignement supérieur et cadres diplômés ayant une expérience professionnelle de gestion publique ou privée » et d'assurer « le recyclage des cadres des entreprises et des administrations économiques et financières ». - (AFP, Reuters)

ANNY DUPEREY



Le noir

En découvrant des photos d'enfance. Anny Duperey a retrouvé la mémoire. Un livre bouleversant. Un livre qui refuse tout masque littéraire. Et d'un coup de plume, il s'agit de la plus pure des littératures.

Jean-François Josselin
Le Nouvel Observateur

Editions du Seuil

EUROPE

RUSSIE : le conflit entre M. Eltsine et le Congrès

Le jeu des fausses menaces

La reprise des travaux du congrès des députés de Russie a été marquée, lundi 13 avril, par la menace de démission du gouvernement, après un samedi de « crise », lorsque à l'issue de laborieuses tractations, les députés ont voté une résolution donnant au président Eltsine trois mois pour renoncer à son autre poste, celui de premier ministre. Pourtant, dimanche soir, les dirigeants du Parlement et le gouvernement avaient rapproché leurs positions.

MOSCOU

de notre correspondant

Il y a les accrochages publics et les compromis de coulisses, les vraies et les fausses menaces. Au terme d'une semaine de guerre en dentelles, le gouvernement russe et le président du Soviet suprême ont paru un moment disposés à conclure un armistice, lors d'une réunion à huis clos, dimanche 12 avril. Selon un dirigeant du Parlement, ils avaient réussi « à rapprocher leurs positions » et décidé de travailler ensemble à « l'application des réformes économiques ». Mais le compromis n'a apparemment pas paru satisfaisant à l'exécutif, et de nouveaux accrochages se sont produits dès la reprise des travaux du Congrès des députés de Russie, lundi.

Faisant mine de mettre à exécution une menace qui était dans l'air depuis plusieurs jours, le premier vice-premier ministre Egor Gaidar a en effet annoncé que le gouvernement avait décidé de « demander au président Eltsine d'accepter sa démission ». Mais, s'il a aussitôt ajouté, « cette décision pourra être rapportée si le congrès corrige sa résolution sur la réforme économique ou si le président prend une décision qui permette au gouvernement de continuer à travailler ».

Le conflit porte à la fois sur la conduite de la réforme économique et sur l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif. Le Parlement refusant de laisser le gouvernement « et au-delà, le président Eltsine - agir à sa guise. Mais cet affrontement, naturel et d'essence assez démocratique, est en réalité faussé par un déséquilibre fondamental. Les députés savent fort bien qu'en cas de combat « à belles dents » avec l'exécutif, ils sont assurés de perdre.

Tous les sondages prouvent qu'une écrasante majorité de la population

ne souhaite pas, en dépit du mécontentement suscité par divers aspects de la réforme économique, la démission du gouvernement, et que Boris Eltsine, le président-premier ministre, jouit d'une confiance incomparablement plus grande que les parlementaires.

Le jeu consiste donc, pour les députés représentant l'« opposition » (aussi mal définie que l'est le groupe des partisans de l'équipe au pouvoir) à planter des amorceuses tout en se gardant bien de trop provoquer la bête, dans une corrélation d'un genre particulier : seul le matador court des risques sérieux et le public est contre lui. Les députés ont ainsi tenté de contraindre Boris Eltsine à présenter dans un délai d'un mois un projet définissant clairement les tâches et l'organisation du gouvernement et, par la même occasion, à désigner un candidat au poste de premier ministre qu'il occupe actuellement. Comme prévu, le président russe s'est fâché, il a sermonné les députés, qui ont partiellement obtempéré en lui accordant trois mois au lieu d'un seul. Mais M. Eltsine n'est pas satisfait pour autant : il souhaite avoir la paix jusqu'à la fin de l'automne, le temps que le grefon encore fragile de la réforme ait définitivement pris.

On en est là et, parallèlement, les députés se sont efforcés d'imposer leur point de vue sur certains détails de cette réforme économique par le biais d'une « résolution » qui a donné lieu à une longue bataille d'amendements. Là aussi, la tactique a vite révélé ses limites, le gouvernement refusant clairement comprendre qu'il n'était pas disposé à se laisser mener par le bout du nez et qu'il possédait de puissants moyens de dissuasion.

Vote de confiance

Il en a donné un exemple après le vote d'une résolution invitant l'exécutif à indiquer sur l'inflation les causes de l'épargne. M. Egor Gaidar, le premier vice-premier ministre, s'est alors levé pour déclarer que « c'était trop, que « l'heure était venue de choisir », de « savoir si nous voulons les réformes et sommes prêts à en supporter les conséquences, ou si nous voulons reculer ».

Et M. Gaidar de réclamer un vote sur la confiance au gouvernement, suggestion que le président du Parlement, M. Rousslan Khasboulatov, s'est empressé d'entendre : il n'était pas question pour lui de s'engager sur un terrain aussi dangereux.

Cette mise en demeure de M. Gai-

dar n'avait d'ailleurs pas été le seul avertissement adressé samedi au Congrès. A un moment, tous les membres du gouvernement avaient par exemple ostensiblement quitté la salle pour « délibérer », faisant ainsi peser la menace d'une démission, et donc d'une crise ouverte dont les députés « anti-réformateurs » auraient porté la responsabilité. Lundi matin, la menace a été officialisée. Parallèlement, les animateurs de certains mouvements politiques « amis » de l'exécutif évoquaient la possibilité qu'un certain nombre de députés renonceraient à leur mandat, de manière à imposer la tenue de nouvelles élections.

Enfin les députés du Congrès des députés n'ignorent pas que s'ils échouent, comme c'est de plus en plus probable, à adopter au cours de la présente session une nouvelle Constitution, M. Boris Eltsine pourrait bien soumettre directement à référendum un texte fondamental lui assurant une prééminence institutionnelle sur le Parlement.

En un mot, leurs chances de contraindre l'exécutif à accepter des correctifs allant au-delà de ceux que M. Eltsine a déjà lui-même résolu d'apporter à la réforme économique, sont des plus minces. D'autant que le pouvoir peut évidemment compter sur le soutien de la télévision, qui, ces derniers temps, s'applique à présenter M. Eltsine sous les traits d'un héros luttant vaillamment avec le soutien de l'Occident, contre les adversaires de la réforme économique en général et le président du Parlement en particulier - ce qui est pour le moins simplificateur.

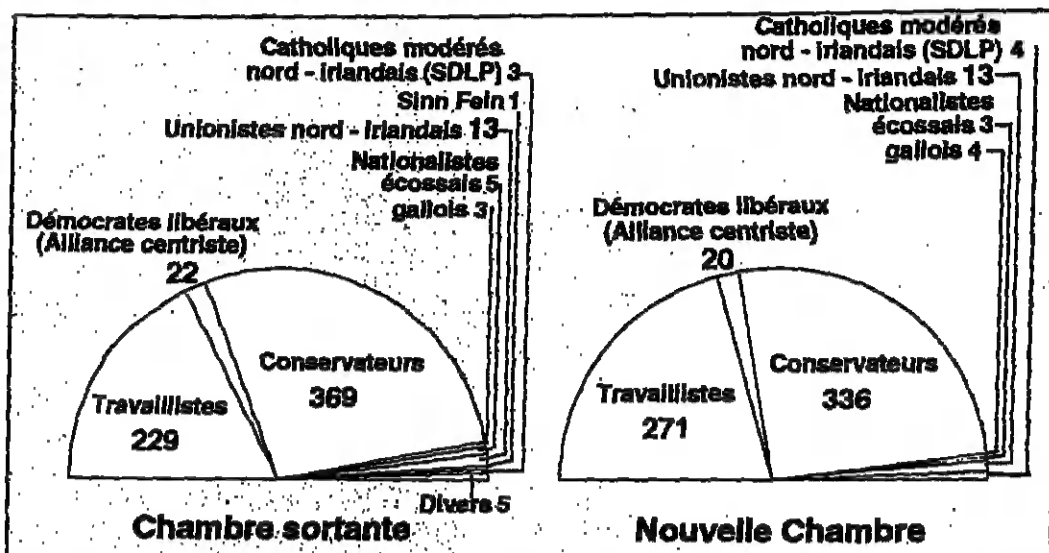
De son côté, M. Khasboulatov, s'efforce de trouver des médias à sa dévotion, mais de manière bien maladroite. C'est ainsi qu'il a manifesté l'intention de faire réprimer sous le contrôle du Parlement le quotidien les Izvestia, qui, depuis l'échec du putsch d'août dernier, revendique fièrement son indépendance.

M. Khasboulatov a accusé de complaisance la direction actuelle du journal et fait valoir que le Soviet suprême pourrait en revanche lui apporter le soutien financier dont le quotidien aurait besoin pour se relever. Mais le résultat pour l'instant est que les Izvestia lui ont envoyé une jolie volée de bois vert, affirmant que ni M. Andreï Loukianov, l'ancien président du Parlement actuellement sous les verrous, ni même les ex-grands maîtres de la propagande que sont Iosadov et Soslov, ne s'étaient permis ce genre de propos.

JAN KRAUZE

GRANDE-BRETAGNE : en constituant son nouveau gouvernement

M. John Major a pris en compte les différents courants du Parti conservateur



À gauche, la Chambre sortante. À droite, la nouvelle Chambre des communes. Il y a un siège de plus (651) dans la nouvelle Chambre qu'en 1987. Des élections partielles ont modifié à la marge la répartition des sièges de 1987. Les pourcentages de voix obtenus se décomposent ainsi (entre parenthèses les pourcentages de 1987) : conservateurs : 41,85 % (42,30 %) ; travaillistes : 34,16 (30,83 %) ; démocrates-libéraux : 17,88 % (22,55 %) ; autres : 6,11 % (4,09 %). Comme en 1987 et en 1983 (avec 42,42 % des voix), les conservateurs ont donc obtenu la majorité relative des suffrages, que le système électoral britannique transforme en majorité absolue de sièges.

Après la victoire des conservateurs aux élections législatives, le premier ministre britannique, M. John Major, a procédé, samedi 11 avril, à un remaniement du gouvernement qui comporte moins de changements que prévu. Le chef du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, devait, d'autre part, annoncer, lundi, sa démission. Plusieurs candidats sont désormais maintenus sur les rangs, notamment MM. John Smith et Bryan Gould, respectivement chancelier de l'Echiquier et responsable de l'environnement dans le « cabinet fantôme ».

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major n'a pas voulu profiter de l'autorité que lui a procuré sa victoire électorale pour mettre en œuvre un remaniement de grande ampleur. Jusqu'à présent, le premier ministre n'avait

pas les coudées franches pour imprimer sa marque dans le choix des membres d'un cabinet hérité de M^{me} Margaret Thatcher. La légitimité populaire incontestable qui est maintenant la sienne lui permet de faire face, avec assurance, à une éventuelle fronde émanant de l'aile droite du Parti conservateur, par exemple à l'occasion de la ratification du traité de Maastricht. Cette autorité nouvelle pourrait l'encourager à choisir une équipe largement renouvelée, notamment pour prendre ses distances avec son prédécesseur. M. Major a préféré opter pour la continuité, c'est-à-dire le maintien d'un équilibre entre les différentes tendances du Parti conservateur.

Le remaniement gouvernemental annoncé samedi ressemble donc davantage, à quelques exceptions près, à un exercice de « chaises musicales », beaucoup de ministres changeant simplement d'attributions. La promotion de M. Michael Heseltine, qui quitte le ministère de l'environnement pour prendre en charge le commerce et l'industrie, était attendue. « Tarzan » - tel est son surnom - est l'un des principaux artisans de la victoire électorale des conservateurs. Sa pugnacité - qui tranchait nettement avec le tempérament plus réservé de M. Major - pour mener campagne contre le Labour a été à la hauteur de sa réputation de « battant », acquise lorsqu'il a pris la tête du combat pour provoquer le départ de M^{me} Thatcher. Avec M. Douglas Hurd, qui conserve son poste de secrétaire au Foreign Office, les deux hommes, qui avaient un moment brigué la succession de la « dame de fer » sont aujourd'hui les deux ministres les plus importants du gouvernement.

Le chancelier de la récession

La surprise de ce remaniement est le maintien dans ses fonctions de chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, dont la prestation, pendant une campagne électorale dominée par les questions économiques, avait été très critiquée. M. Major a sans doute considéré que le chancelier n'avait pas, après tout, démerité, si l'on en juge par les résultats du scrutin. M. Lamont, qui a, d'autre part, été le chancelier de la récession, est « récompensé » en conservant son poste pour la reprise, attendue, de l'économie. Le départ de M. Tom King, ministre de la défense (remplacé par M. Malcolm Rifkind, précédemment ministre des transports), n'est pas surprenant, puisque l'intéressé avait souhaité abandonner ses responsabilités. C'était aussi le cas de M. Kenneth Baker, ex-secrétaire au Home Office (ministère de l'intérieur), dont le poste est repris par M. Kenneth Clarke, qui quitte l'éducation.

Un troisième mort après les attentats de Londres. - La police britannique a retrouvé, samedi, dans les décombres, une troisième victime après l'attentat à la voiture piégée dans la City de Londres, dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 avril (le Monde daté 12-13 avril). Le bilan définitif des deux attentats de Londres est de trois morts et quatre-vingt-onze blessés. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué samedi ces attentats. Elle a « regretté les morts et les blessés » mais promis « de nouvelles attaques similaires ». - (AFP)

CAMILLE OLSEN

Un autre ministre dont le bilan n'était pas jugé convaincant, M. William Waldegrave, passe de la santé au nouveau ministère du « citizen's charter » (la « charte du citoyen », chargé de veiller à l'amélioration des services publics. Conséquence de sa défaite dans sa circonscription de Bath, M. Chris Patten, quitte le gouvernement, où il occupait les fonctions de chancelier du duché de Lancaster (dont les revenus financiers en partie l'institution monarchique), mais il conserve - dans l'immédiat - ses fonctions de président du Parti conservateur. La féminisation tant attendue est réalisée par la promotion de Mme Virginia Bottomley, ancienne secrétaire d'Etat à la santé, celle de M^{me} Gillian Shephard, ancienne secrétaire d'Etat au Trésor. Enfin, l'aile droite du Parti conservateur est, notamment, représentée par deux thatcheristes convaincus, MM. Michael Portillo, ancien secrétaire d'Etat à l'environnement promu au rang de ministre, et Peter Lilley.

LAURENT ZECCHINI

La composition du cabinet

Voici la liste des ministres du nouveau gouvernement britannique. Celle des secrétaires d'Etat devait être annoncée ultérieurement :

- Premier ministre, premier lord du Trésor et ministre de la fonction publique : M. John Major.
- Lord Chancelier (Justice) : lord Mackay of Clashfern.
- Secrétaire au Foreign Office : M. Douglas Hurd.
- Chancelier de l'Echiquier (ministère des finances) : M. Norman Lamont.
- Secrétaire au Home Office (ministère de l'intérieur) : M. Kenneth Clarke (**).
- Commerce et Industrie : M. Michael Heseltine (**).
- Transports : M. John MacGregor (**).
- Lord président du conseil : M. Tony Newton (**).
- Agriculture : M. John Gummer.
- Environnement (et collectivités locales) : M. Michael Howard (**).
- Pays de Galles : M. David Hunt.
- Sécurité sociale : M. Peter Lilley (**).
- Chancelier du duché de Lancaster et ministre du Citizen's Charter (Charte du citoyen) : M. William Waldegrave (**).
- Ecosse : M. Ian Lang.
- Irlande du Nord : Sir Patrick Mayhew (**).
- Education et science : M. John Patten (**).
- Santé : M^{me} Virginia Bottomley (**).
- Emploi : M^{me} Gillian Shephard (**).
- Secrétaire au Trésor : M. Michael Portillo (**).
- Défense : M. Malcolm Rifkind (**).
- Leader de la Chambre des lords : M. John Wakeham (**).
- Patrimoine national : M. David Mellor (**).

(*) Nouveau membre.
(**) Ministre ayant changé de portefeuille.

Signature d'un accord de cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine

Un accord de cessez-le-feu a été conclu, dimanche 12 avril, à Sarajevo entre les parties en conflit, a annoncé le médiateur européen, M. Jose Cutiheiro (Portugal), chargé du dossier de la Bosnie-Herzégovine au sein de la Conférence sur la paix en Yougoslavie.

BELGRADE

de notre correspondant

Arrivé vendredi à Sarajevo, le diplomate portugais s'est d'abord entretenu séparément avec les leaders des communautés musulmane, serbe et croate. Les pourparlers avec le chef de la communauté serbe, M. Radovan Karadzic, se sont tenus à Iliđa, quartier de la capitale contrôlé par les milices serbes. Dimanche, les dirigeants des trois communautés se sont finalement réunis « en terrain neutre », au siège de la force de protection de l'ONU, où ils se sont engagés à empêcher toute activité des formations paramilitaires ainsi que des tirs isolés et à cesser de bombarder Sarajevo et les autres villes de Bosnie-Herzégovine.

Aux termes de cet accord, qui ne fait pas mention de la position de l'armée serbo-fédérale, toutes les pièces d'artillerie doivent être placées sous le contrôle des observateurs de la CEE dans un délai de vingt-quatre heures. Toutes les formations irrégulières devront, par ailleurs, être dissoutes. Ils sont également convenus de procéder, dans les plus brefs délais, à la définition des frontières délimitant les trois « unités nationales » qui devaient constituer l'Etat de Bosnie-Herzégovine.

Cette question de délimitation, qui est à l'origine du conflit armé en Bosnie-Herzégovine, sera certainement très difficile à régler. M. Karadzic, qui a insisté auprès de la Communauté européenne pour poursuivre les débats sur la réorganisation de la Bosnie-Herzégovine, est, quant à lui, mécontent du découpage ethnique de la République proposé le 18 mars dernier par M. Cutiheiro et agréé - en principe - par les trois parties concernées. M. Karadzic revendique

pour la communauté serbe, qui représente 31,4 % de la population de Bosnie, 65 % du territoire de la République alors que la carte européenne, basée sur la composition ethnique des districts, ne lui en attribue que 44 %. Il réclame par conséquent une révision des actuelles subdivisions administratives de la Bosnie-Herzégovine afin de créer les unités ethniques les plus homogènes possibles.

La création d'unités ethniques homogènes paraît, cependant, bien improbable par la négociation compte tenu de l'enchevêtrement des

populations dans cette République peuplée par 43,7 % de Musulmans, 31,4 % de Serbes et 17,3 % de Croates. Un tel partage ne peut être obtenu que par la guerre, par une guerre de conquête où chaque communauté tentera de récupérer chez le voisin le quartier, le village ou l'enclave où elle peut être majoritaire.

La volonté de cohabitation de la population de nombreuses villes démontre que la guerre en Bosnie-Herzégovine n'est pas un conflit interethnique classique né de la haine entre les différentes communautés. Les affrontements se produisent, en

effet, en des points stratégiques bien précis, aux jonctions entre les entités ethniques ou dans des zones qui pourraient servir de corridors pour relier certaines enclaves. En outre, la violence des attaques, suivies par la mise en place immédiate d'un nouveau pouvoir par les milices victorieuses, contribue à ternir la communauté « vaincue » et à provoquer son exode dans le but d'obtenir un transfert de population et, par conséquent, un changement de la structure démographique.

FLORENCE HARTMANN

DANEMARK : lors d'un congrès extraordinaire

M. Rasmussen a été élu président du Parti social-démocrate

Lors d'un congrès extraordinaire du Parti social-démocrate danois, tenu samedi 11 avril à Vejle (Jutland), M. Poul Nyrup Rasmussen a été élu nouveau président du parti par 359 voix contre 187. Il succède à M. Svend Auken, qui exerçait cette fonction depuis 1987. Par ce remplacement, les sociaux-démocrates, dans l'opposition depuis près de dix ans, espèrent avoir de meilleures chances de revenir au pouvoir.

COPENHAGUE

de notre correspondant

Ce congrès, convoqué à la hâte il y a un mois (le Monde du 23 mars), a duré quatre heures. Le bureau directeur avait décidé qu'un débat ne précéderait le scrutin portant sur le choix du président. Les deux courants devaient disposer chacun de vingt minutes pour exposer leurs points de vue respectifs.

L'importance de l'événement était soulignée par le fait que les deux chaînes de la télévision danoise ont retransmis ces assises intégralement

et en direct. C'était en effet la première fois dans l'histoire plus que centenaire de ce parti que les sociaux-démocrates - sauf pour cause de décès ou raisons de santé - remplaçaient un président en cours de mandat. Tous les commentateurs ont relevé que M. Auken, président désigné à l'unanimité en 1987, qui n'a rien démerité et qui n'a été mis à aucun scandale, s'est vu brusquement contesté par les siens. Ceux-ci, pourtant, ne pouvaient guère lui reprocher, chiffres en main, les résultats de sa gestion : depuis qu'il occupait ce poste, les sociaux-démocrates ont progressé à chaque scrutin, parfois très nettement - comme lors des législatives anticipées de décembre 1990. D'autre part, les mauvais esprits ne cessent de dire que le gouvernement centre droit de M. Poul Schlüter applique en fait une politique que la gauche, si elle avait été au pouvoir, n'aurait pas reniée.

Il semble qu'une véritable cabale, où les questions de personnes, les jalousies, les ambitions cachées ont été plus fortes que les divergences politiques ou idéologiques, ait provoqué ce congrès extraordinaire. Les spéculations vont bon train : M. Nyrup Rasmussen était-il inconnu à l'origine de ce « complot »

ou s'est-il laissé entraîner par d'autres courants hostiles à M. Auken ? Toujours est-il que plusieurs analystes attribuent ces remous aux frustrations qu'éprouvent les dirigeants et aussi les militants de base d'un parti toujours cantonné dans l'opposition.

Depuis la première guerre mondiale, les sociaux-démocrates danois - sans jamais être majoritaires au Parlement - ont à peu près constamment été au pouvoir. Leurs passages dans l'opposition étaient plutôt rares et toujours brefs. Or, l'actuelle traversée du désert dure depuis près de dix ans, et c'est plus que beaucoup peuvent supporter. Il a donc fallu chercher un bon émissaire et certains se sont imaginés qu'en changeant de président, le parti pourrait peut-être avoir davantage de chances de revenir aux commandes... L'occasion pourrait se présenter au lendemain du référendum du 2 juin sur le traité de Maastricht (en cas de victoire du « non ») (ce qui n'est pas exclu si l'on en croit les sondages) ou en cas de législatives anticipées. Les « impatients » ont estimé qu'il fallait faire immédiatement peau neuve avant ces échéances.

CAMILLE OLSEN

هنا من النسخ

ASIE

AFGHANISTAN

Les islamistes posent leurs conditions à l'acceptation de l'accord de paix de l'ONU

Alors qu'Islamabad et Téhéran manifestent leur satisfaction sur l'accord de principe pour la constitution d'une administration provisoire en Afghanistan devant succéder au président Najibullah, les rebelles islamistes demeurent très divisés. Trois des sept factions sunnites de Peshawar l'ont approuvé : le Front islamiste de M. Ahmad Gailani (royaliste), le Front de libération nationale de l'actuel « premier ministre » du gouvernement intérimaire des rebelles, M. S. Mojaddedi, et le Mouvement de la révolution islamiste, de M. Nabi Mohammedi. Deux autres l'ont rejeté : le Ittihad de M. Rasul Sayyaf et la dissidence

du Hezb-i-Islami dirigée par M. Yunus Khalib. Le Hezb-i-Islami de M. Gulbudin Hekmatyar a, pour sa part, annoncé, dimanche 12 avril, qu'il rejetait « tout Conseil qui ne serait pas approuvé par les moudjahidines ». Le chef du Jamiat, à majorité ethnique tadjik, M. Burhanuddin Rabbani, continue d'exiger que la décision finale sur la composition du « Conseil prétransitoire » soit « prise par les seuls moudjahidines ». Quant à la fédération des huit partis proches de Téhéran (Wahdat), elle réclame que les chiites reçoivent le quart des sièges « dans tout règlement politique ». — (AFP, Reuters, UPI)

SRI-LANKA

Sanglant Nouvel An bouddhiste

Deux attentats et deux embuscades meurtrières ont précédé le Nouvel An srilankais, célébré dans l'île le dimanche 12 avril. Ces incidents ont provoqué le mort de cinquante-six personnes. L'explosion de bombes posées dans des autobus a fait respectivement vingt-cinq et onze morts le 8 avril à Ampara, dans l'est de l'île, et à Colombo, la capitale.

La police a mis en cause les rebelles tamouls du LTTE, des hindous qui entendent créer un foyer national dans les provinces septentrionale et orientale du Sri Lanka bouddhiste. Par ailleurs, deux cents guerilleros du LTTE ont tendu deux embuscades aux forces de l'ordre, faisant quatorze morts à Trincomalee et six à Batticaloa. — (AFP, Reuters)

EN BRIEF

■ **ALBANIE** : nouveau premier ministre. — Le président albanais, M. Sali Berisha, a nommé un nouveau premier ministre, M. Alexander Meksi, a annoncé samedi 11 avril l'agence albanaise ATA. Co-fondateur du Parti démocratique, M. Meksi, cinquante-trois ans, est un archéologue spécialiste du Moyen Âge. — (Reuters)

■ **AZERBAÏDJAN** : nouvelles violences meurtrières dans le Haut-Karabakh. — Les responsables arméniens du Haut-Karabakh ont affirmé, dimanche 12 avril, que quarante-cinq personnes, « en majorité des femmes, enfants et vieillards », avaient été tués, vendredi, lors d'une attaque lancée par les forces azéries contre le village de Maraga, dans le nord de l'enclave arménienne en territoire azerbaidjanais. Les Azéris ont perdu « une centaine de combattants », selon les sources arméniennes.

Aucune indication sur ces combats n'a été donnée de source azerbaidjanaise. Azerinform a, en revanche, annoncé qu'un village peuplé d'Azéris, dans le sud de cette région, a été pris, vendredi, par les Arméniens et brûlé, entraînant la mort d'un nombre indéterminé de civils. Les tirs croisés d'artillerie se sont en outre poursuivis entre Arméniens de Stepanakert et Azerbaidjanais de Choucha. — (AFP, Reuters)

■ **BURUNDI** : des combats ont fait trente-huit morts dans le Nord. — Des combats impliquant l'armée nationale ont fait trente-huit morts, samedi 11 avril, dans la province de Cibitoke, dans le nord-ouest du pays, selon une source bien informée à Bujumbura. Les troubles avaient débuté trois jours plus tôt, des grenades ayant été lancées contre des camps militaires. Les autorités burundaises avaient mis ces attaques sur le compte du Palipehutu, le Parti pour la libération du peuple hutu, qu'il accuse d'être entraîné militairement au Rwanda. Ces accusations ont été rejetées par le ministre rwandais des affaires étrangères, M. Casimir Bizimungu. — (Reuters)

■ **CANADA** : 55 000 fonctionnaires québécois ont manifesté à Montréal et à Québec. — Environ 55 000 fonctionnaires québécois ont bravé le froid dimanche 12 avril et ont manifesté dans les rues de Montréal et de Québec pour exiger du gouvernement qu'il leur verse une augmentation de salaire cet été. — (AFP)

■ **HAÏTI** : le président « provisoire » s'en prend aux États-Unis. — Le président « provisoire » haïtien, M. Joseph Nérette, a appelé les États-Unis à « mettre un frein aux immixtions inconvenantes de leurs diplomates dans les affaires internes du pays », dans un discours prononcé dimanche 12 avril à Port-au-Prince, devant son cabinet ministériel. L'absence à ses côtés de l'acteur du putsch qui l'a installé, le général Raoul Cédras, était une première. M. Nérette a rejeté l'accord signé le 23 février à Washing-

ton en vue d'une solution négociée à la crise et a stigmatisé l'embargo décrété par l'Organisation des États américains à l'encontre d'Haïti. Par ailleurs, un pont aérien organisé sous les auspices des Nations unies pour rapatrier 1 350 réfugiés haïtiens se trouvant à Cuba devait commencer lundi et durer trois jours. — (AFP)

■ **KÉNIA** : des affrontements interethniques « ont fait » au moins quarante morts en une semaine. — La police a annoncé, dimanche 12 avril, que des affrontements interethniques avaient fait au moins quarante morts en une semaine dans l'ouest du pays. Quatorze personnes ont été tuées vendredi, près de Bungoma, à 400 kilomètres de Nairobi, des centaines d'hommes armés de la tribu Sabot ayant attaqué les membres de l'ethnie Sukusu avec des flèches empoisonnées, selon des habitants de Bungoma. Les Sabots constituent un clan de l'ethnie Kalenjin, à laquelle appartient le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi. Selon la police, 68 personnes ont été tuées en mars dans des violences tribales. — (AFP, Reuters)

■ **LIBAN** : appel à la grève générale. — La Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL) a appelé à la grève générale et à des manifestations dans l'ensemble du pays, les 15 et 22 avril, pour protester contre « la cherté de la vie et l'incompétence du gouvernement ». Alors que le cours de la livre s'est encore récemment effondré et que des élections sont annoncées pour le mois de juin, ce mouvement de protestation sera organisé sous le slogan : « Pour un régime parlementaire démocratique qui préserve la monnaie nationale et assure les besoins du peuple. » — (AFP)

■ **TADJIKISTAN** : le pouvoir a cédé en partie devant les manifestants. — Les opposants tadjiks qui manifestent depuis trois semaines à Douchanbé ont obtenu, dimanche 12 avril, une promesse de démission du président du Parlement, dominé par le Parti communiste. La loi sur la presse et le code pénal seront aussi amendés. Les députés de la zone montagneuse de l'Est tadjik, solidaires de l'opposition, avaient créé, samedi, une « République autonome du Pamir-Badakhchan ». — (AFP, Itar-Tass)

■ **L'OLP** réunira son conseil central le 8 mai. — Après avoir été reporté, jeudi dernier, à la suite de l'accident d'avion dont M. Yasser Arafat est sorti indemne dans le désert libyen, le conseil central de l'OLP a été convoqué pour le 8 mai à Tunis, a annoncé, dimanche 12 avril, l'agence palestinienne Wafa. Cette date a été fixée par le comité exécutif, réuni sous la présidence de M. Arafat, qui a rendu hommage à « la cohésion du peuple palestinien autour de sa direction ». — (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAN : selon les premiers résultats des élections législatives

Les partisans du président Rafsandjani semblent remporter une nette victoire sur les « radicaux » du régime

Les khoménistes purs et durs semblent avoir perdu — ainsi que tout le monde le prévoyait à Téhéran — le combat d'arrière-garde qu'ils ont livré en décidant de participer aux élections législatives du 10 avril. Ils avaient, un temps, menacé de boycotter le scrutin pour protester contre les mesures discriminatoires prises à leur encontre par le Conseil de surveillance de la Constitution, chargé d'examiner les candidatures. Selon les premiers résultats, enregistrés lundi 13 avril, les radicaux devraient perdre la majorité à l'Assemblée, au profit des « modérés » du président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Les données partielles rendues publiques par le ministère de l'Intérieur indiquent que les radicaux de Téhéran sont d'ores et déjà pratiquement éliminés du Majlis (Parlement), si l'on tient compte des projections faites à partir de l'analyse de 132 996 votes décomptés dans la capitale et qui représentent 8 % des voix exprimées. L'officielle agence IRNA parle de « raz-de-marée » en faveur des partisans du président Rafsandjani.

Les ténors — radicaux — de l'Association des religieux combattants (Rouhaniyoun), MM. Mehdi Karubi (15 772 voix), l'actuel président du Majlis, Mousavi Khoenbahi (15 518 voix), le mentor des étudiants qui prirent d'assaut l'ambassade des États-Unis en 1979, et Ali Akbar Moltachami (13 981 voix), la figure de proue de l'opposition à M. Hachemi Rafsandjani, occupent respectivement les 36, 37 et 40

places de la liste rendue publique par le ministère de l'Intérieur, alors qu'il n'y aura à Téhéran que 30 élus. Ils font pâle figure auprès des trois premiers de la liste des membres de l'Association du clergé combattant (Rouhaniyate), parrainé par le guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, et le chef de l'Etat : l'hojatoleslam Akbar Housseini (72 076 voix), qui présente à la télévision un programme populaire consacré aux problèmes de la famille, M. Ali Akbar Tourabi (52 566 voix), chargé des affaires des prisonniers de guerre, et M. Cheibani (44 571 voix), un ancien ministre.

En province, où le dépouillement est presque terminé, la victoire des partisans de M. Hachemi Rafsandjani serait également assurée. Selon une liste publiée, lundi, par le Téhéran Times, 52 d'entre eux seraient déjà élus. Le journal d'expression anglaise, qui reflète le point de vue des officiels, écrit : « Les pertes subies par les rouhaniyoun [les radicaux et leurs alliés] devraient servir d'avertissement à ceux qui ne vivent pas avec le siècle, ignorent les besoins du pays et ce qui se passe actuellement dans le monde. »

Malaise à Téhéran

L'après de la lutte électorale, émaillée d'accusations et de récriminations mutuelles, a créé à Téhéran un certain malaise qui peut avoir été à l'origine des manifestations qui se sont déroulées samedi devant les locaux du magazine Farad. Ce dernier, qui entendait critiquer l'état déplorable dans lequel se trouve le

football iranien depuis la révolution islamique, avait publié, à la première page de son dernier numéro, la caricature d'un religieux écopé frappant dans le ballon. Certains ont cru reconnaître dans ce dessin les traits de l'imam Khomeiny. D'où le courroux de plusieurs centaines d'étudiants de l'université de Téhéran qui ont mis à sac les locaux du magazine, au préalable mis hors la loi par le ministère de la culture et de l'orientation islamique. Selon certains témoins dignes de foi, des cris auraient été lancés par les manifestants contre le président Hachemi Rafsandjani, ce que démentent catégoriquement les autorités et l'ensemble de la presse.

Tout heureux du déroulement harmonieux de l'opération électorale, le gouvernement iranien a amnistié huit prisonniers politiques proches de l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan, président du Mouvement de libération de l'Iran (MLI). Ils avaient été arrêtés en juin 1990 avec quatorze autres personnalités libérales pour avoir adressé une lettre ouverte au président Hachemi Rafsandjani, dans laquelle ils dénonçaient le « despotisme » et « la dynastie cléricaliste » qui ont mené le pays « au bord du précipice ».

Cette mesure constitue-t-elle un signe d'assouplissement à l'égard de l'opposition libérale ? Interrogé, M. Ibrahim Yazdi, un proche de M. Bazargan, dont il fut ministre des affaires étrangères aux premiers jours du régime islamique, nous a répondu : « Oui, si elle est suivie d'une décision autorisant le MLI à avoir une existence légale. » Or, vendredi, M. Abdollah Nouri, ministre de l'Intérieur, avait laissé entrevoir une telle éventualité en affirmant qu'une décision finale sur le statut du MLI serait « probablement annoncée dans les jours ou mois à venir ».

JEAN GUEYRAS



PANCHO

Paris-Toronto et rien entre les deux.

Vols non-stop Paris Toronto

Pour Air Canada, la meilleure façon de gagner du temps, c'est de ne pas en perdre. C'est par exemple notre vol direct Paris-Toronto qui vous ouvre les portes de tout le réseau nord américain. A raison de 10 vols par semaine en pleine saison, vous êtes sûr avec Air Canada de trouver le vol qui vous convient le mieux.

Enfin Air Canada met à votre disposition son service « chauffeur » à Toronto pour vous faire gagner encore plus de temps. Pour plus d'informations, appelez notre service de réservations au 43.20.12.00 ou votre agence de voyages.

* Ce service est gratuit pour nos passagers voyageant en première classe ou en classe affaires.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Air Canada

AMÉRIQUES

PÉROU : après le « coup d'Etat civil » du président Fujimori

Le Sentier lumineux multiplie les attentats meurtriers

Les guérilleros « maoïstes » du Sentier lumineux ont revendiqué une série d'attentats meurtriers, samedi 11 et dimanche 12 avril, une semaine après le « coup d'Etat civil » du président Alberto Fujimori, qui a dissous le Parlement et suspendu les garanties constitutionnelles. Un commando de ce mouvement a assassiné, dans un restaurant de Lima, le député Roberto Luy Wu, tué sa compagne et grièvement blessé quatre autres personnes. A 800 mètres du palais présidentiel, une

cinquantaine de membres du Sentier lumineux ont lancé samedi des bombes de faible puissance sur des militaires sans les atteindre. Deux dirigeants syndicaux ont par ailleurs été assassinés à Ayacucho (800 kilomètres au sud-est de Lima) et Paramonga (180 kilomètres au nord de Lima). Passé à la clandestinité, l'ex-président péruvien Alan García a de son côté appelé la population à la « résistance civile », dans un message publié par plusieurs journaux.

LIMA

de notre correspondant

Huit jours après le « coup d'Etat institutionnel » perpétré le 5 avril par le président Alberto Fujimori, la situation a été en apparence plus ou moins normalisée à Lima. Les chars sont toujours en position devant le Congrès et le palais de justice mais la censure de la presse a été levée. Les vingt et un journalistes qui avaient été emprisonnés ont été libérés, de même que la plupart des dirigeants politiques, notamment les présidents des deux chambres et leurs vice-présidents.

« Ce printemps démocratique aura une vie éphémère », a estimé dimanche 12 avril le sénateur indépendant Raul Acosta (victime d'une étreinte basculante alors qu'il tentait d'organiser une réunion avec ses collègues du Parlement). Il s'agit simplement de rendre une image plus positive du régime avant la réunion extraordinaire de l'OEA (Organisation des Etats américains), qui devait se dérouler lundi 13 avril à Washington.

Certains membres de l'OEA sont favorables à l'imposition d'un

embargo contre le Pérou, mesure qui avait été adoptée l'an passé par cette organisation à la suite du putsch contre le président Aristide à Haïti. Cette éventuelle sanction n'est approuvée ni par l'ex-secrétaire général des Nations unies, le Péruvien Javier Pérez de Cuellar, ni par les chefs d'entreprise, ni par les partis politiques libéraux, comme celui présidé par l'ex-président Fernando Belaúnde.

Ce dernier considère que cette mesure toucherait en premier lieu les laissés-pour-compte. L'Uruguay et le Mexique appuient discrètement M. Fujimori, tandis que les Etats-Unis, l'Argentine et le Chili ont fermement dénoncé les atteintes à la démocratie.

Plus de 24 000 morts en onze ans

Deux représentants « concurrents » de l'Etat péruvien demandent à être entendus à Washington : d'une part, le ministre des affaires étrangères, Augusto Blaker Miller, qui représente le gouvernement de M. Fujimori, et, d'autre part, le premier vice-président de la République, M. Maximo San

Roman, devenu le délégué du gouvernement clandestin, présidé temporairement par le deuxième-vice-président de la République, M. Carlos García y García.

Pour que tous les pouvoirs soient réellement représentés, il ne manquerait plus que les terroristes « maoïstes » du Sentier lumineux, dont le guérilla a fait plus de 24 000 morts au cours des onze dernières années, défilent, comme ils l'ont déjà fait, devant le siège de l'OEA à Washington.

En justifiant son « autogolpe » (un coup d'Etat accompli contre soi-même) par la corruption des pouvoirs législatif et judiciaire, M. Fujimori a indirectement conforté le Sentier lumineux, qui mise sur le pourrissement de l'Etat qu'il veut abattre.

Quelques jours avant le coup d'Etat, la première dame de la nation, M^{me} Susana Fujimori, avait dénoncé, citant notamment certaines personnes, la corruption régnant dans l'entourage de son époux. Le président Fujimori l'avait vite invitée à se taire.

NICOLE BONNET

ÉTATS-UNIS : la course à la Maison Blanche

M. Tsongas jette l'éponge

M. Paul Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts, a annoncé jeudi 9 avril (le Monde du 11 avril) qu'il interrompait sa campagne pour obtenir l'investiture du Parti démocrate en vue de l'élection présidentielle. Bien qu'étant déjà hors de la course depuis un mois, M. Tsongas était arrivé à New-York en deuxième position lors de la première primaire du 7 avril, loin derrière le gouverneur de l'Arkansas, Bill Clinton, mais distançant nettement M. Jerry Brown.

WASHINGTON

correspondance

M. Tsongas a justifié sa décision par son désir de ne pas être un « gâcheur », c'est-à-dire de ne pas gêner les deux hommes restant en compétition, MM. Clinton et Brown. En fait, le manque d'argent et son incapacité illustrée dans les primaires de l'Illinois et du Michigan à rallier les travailleurs syndiqués, ont déterminé son retrait. Sa décision renforce théoriquement le gouverneur Clinton, que ses victoires récentes placent nettement en tête.

Certains des conseillers de M. Clinton affirment que l'avance de celui-ci est telle qu'il ne peut plus être stoppé sur la voie de l'investiture. Mais d'autres analyses sont possibles. Des sondages menés à la sortie de bureaux de vote new-yorkais confirment une certaine méfiance, en tout cas le manque d'enthousiasme d'un électoral qui ne semble se résigner que faute de mieux à voter pour le gouverneur de l'Arkansas.

En mars, 42 % des électeurs démocrates consultés affirmaient

souhaiter l'entrée en lice d'un autre candidat. Dans l'Illinois, ce pourcentage est monté à 48 % et, à New-York, à 66 %. Dans ce contexte, on comprend que M. Brown, malgré ses dernières cuisantes défaites, soit décidé à lutter jusqu'à la fin des primaires pour affirmer sa présence, dans l'hypothèse où la convention démocrate chercherait un nouveau candidat.

La vulnérabilité du candidat Clinton

Les succès de M. Clinton auraient dû normalement diminuer les sceptiques et inciter les dirigeants incertains à « voter au secours de la victoire ». Mais plus l'avance de M. Clinton s'accroît, plus les doutes se renforcent sur ses chances de l'emporter en novembre sur le président Bush. Aussi le gouverneur Clinton multiplie-t-il ses efforts pour obtenir un soutien public de personnalités démocrates encore réticentes telles que le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo.

Certes, la ténacité du gouverneur Clinton, qui progresse dans tous les Etats malgré les critiques et insinuations les plus violentes concernant son « caractère », est appréciée par l'état-major démocrate. Mais les stratèges craignent qu'en novembre il ne soit trop vulnérable aux attaques féroces des républicains, bien décidés à exploiter les « révélations » sur ses relations extra-conjugales, son attirance jadis pour la marijuana, et son manque de civisme au moment de la guerre du Vietnam. Dans une lettre adressée à l'époque aux autorités militaires pour justifier son refus de s'inscrire à la préparation militaire, le jeune Clinton évoquait ceux qui « tout en aimant leur pays exercent les mili-

taires ». On imagine aisément le parti que les républicains pourraient tirer de ce passage sorti de son contexte, en se drapant dans la bannière étoilée pour mieux dénoncer le mauvais patriote Clinton.

Le désenchantement et le mécontentement des électeurs à l'égard de l'établissement et l'absence de personnalité d'envergure encouragent un milliardaire, M. Ross Perot, à présenter officiellement sa candidature. Au cours des dernières semaines, ce dernier affirme avoir reçu des centaines de milliers d'appels téléphoniques l'encourageant dans sa démarche. Mais il est encore loin d'avoir obtenu les 750 000 signatures nécessaires. Sa connaissance des problèmes intérieurs et extérieurs est très limitée et son programme vague. Mais il a l'avantage d'être riche. Sa fortune personnelle est évaluée à plus de 2 milliards de dollars, et il est prêt à dépenser 120 millions de dollars pour financer sa campagne, créant ainsi un certain embarras dans le camp du président Bush. « Un homme disposant de plus de 2 milliards de dollars doit être pris au sérieux », a déclaré le sénateur républicain Gramm, ami du président Bush.

HENRI PIERRE

Le porte-avions Midway retiré du service. — Le Midway, dernier porte-avions de l'époque de la seconde guerre mondiale encore en service dans la marine américaine, a été officiellement désarmé et retiré définitivement du service samedi 11 avril à San-Diego (Californie). Le Midway, lancé en 1945, a été le premier porte-avions américain construit avec un pont en acier blindé pour supporter le décollage et l'atterrissage d'avions à réaction. — (AFP.)

AFRIQUE

MALI : après deux années de rébellion

Un « Pacte national » a été signé à Bamako avec les Touaregs

Un « Pacte national » accordant un statut particulier au nord du Mali, a été conclu entre le gouvernement et les mouvements rebelles touaregs, samedi 11 avril à Bamako. La signature de cet accord, prévue à Alger le 25 mars après des mois de négociations (le Monde du 27 mars), est censée mettre un terme à deux années de rébellion qui ont totalement paralysé le nord du pays.

Il est sans doute trop tôt pour juger de la portée de cet accord, signé quinze mois après celui de Tamanrasset, qui était resté sans effet. La cérémonie de Bamako constitue néanmoins un pas incontestable vers la paix, succédant à l'actif du gouvernement transitoire malien, dont le mandat arrive à échéance.

La signature a en effet eu lieu moins de douze heures avant l'ouverture des bureaux de vote... Dimanche, les Maliens étaient, pour la première fois de leur histoire, leur président de leur histoire. Pour les autorités provisoires maliennes, qui s'étaient fixés cette échéance pour parvenir à un accord, le suspense a duré jusqu'à la dernière minute. Les responsables des mouvements rebelles

ferraient-ils le voyage de Bamako ? Les quatre mouvements rebelles seraient-ils représentés ?

Réunis depuis trois jours dans le nord du pays, les chefs de la rébellion ont finalement délégué à Bamako un porte-parole, M. Zahaby Ould Sidi Mohamed, qui a assuré avoir « plein mandat » des dirigeants des quatre branches, MM. Iyad Ag Aghali, du Mouvement populaire de l'Azawad (MPA), Melamine Ould Badi, du Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA), Abderrahmane Ag Gala, de l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) et Rissa Sidi Mohamed, du Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA), mouvement qui n'avait pas participé aux négociations d'Alger.

Discussions et amendements

Le pacte prévoit un cessez-le-feu, qui est entré en vigueur dimanche, un allègement du dispositif militaire malien dans les trois régions du Nord qui devraient disposer d'un statut particulier (avec des assemblées interrégionales, régionales et locales), le rapatriement des personnes déplacées et une intégration progressive des rebelles dans l'armée nationale.

D'ores et déjà, le Mouvement populaire de l'Azawad a rappelé, dans un communiqué diffusé à

Paris, que ce contenu serait « rediscuté par les quatre mouvements dans le mois à venir » et que des amendements seraient proposés avant la signature d'un document final. « Elaboré et signé dans la précipitation en raison de l'échéance du 12 avril », ce pacte « contient encore des points à développer » estime le MPA, le mouvement considéré comme le plus modéré des quatre.

Les responsables des mouvements rebelles jugent insuffisantes les garanties qui leur sont offertes. Ils souhaitent notamment la présence, dans un « Comité de suivi », de personnalités extérieures, dont une française. Une requête rejetée par les Algériens, qui ont largement inspiré le texte du pacte et pour lesquels ce conflit ne doit pas dépasser les limites régionales. Les Touaregs demandent également que des précisions soient apportées sur les conditions de retour des populations réfugiées à l'étranger. Et surtout, selon eux, des interrogations demeureront aussi longtemps que les futures autorités n'auront pas repris à leur compte les engagements du gouvernement provisoire. Autant de réticences révélatrices. Bien que la signature du pacte soit de bon augure, apparemment, la confiance entre les frères ennemis n'est pas encore totale.

M.-P. S.

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk à la conquête de la communauté métisse

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pour la première fois dans l'histoire sud-africaine, des membres et des sympathisants du Parti national (NP) de M. Frederik De Klerk ont « toy-toy », dans un surlentier sur place, à la manière des militants noirs des mouvements de libération. C'était à Mitchell's Plain, la plus grande banlieue métisse du Cap, où le président De Klerk s'est lancé, samedi 11 avril, à la conquête d'une communauté dont le Congrès national africain (ANC) et son parti se disputent d'ores et déjà les suffrages (le Monde du 7 mars). Des volées de pierres, jetées par des militants de l'ANC et du Parti communiste (SACP), l'ont contraint à abréger son meeting.

Quelque dix mille Métis avaient répondu à l'invitation d'un président. Les premiers militants non-blancs du NP agitaient des fanions aux couleurs de leur nouveau parti et brandissaient des pancartes de bienvenue. « Frederik, notre héros », pouvait-on lire sur l'une d'elles, comme si l'apartheid et ses discriminations raciales, dont les Métis ont eu à souffrir autant que les Noirs et les Indiens, n'avaient jamais existé.

Dans leur majorité, les Métis sont plutôt conservateurs et assez favorables aux réformes et au NP. Pour eux, qui se sentent plus proches des Blancs, l'ANC est le reflet d'une communauté noire qu'ils craignent. A la fin de la session parlementaire de 1991, le NP avait déjà lancé une campagne de séduction en direction de la chambre métisse du Parlement tricaméral, pour chasser sur les terres du

Parti libéral (LP). Trente-cinq députés sur quatre-vingt-cinq avaient immédiatement sauté le pas pour rejoindre les rangs du NP.

Jeu subtil d'alliances

Peu après l'ouverture de la nouvelle session, en janvier, une défection supplémentaire et un jeu subtil d'alliances avec des députés indépendants suffisaient à renverser le pasteur Alan Hendriks, chef du LP et président de la chambre métis. M. De Klerk s'empressait alors d'associer un député NP, M. Jack Rabie, dans le fauteuil de M. Hendriks, affirmant ainsi l'emprise de son parti sur le Parlement.

« Le président n'est plus perçu comme un oppresseur, mais comme un libérateur. La population de Mitchell's Plain en est sortie pour lui manifester son enthousiasme pour les réformes pacifiques », a déclaré le député NP de Sontebheuwel, M. Patrick McKenzie, après le meeting écourté. Le patron des Nats (les militants du Parti national) pour la région du Cap, M. Dawie de Villiers, a estimé de son côté qu'il fallait voir dans la chaleur de l'accueil réservé à M. De Klerk « la montée en puissance du NP sur la scène politique sud-africaine ».

Le président De Klerk, dans les quelques mots qu'il a pu adresser à la foule, a confirmé qu'il voulait faire du NP « la plus influente organisation politique du pays ». « Je regarde autour de moi, a-t-il déclaré, et je constate que je suis déjà en territoire NP. »

FRÉDÉRIC FRITSCHER

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques Vente sans intermédiaires

Les grilles les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections printemps-été 92 au prix du défilé.

du 38 au 64 atelier de retouches ouvert

du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002) M^{re} Bourze. Tél. : 42-96-99-04

recommandé par « Paris pas cher » et « Guérit et Millau »

Le Monde

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Tome V. 1986-1991

Le retour des nations

212 pages - 87 francs



une offre exclusive NEUBAUER Du jamais vu dans l'automobile ! Commandez votre PEUGEOT avant le 30 avril 1992 TOUT VOTRE ENTRETIEN (révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre) est GRATUIT pendant 3 ans ! NEUBAUER

* Offre valable pour toute commande au tarif PEUGEOT du 31 déc. 1991 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km. à l'exception du moteur et des accessoires, selon contrat S.E.P.S., non cumulable avec d'autres offres promotionnelles NEUBAUER.

• 4, rue du Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 23, bd. des Vestigiales 75008 PARIS ☎42.83.50.52

• 8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.81.25.58 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.33.60.60

مكتبة القرآن

Le Monde ESPACE EUROPEEN

Vents nationalistes sur le Bade-Wurtemberg

L'extrême droite s'affirme dans le Land le plus riche d'Allemagne. L'afflux massif d'immigrés et le coût de la réunification inquiètent Badois et Souabes peu désireux de partager leur prospérité

BERLIN

de notre correspondant

LIMITOPHE de l'Alsace, situé entre Francfort et la riche région badoise, en Suisse, le Bade-Wurtemberg a largement profité après la guerre de la réorientation de l'Allemagne vers l'Europe occidentale pour développer une économie florissante. Membre du club privilégié des régions les plus riches d'Europe, il a su tirer parti au mieux des chances offertes par l'intégration européenne.

Il est aujourd'hui quelque peu paradoxal de constater que c'est précisément là, comme en Bavière, que les partis néo-nationalistes allemands trouvent un terrain de prédilection, ainsi que l'ont confirmé les élections régionales du 5 avril.

Au siècle dernier, les anciens pays souabe et badois situés à la périphérie d'un empire allemand en expansion vers l'est, face à une France hostile, étaient une terre d'émigration. Région de « fortes têtes » - petits paysans, vignerons et artisans, assidus au travail et aimant bien l'argent, - elle n'avait pourtant pas toujours été ainsi « en marge » de l'histoire. Lieu de passage privilégié depuis l'Antiquité, elle a toujours gardé une tradition culturelle particulièrement riche, dont témoignent des villes comme Heidelberg, Ulm, Fribourg-en-Brisgau.

C'est dans ce sud de la République fédérale, à l'écart des hauts lieux industriels traditionnels de la Ruhr ou de l'ancienne Prusse, que s'est joué après la guerre le fameux miracle économique allemand. Le Bade-Wurtemberg est aujourd'hui le centre de l'industrie automobile allemande, de l'industrie électrotechnique. C'est la patrie de Mercedes-Daimler-

Benz, de Porsche. Stuttgart, sa capitale, est la région test dans tous les grands conflits sociaux de la métallurgie allemande.

Dans les gros bourgs de vignes, où les chais étaient jadis des usines les plus performantes, dans les vallées du Neckar et du Danube, sur les pentes arrosées de la Forêt Noire, niche une population dont l'opulence ne craint aujourd'hui la comparaison ni avec les concurrents bavarois ni avec les Badois ou les Alsaciens.

Une qualité de vie enviable dans le pays

Le gouvernement régional est fier de pouvoir offrir aux entrepreneurs désireux de s'installer dans ce Land une qualité de vie enviable dans toute l'Allemagne. Les villages d'autrefois se sont transformés en autant de bourgades prospères, disposant de tous les équipements socioculturels souhaitables. Les nouveaux quartiers regorgent de maisons cosues.

Le bilan dont se prévalent les chrétiens-démocrates qui ont régné sur la région depuis cinquante ans - parfois en coalition mais le plus souvent seuls - ferait pâlir de jalousie n'importe quel gouvernement européen. Au cours de sa campagne avant les élections régionales, le ministre-président, M. Erwin Teufel, répétait à l'envi que son Land avait le taux de chômage le plus bas d'Allemagne et exportait à lui seul, avec ses quelque dix millions d'habitants, plus que la Suisse ou la Suède. « Le Bade-Wurtemberg n'est-il pas, lançait-il, le premier Land de RFA pour le nombre de patentes ? N'a-t-il pas même un surplus commercial avec le

Japon ? (...) Le progrès en Allemagne parle souabe et badois. »

Mais le progrès n'est apparemment plus synonyme de bonheur. L'électorat a infligé à M. Teufel une cuisante déconvenue, désertant en masse l'Union chrétienne-démocrate (CDU) pour l'extrême droite. Avec près de 11 % des voix, le Parti des républicains du leader nationaliste Franz Schönhuber est aujourd'hui la troisième force politique de la région, devant les Verts, en progression eux aussi, et le Parti libéral (FDP), dont l'influence s'effrite au fil des scrutins.

Que s'est-il passé, par exemple, dans les banlieues de Stuttgart, où le score des « Reps » dépasse dans certains endroits 20 % ? A Pforzheim, où il réalise plus de 18 % ? On dans la ville universitaire de Tübingen, où il obtient 11,2 % et les Verts trois points de plus ? « C'est une gifle au Teufel au diable », (« Teufel » veut dire en allemand « diable » - ce qui est la source de bien des jeux de mots.), ricane une vieille femme interrogée à Hausen, un ensemble de HLM plutôt laids construits après la guerre, près de Stuttgart. Ici, les « Reps » ont recueilli plus de 30 % des voix. « Mes enfants ne trouvent pas de logement, et les demandeurs d'asile politique n'ont qu'à lever la main pour en avoir un », s'indigne une de ses voisines. Et un jeune homme d'ajouter : « Enfin ils vont voir que les petits ne dorment pas ».

Crise du logement

Les demandeurs d'asile ! L'ancienne République fédérale les a toujours attirés. Chaque année, elle a accueilli quelques dizaines de milliers de personnes venant de Turquie, du Proche-Orient, d'Asie, et qui, pour rester, tentaient de se présenter en victimes

de persécutions politiques. Disséminés dans les communes, ces réfugiés attendaient que la justice statue sur leur sort - ce qui pouvait prendre des années. Le problème n'était pas trop gênant jusqu'au jour où l'Europe de l'Est ex-communiste s'est mise en mouvement. Ce sont alors des centaines de milliers de personnes qui ont brusquement afflué en Allemagne de l'Ouest : des Allemands de souche, citoyens d'URSS ou des pays satellites, qui ont fait valoir leur droit à la nationalité, puis les Roumains, les Yougoslaves : 500 000 nouveaux arrivants dans le Bade-Wurtemberg depuis 1988 !

L'effet n'a pas tardé à se faire sentir : le manque de logements, qui existait déjà, s'est transformé en une véritable crise. Cent trente mille emplois ont bien été créés pour la seule année 1990 dans le Land, mais la compétition pour les travaux les moins qualifiés est sévère. Les premiers touchés ont été les couches de population déjà défavorisées, celles qui sont aussi les plus perméables aux slogans simplistes de l'extrême droite. Et il est plus facile pour cette dernière d'exciter la colère contre les Tziganes roumains, les gens de couleur, les Turcs qui peuplent les foyers de demandeurs d'asile que contre leurs compatriotes.

L'extrême droite n'avait pourtant pas attendu cette crise pour montrer le bout de son nez dans le Bade-Wurtemberg. Bien avant la chute du mur de Berlin et l'arrivée massive des Allemands de l'Est, la pénurie de logements, la malaise paysan, la chute de popularité à l'époque du chancelier Kohl avaient bénéficié aux « Reps » qui en 1989 avaient obtenu 8,7 % des suffrages aux élections européennes. La même année, ils étaient entrés dans les

conseils municipaux de la plupart des grandes villes.

Le parti de M. Schönhuber a profité de ce succès pour s'établir. Dans les communes, il s'est forgé une image de respectabilité avec des représentants recrutés dans les classes moyennes et les professions libérales, qui n'ont plus rien à voir avec la caricature de l'activiste néo-nazi. Se présentant comme « bons démocrates », soignant leur langage, ces nouveaux responsables ont su s'immiscer sans bruit dans le paysage politique local pour dénoncer le laxisme de la politique d'immigration ou prendre, par exemple, la défense d'un abattoir local menacé de fermeture. Il ne sera pas si facile de les en déloger.

Travailler dur faire des sacrifices

Au moment où l'Allemagne réunifiée cherche sa place en Europe, le vote d'une partie de l'électorat chrétien-démocrate et social-démocrate en faveur de l'extrême droite ne peut pourtant pas être totalement réduit à un vote de protestation. Les classes moyennes, qui ont déserté la CDU, s'inquiètent des coûts de l'unification allemande mais aussi... de l'unification européenne. La confusion des débats actuels sur l'état de l'économie et le sentiment que certaines autorités ont perdu le contrôle de la situation engendrent une peur diffuse dont les effets peuvent être négatifs pour la construction européenne.

Le Bade-Wurtemberg est loin de l'Allemagne de l'Est. Après avoir versé, en 1991, 1,5 milliard de deutschemarks - et 2 milliards de plus sont prévus cette année - au Fonds de financement de l'unité allemande, les Souabes et

les Badois, comme beaucoup d'autres Allemands de l'Ouest, estiment qu'ils ont déjà fourni un effort substantiel.

Pendant la campagne électorale, M. Erwin Teufel n'a pas manqué de rappeler que la réussite économique de la RFA ne s'était pas faite « du lundi au vendredi », qu'il avait fallu travailler dur et faire des sacrifices... Bref, nos conducteurs de Mercedes veulent bien faire preuve de générosité, mais ils ne sont pas prêts à payer indéfiniment - surtout s'il s'agit de partager la pénurie ! Et si jamais ils étaient contraints de faire un choix ? Pécuniaire ou de préférence pour l'intégration des Allemands de l'Est ou pour les partenaires de la RFA au sein de la Communauté européenne ?

En sacrifiant l'un pour l'autre, les Souabes et les Badois seraient en fait les premiers perdants. L'Europe est leur force économique face aux autres Länder allemands. Le vote en faveur de l'extrême droite, dans des régions aussi européennes que le Bade-Wurtemberg en Allemagne, ou l'Alsace en France, est davantage un réflexe d'enfants gâtés qu'une forme de nationalisme. Il montre que le goût de l'ordre établi n'est guère différent de part et d'autre de la frontière.

Plusieurs études le montrent : la jeunesse allemande tentée aujourd'hui par les extrémistes est à la recherche d'une identité et de valeurs nouvelles que la société actuelle ne lui offre pas. Et elle se laisse séduire par des slogans tels que « l'Allemagne aux Allemands ». Dans le Bade-Wurtemberg, 16 % des moins de vingt-cinq ans ont voté le 5 avril pour les « Reps » de Franz Schönhuber.

HENRI DE BRESSON

La photographie hongroise sort de l'ombre

BUDAPEST

de notre correspondant

Deux ans après la chute du régime communiste, la Hongrie continue de renouer avec son passé en déterrando des œuvres jadis occultées par le « réalisme socialiste ». La situation est particulièrement frappante et paradoxale en ce qui concerne la photographie. Internationalement connus, les noms de Robert Capa, d'André Kertész et de Brassai étaient encore récemment ignorés de leurs compatriotes. D'origine hongroise, ces photographes ont tous emprunté le chemin de l'exil dans l'Europe déchirée de l'entre-deux-guerres, entre Budapest, Berlin, Paris et ensuite les États-Unis.

Un reflet de la réalité

Robert Capa, de son vrai nom André Friedmann, n'est revenu qu'en 1948. Le régime communiste a longtemps exploité sa photo fétiche du soldat républicain espagnol tué sur le champ de bataille, sans dévoiler l'identité de son auteur. Il a fallu attendre quarante et un ans pour voir la première exposition Capa en Hongrie en 1989. De même pour Kertész : ses photos n'ont été révélées à Budapest qu'en 1983...

La mémoire photographique magyare sort doucement de l'ombre. Le premier musée de la photographie hongroise a ouvert ses portes le 20 mars dernier, dans la ville de Kecskemet, à 80 kilomètres au sud de Budapest. C'est, en fait, l'aboutisse-



Esztergom, 23 octobre 1916.

ment d'une attente de plusieurs décennies. Le projet d'un musée avait été avancé sans succès à deux reprises pendant la guerre. « Mais le régime communiste n'avait aucun intérêt à montrer des photos, qui, plus que toute autre forme d'art, reflètent la réalité », souligne Karoly Kincses,

conservateur du musée. Ce passionné de l'image a hérité des archives de l'Association des photographes hongrois. Au total quatre-vingt mille photos, documents et appareils qui avaient été entassés dans le désordre le plus complet depuis 1958 dans une minuscule pièce d'une dizaine de

mètres carrés. Ce matériel est maintenant rangé et classé dans son musée installé dans l'enceinte d'une ancienne synagogue, qui sert également de centre de recherches et de documentation.

Une heure de gloire révolue

Malgré la renommée de la tradition photographique hongroise, Karoly Kincses a mis plus de deux ans à trouver quelque 50 millions de forints (environ 5 millions de francs) pour financer cette opération. La fondation du musée est également soutenue par une vingtaine d'institutions et autant d'entreprises privées qui assurent tout juste les frais de fonctionnement du musée et de ses trois employés.

Symboliquement, l'exposition d'ouverture est consacrée à Antal Simonyi, pionnier de la photographie hongroise qui, dès 1850, a tiré le portrait du « Tour-Budapest » de l'époque. Karoly Kincses affirme détenir une centaine de photos de Capa, Kertész et Brassai, dont plusieurs inédites. Ces noms, témoins d'une heure de gloire révolue, revivent. Même si une nouvelle génération de photographes n'assurent pas encore la relève, un premier pas vient néanmoins d'être franchi : la réhabilitation d'un patrimoine jusque-là officiellement renié.

YVES-MICHEL RIOLS

► Musée de la photographie hongroise, 6000 Kecskemet Katona-Josef Ter 12. Tél. 36-76-464-24.

revue juridique européenne

Chaque jeudi « LEGIS », co-éditée par EURIDOC et L'HERMES, offre par ses clés trois moyens de recherche pour identifier les textes juridiques diffusés par les Communautés européennes la semaine précédente.

- L'INDEX DES MATIÈRES
- L'INDEX DES ACTES NORMATIFS
- LA SECTION BIBLIOGRAPHIQUE

BON D'ABONNEMENT A LEGIS

à retourner complété à MEDILIS, 9, rue Séguier, 75006 Paris
Tél. : (1) 46-34-07-70 - Fax : (1) 45-25-26-18

NOM
Adresse Tél.
□ Essai 3 mois (13 n°) à 600 F □ 1 an (52 n°) à 2200 F
□ 1 an (52 n° + 4 compilations trimestrielles) à 4 200 F.
Hors France : □ 1 an (52 n°) pour 2 700 F.F.
 Paiement à réception de la facture
Date Signature

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS AVRIL 1992

LA DEUXIÈME YUGOSLAVIE

« Les clés de l'info »

Au sommaire : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bioéthique...

ESPACE EUROPEEN

VU D'AILLEURS

« Dieu est loin, l'Europe aussi »

Les Latino-Américains trouvent que la Communauté se désintéresse d'eux et les laisse dans un dangereux face-à-face avec les Etats-Unis

Nous commençons cette semaine une série « L'Europe vue de... » qui se poursuivra régulièrement dans « Espace européen ». Le premier article vient d'Amérique latine.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« **N**OS relations avec l'Europe se limitent à des discussions commerciales avec la Communauté, et à des échanges culturels avec les pays qui la composent. » Cette boutade amère d'un ministre brésilien résume assez bien l'état d'esprit qui prévaut en Amérique latine. Engagés dans un « réajustement » libéral de leur économie, les Etats du continent sud-américain ont l'impression que l'Europe délaisse des relations historiques au profit de ses problèmes internes. Un constat qui intervient au moment où les Etats-Unis n'apparaissent plus comme « le grand Satan », mais comme un partenaire soucieux de se rapprocher de ses voisins du Sud.

Le sous-secrétaire d'Etat américain David Mulford affirmait récemment que « ce qui est bon pour l'Amérique latine est bon pour les Etats-Unis », en précisant : « Nous sommes de plus en plus intéressés par la prospérité économique et le bien-être politique de cette région. » L'exemple du Mexique symbolise ce rapprochement. La traditionnelle plaisanterie mexicaine « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des Etats-Unis » n'a en effet plus cours, bien au contraire. Le président Carlos Salinas de Gortari s'est engagé dans un rapprochement avec un voisin avec lequel il partage 7 500 kilomètres de frontières. Les accords de libre-échange signés l'an dernier et l'entrée progressive du Mexique dans le marché libre du Nord - Etats-Unis, Canada - consacrent ces liens.

L'Argentine du président Carlos Menem, bien que fort éloignée tant culturellement que géographiquement de Washington, n'a de cesse elle aussi de se rapprocher des Etats-Unis. Elle le fait dans le cadre du plan Brady et de « l'initiative pour les Amériques », mais elle a aussi manifesté ses nouvelles intentions

par des gestes politiques, comme lors de la guerre du Golfe, quand Buenos Aires a envoyé trois bateaux aux côtés de la force d'intervention américaine. Les pays andins (Pérou, Bolivie, Colombie, Equateur) multiplient eux aussi les signaux à l'égard de Washington, en ce qui concerne notamment la coopération dans la lutte contre le trafic de drogue.

La fin du contrepoids

Le rôle de contrepoids à « l'empire américain » que cultivaient plusieurs pays du Vieux Continent, la France sur le plan politique et culturel, l'Allemagne pour les investissements - pour ne citer que deux exemples - apparaît de moins en moins évident. Paris n'a pas les moyens de réorienter une politique qui consacrait toujours l'essentiel de ses ressources à l'Afrique alors qu'un effort important doit être désormais consacré en faveur des pays de l'Est. Sur un simple plan diplomatique, l'ajournement à trois reprises de la visite que M. Roland Dumas devait effectuer au Brésil n'a pas fait une excellente impression à Brasilia. Bonn, engagée

dans sa coûteuse réunification, réduit des investissements qui étaient encore il y a peu, parmi les plus importants.

A ce relatif désintérêt de la Communauté européenne s'ajoutent les difficultés commerciales rencontrées par des pays exportateurs de matières premières et avant tout, de produits agricoles. L'ancien président argentin Raúl Alfonsín, lors d'un séminaire à Venise en mars dernier, a ainsi accusé l'Europe de pratiquer une politique « égoïste et déloyale ». Dans l'Uruguay Round, la position officielle brésilienne est proche de celle des Etats-Unis. « Remettre plus que de celles de certains pays européens », précisait le président Fernando Collor de Mello dans un entretien au journal *Veja* au mois de mars. La décision polonaise d'abaisser de 10 % les droits de douanes sur les importations de soja européen est aussi apparue comme un signe supplémentaire de la constitution de ce qu'un diplomate brésilien appelle la « fortresse européenne ».

L'unification du Vieux Continent a aussi signifié pour les citoyens latino-américains la quasi-rupture d'un

lien affectif. Les citoyens de langue espagnole - et, pour le Brésil, d'expression portugaise - pouvaient encore il y a quelques années envisager un exil ou une installation définitive outre-Atlantique, grâce à une politique de visas très libérale. Le durcissement et l'unification des législations européennes à l'égard des émigrants rend cette possibilité de plus en plus aléatoire. A cet égard, la multiplication ces derniers mois d'importantes files d'attente devant les consulats européens de candidats au départ est significative.

Rien n'est perdu

Il ne s'agit pas évidemment d'une rupture d'alliance. L'Amérique latine - républicaine sans cesse son attachement à une politique étrangère qualifiée d'« équilibrée ». L'ébauche de Parlement latino-américain est mise en place avec l'aide active des Parlements européens. Les pays du Cône sud (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) sont engagés dans un processus de marché commun (Mercosul) destiné à renforcer la compétiti-

viné dans leurs échanges tant avec les Etats-Unis qu'avec l'Europe.

« Rien n'est en effet perdu », souligne un diplomate occidental en rappelant que la CEE dans son ensemble est encore et de loin le premier partenaire commercial du Brésil. Mais il est vrai que la bureaucratie européenne est très lourde, les prises de position longues et insipides. L'Europe n'a pas saisi les occasions et ne semble pas mesurer à quel point l'Amérique latine, après une longue et sombre période, est en train de devenir une zone de croissance et de développement importante.

Comme le résume éloquentement le ministre brésilien des affaires étrangères, M. Resek, « l'Europe vit une expérience de son histoire qui ne lui permet pas d'accorder une priorité à notre continent ». Mais, poursuit-il, la volonté parfois affichée de l'Europe de vouloir abandonner l'Amérique latine aux Etats-Unis, au profit d'un rapprochement avec les pays de l'Est est inintelligente et déplorable. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

TRIBUNE

Pas de retour à Rapallo

par Michael Stürmer

La géographie, disait Bismarck, est la seule constante de la politique étrangère. Cette phrase vaut aussi pour le rapport que nous pouvons entretenir aujourd'hui avec le traité que, il y a soixante-dix ans, l'Allemagne républicaine et la Russie soviétique signèrent dans la station balnéaire italienne de Rapallo : le monde s'en est brutalement écarté, mais longtemps souvenu.

Les conversations secrètes germano-soviétiques eurent lieu en marge de la conférence de Gênes, la première grande réunion internationale consacrée à la révision de l'ordre d'après-guerre : un sommet de trente nations pour la pacification de l'Europe, qui devait amener à la même table les vainqueurs et les vaincus. Mais son échec ne fera qu'accroître l'armistice. Rapallo y contribua aussi. Depuis, le traité est toujours synonyme, pour le nationalisme allemand, d'une possible opposition à l'Ouest ; pour les détenteurs du pouvoir en Russie, de la revendication d'une présence en Europe centrale ; et pour l'Occident, de cauchemar, de menace et de rappel des incertitudes germano-soviétiques.

Dans le monde de l'après-guerre, l'Alle-

magne a été obligée, qu'elle le veuille ou non, d'être l'avocat de l'Est à l'Ouest. Un jeu à la Rapallo n'aurait donc pas aidé l'Est, n'aurait pas engagé l'Ouest et aurait forcé l'Allemagne à des retrouvailles peu réjouissantes avec l'Histoire.

Hostilité et complaisance

Du reste, la situation de 1922 n'a pratiquement rien à voir avec celle d'aujourd'hui. L'Allemagne avait gagné la première guerre mondiale à l'Est en 1917 et l'avait perdue en 1918 à l'Ouest. La défaite de la Russie avait dégénéré en une sanglante guerre civile. Alors que les dirigeants soviétiques attendaient la révolution en Allemagne et y envoyaient leurs militants, ils cherchaient en même temps, et dès le début, dans la Reichswehr et la République bourgeoise, les partenaires d'une grande politique d'alliance contre l'Occident, la République polonaise, la Société des nations et le statu quo de l'après-guerre.

Les Allemands, tout en combattant à l'intérieur les communistes comme ennemis de l'Etat, vivaient dans le puissant espoir d'une chance de recommencer un jeu

de milieu de terrain contre l'Ouest. Versailles et la « Petite Entente » nouée par la France dans l'Europe du Sud-Est. Depuis que les Allemands s'étaient retirés d'Europe, il manquait à la paix de 1918 le contact avec la réalité. A Rapallo, deux grandes puissances déclassées firent comprendre que l'ordre de 1919 ne pouvait pas durer.

Quand on étudie le texte de l'accord du 16 avril 1922, on ne trouve que peu d'indices d'une grande stratégie. C'est pourquoi on soupçonne pendant longtemps l'existence de clauses secrètes. Mais il n'y en avait pas : la coopération militaire dans le domaine des chars, des avions et des armes chimiques fut un temps florissante - ses conséquences durèrent jusqu'à la deuxième guerre mondiale et même au-delà. La coopération industrielle a souvent été surestimée et fut en réalité décevante. A Rapallo, il ne s'est agi d'autre chose que de tirer un trait sur trois éléments : les dettes de l'après-guerre, le diktat allemand de Brest-Litovsk et la paix de Versailles imposée par les vainqueurs. Les deux outsiders de l'ordre d'après-guerre se mirent d'accord pour ne pas accepter les règles du jeu de l'Occident, alimentant

la méfiance durable de tous ceux qui n'y étaient pas.

La situation de 1922 risque-t-elle de se répéter ? La réunification allemande et la désintégration de l'empire soviétique sont allées de pair. L'unité allemande a été depuis quarante ans solidement préparée par l'intégration à l'Ouest de la RFA, son accession au rang de puissance économique, la capital de confiance amassé et le contrôle des armements. Tout exige que ces ancrages soient traités avec soin.

Reconstruire l'Est

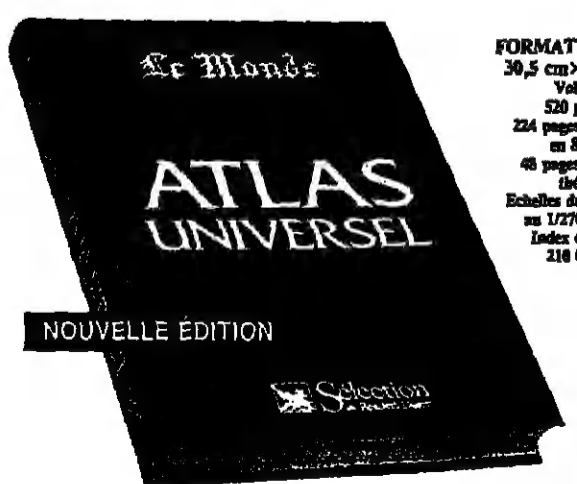
Le passage à l'Est de l'empire soviétique à un ordre nouveau post-soviétique ne peut avoir lieu pacifiquement que si l'Occident prend une part active à la reconstruction de l'Est, et si le fait de concert. L'approfondissement et l'élargissement de la Communauté européenne peuvent être théoriquement contradictoires. Pratiquement, il s'agit de créer en Europe une situation qui empêche le jeu des égoïsmes nationaux ou tout au moins le limite. Pour ce faire, l'intégration économique est un moyen, tout comme la participation à l'Alliance atlantique dans le

domaine militaire. Il y a mille bonnes raisons pour la coopération germano-russe. Pour une alliance particulière germano-russe, il n'y a que des contre-arguments.

L'Allemagne ne peut pas échapper à sa situation géographique. Elle reste le lieu qui relie entre elles et avec le continent asiatique toutes les presqu'îles qui forment l'Europe. Rapallo embrasse les deux, la tentation et la damnation de la situation de l'Allemagne en Europe. Le souvenir en restera encore longtemps à l'Ouest comme à l'Est.

Les Allemands peuvent cependant y trouver une leçon d'histoire d'un type particulier. La Russie n'a pas encore touché le fond de ses catastrophes. La politique allemande doit tout faire pour attirer la Russie dans le système occidental, afin de ne pas en porter seule le fardeau. Mais ce n'est possible que si nous évitons aujourd'hui et demain de réarmer le monde qui un jour conduisit à Rapallo.

► Michael Stürmer est historien, directeur de la Fondation de sciences politiques d'Ebenhausen, près de Munich.

Atlas universel
LE MUST DES ATLAS

FORMAT GEANT
30,5 cm x 46,5 cm
Volume relié
520 pages dont
224 pages de cartes
en 8 couleurs
48 pages de cartes
thématiques
Echelles de 1/10 000
ou 1/250 000
Index de plus de
210 000 notes.

NOUVELLE EDITION

L'Atlas universel, fruit de l'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain. D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable. Luxueux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus actuel, le plus utile et le plus conforme des cadeaux.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Selection
Le Monde
LE MONDE A PLEINE PAGE

REVUE
DE PRESSE

Le déclin des grands partis

« Les résultats des élections régionales et nationales, en France, en Allemagne et en Italie mettent en valeur un phénomène qui n'a pas été pleinement pris en compte : l'étendue des bouleversements que le décès du communisme a provoqués dans la vie politique intérieure des pays de l'Ouest. » Comme la grande majorité des journaux européens, *The Independent* a cherché à comprendre les raisons de la récente et brusque poussée électorale en faveur de formations jusqu'alors marginales. Pour le quotidien britannique, les grands partis européens s'étaient confortablement installés dans un monde politique structuré en fonction de la menace communiste. En France, M. Mitterrand « a semblé incapable de s'adapter au monde nouveau une fois le communisme discrédité ».

Fin de la peur du communisme

Le même phénomène a touché l'Italie, où les chrétiens-démocrates ont « pendant quatre décennies préservé leur domination politique en usant de la peur du communisme ». Quant à l'Allemagne, elle paye le coût élevé de sa réunification. *The Independent* souligne que ces trois pays,

« architectes en chef de Mitterrand », en sont réduits « à apprécier les coûts plutôt que les bénéfices du partenariat européen », tandis que « les problèmes nationaux prennent une ampleur inconnue dans la décennie passée ».

Il Gionelle va plus loin en expliquant que derrière le rejet des partis traditionnels se cache un refus plus fondamental de tout ce qui est « organique » : « C'est comme si les gens s'étaient rendus compte partout que l'idée même de parti appartenait au passé, était l'expression d'une société qui décline dans ses croyances et dans ses besoins. Les partis tels que nous les connaissons sont fils de notre siècle ; même les plus modernes et démocratiques sont modelés sur le premier véritable parti, celui de Lénine. Nos inquiétudes, nos protestations, nos désaffections viennent également du besoin, de la volonté de l'enterrer », conclut le quotidien italien.

La poussée électorale des mouvements d'extrême droite en Europe se trouve donc alimentée à la fois par la remontée des sentiments nationaux ou nationalistes, et les difficultés d'adaptation de grands partis traditionnels. Le *Soir* explique que « les grands partis nationaux ont

perdu à la fois de leur identité et de leur emprise sur la politique. Leur identité s'est notamment effacée dans la réduction du débat idéologique et dans sa relative inadéquation à la gestion de l'économie ».

Les succès de l'extrême droite

S'agissant plus particulièrement de la poussée de l'extrême droite, lors des élections dans deux Länder allemands, *Die Welt* se rejoint, quant à lui, des commentaires faits à l'étranger : les succès de l'extrême droite n'ont pour une fois pas été présentés comme « typisch Deutsch », et contrairement à ce qui s'était passé il y a vingt-cinq ans, où l'extrême droite avait remporté des succès analogues dans certains Länder, personne ou presque n'a évoqué les « bruits de bottes menaçant l'Europe ». « Dans toute l'Europe on a compris que ce sont partout les mêmes problèmes qui engendrent de telles secousses politiques. Il n'est plus possible de faire passer la xénophobie pour un phénomène spécifiquement allemand », souligne *Die Welt*. C'est également le point de vue du *Guardian*, qui estime qu'au-delà de certaines spécificités

nationales les élections en Belgique, en France, en Italie et en Allemagne, présentent des traits communs, dont le fait que dorénavant « 20 à 25 % de l'électorat européen semble disposé à rejoindre des partis minoritaires ». Pour le *Frankfurter Allgemeine*, il s'agit là d'un « avertissement d'urgence » adressé aussi bien au gouvernement qu'à l'opposition.

En Italie, en revanche, les résultats des élections refléteraient, selon certains journaux, plus la spécificité du pays, notamment les disparités entre le Nord et le Sud. Le *Süddeutsche Zeitung* n'en voit pas moins dans la Ligue lombarde - malgré les dénégations de son leader, Umberto Bossi - des airs de famille avec le Front national et les autres courants de protestation d'extrême droite en Europe. « La Ligue est d'extrême droite en tant qu'elle essaie d'exploiter la peur d'une vague d'immigration qui viendrait essentiellement d'Afrique. Elle l'est dans sa façon, non exempte de racisme, de rendre les Italiens du Sud responsables de tous les maux du pays », écrit le quotidien de Munich.

P. S.

ESPACE EUROPEEN

Les joyaux d'Anvers

Les diamantaires de la capitale flamande maintiennent discrètement une tradition attaquée par les pays où la main-d'œuvre est bon marché

ANVERS
de notre envoyé spécial

NE vous y trompez pas. Tout paraît paisible comme ça, mais nous sommes observés. Des caméras nous ont filmés et un gendarme surveille nos faits et gestes. » Correspondant à Anvers de la Libre Belgique et de l'Express, l'avant-garde belge de l'hebdomadaire parisien, Jacques Hermans est un de ces Flamands francophones dont le parfait bilinguisme et la double culture sidèrent toujours le voyageur venu de l'Hexagone. Au-delà de l'appareil policier, on comprend de l'écouter que ce quartier des diamantaires juifs fait évidemment partie du patrimoine artistique et économique d'un royaume traditionnellement ouvert aux étrangers, habile à intégrer les talents apporteurs de devises.

Une double mission incombe à la brigade spéciale de vingt-cinq agents, volontaires et équipés de tout le matériel nécessaire, qui veille sur les lieux : dissuader les gangsters de s'attaquer à la précieuse marchandise ; déjouer les attentats contre la communauté juive.

Parce que le souvenir de l'explosion d'une voiture piégée, il y a dix ans, est toujours vivace, les précautions furent particulièrement grandes dans quelques rues sous haute surveillance pendant la guerre du Golfe. Mais, au moindre colat suspect, au premier coup de téléphone anonyme, c'est toujours l'alerte à la bombe, le bouclage du quartier. Voilà quelques semaines, le nouvel ambassadeur de France en Belgique, M. Alain Pierret, en fit l'expérience, qui dut renoncer, pour cause d'effervescence sécuritaire, à une visite aux diamantaires pendant sa première tournée à Anvers.

Le respect de la parole donnée

En temps normal, l'étranger pas trop patibulaire peut pénétrer sans difficulté dans la place, tout de suite en sortant de la gare centrale, l'architecture ferroviaire début de siècle. Il faut prendre à gauche Pelikansstraat et l'on se retrouve dans ce petit flot lapidaire où le prix du mètre carré bat tous les records de Belgique. Vestingstraat, Hoveniersstraat, Lange Herentelstraat, les noms de rue sont flamands, mais l'anglais domine parmi les enseignes vantant l'or, le diamant et les pierres plus communes. Barbe et chapeau noir, les

juifs orthodoxes vagent à leurs occupations, de leur magasin à une des quatre Bourses anversoises du diamant, à moins que ce ne soit vers un restaurant discret où - coup d'œil infaillible sur le brillant sorti du mouchoir et respect scrupuleux de la parole donnée - ils « toupent là » de fabuleux négociés comme naguère les paysans le faisaient sur les champs de foire.

Il y a un contraste saisissant entre l'austérité des personnages, leur refus de l'esbroufe et l'ampleur des sommes en jeu, le caractère « frivole » de la marchandise. Vivant en bonne intelligence avec elle, mais à un échelon quand même subalterne dans le professionnalisme, les Indo-Pakistanaïstes sont venus grossir cette population israélienne, native d'innombrables contrées et jugée « très volatile » par les fonctionnaires belges du fisc, qui savent de quels excès de zèle il faut se garder à son endroit si on veut continuer à la fixer dans le royaume.

Belges parmi les Belges

Le diamant anversois, c'est 7 % des exportations belges, 30 000 emplois dans le commerce et l'industrie, dont 3 800 ouvriers belges hautement qualifiés qui taillent et polissent dans les ateliers spécialisés de la Campine, la campagne flamande aux environs immédiats de la ville.

Quelques figures mènent la barque : Abraham Fischer, naguère établi à Cuba, longtemps président du Conseil supérieur du diamant (Hoge Raad voor Diamant - HRD), - dont les vingt-six membres représentent toutes les branches de la profession ; Bernard Finkelstein, formé aux Etats-Unis, magnat du commerce du diamant brut, avec ses fils Charles, Gideon et David, membre du conseil d'administration. Ce sont des polyglottes, des esprits cosmopolites, de grands voyageurs, mais, plus que les simples « dealers », ils semblent attachés à ce coin de la vieille Europe où la xénophobie est une faute de goût, malgré les apparences créées par la montée des extrémistes flamands du Vlaams Blok.

Alors, Belges parmi les Belges, puisqu'ils ont le plus souvent la nationalité de leurs employés, ils tiennent à la réussite du programme « Anvers, capitale culturelle de l'Europe 1993 », qui mobilise déjà le grand port de l'Escaut. Ils ont fait restaurer la statue de Lodewyk Van Bercken, l'inventeur de la taille du diamant (avec un autre diamant), au cœur de ce XV^e siècle où Bruges était le partenaire préféré de Venise pour le com-

merce des pierres précieuses. Selon la légende locale, il reçut 3 000 ducats de Charles le Téméraire pour ses trois plus grosses commandes, dont le fameux Sancy. Aujourd'hui, les puissants de ce monde ne recourent pas à une débauche de carats pour porter un fétiche pendant une bataille, se réconcilier avec un ancien adversaire ou s'attirer les faveurs d'un pape. Spéculations, placements de sécurité, fastes de parvenus, passions lapidaires et coûteuses amours féminines, contribuent néanmoins à entretenir un chiffre d'affaires qui, à Anvers, a atteint 15,3 milliards de dollars en 1991.

On avait vu mieux certaines années antérieures ; la récession se fait aussi sentir dans cette pierre-là. A cause de la concurrence asiatique, il a fallu licencier 10 % des ouvriers qualifiés. Capitale du savoir-faire, Anvers est le premier importateur mondial de diamant brut, pour le réexportier, taillé et poli, dans de petits colis banalisés qui valent leur pesant de dollars dans la soute des Boeing. Mais, s'agissant de brillants de moindre calibre ou qualité, la main-d'œuvre indienne fait aussi bien, et pour moins cher, que les ateliers campinois.

Les marchés des nouveaux riches

Sourde aux plaintes des Anversoises et rendue plus intransigente que jamais par la baisse de ses profits en 1991, la De Beers, principal fournisseur (par l'intermédiaire de sa filiale commerciale, la Central Selling Organisation, CSO), maintient un cours du brut très élevé, qui réduit dangereusement la marge bénéficiaire des tailleurs.

C'est parce qu'il avait critiqué trop franchement les pratiques des revendeurs de la De Beers au détriment de la petite industrie locale que M. Fischer a été remplacé, fin mars, à la présidence du Conseil supérieur du diamant par Henrich Apfelbaum. Cela s'est fait discrètement, la profession ayant horreur de la publicité. Apparemment, une majorité de responsables n'a pas voulu de conflit ouvert avec la principale source d'approvisionnement. Mais, pour essayer de casser ce monopole de plus en plus mal supporté, d'autres organisent des filières nouvelles. En proie à des difficultés intérieures, le Zaïre a beaucoup alimenté le réseau parallèle ces derniers mois, alors que l'Angola et le Libéria, fragilisés par la guerre civile, acceptaient les contrats léonins de la De Beers.

Juste compensation dans une Asie qui casse les prix de la marchandise ordinaire, le Corée du Sud a les moyens de s'offrir de plus en plus de pierres haut de gamme, *cut in Belgium*. Rapport d'une mission diamantaire belge en Asie, du 22 février au 8 mars : « De récentes études ont démontré que la Corée est le quatrième marché au monde. Le PNB coréen croît chaque année de 10 % et son marché offre des possibilités énormes. » L'es-

son économique ou, au contraire, la crainte de l'avenir suscitent de brusques demandes dans tel ou tel pays. « On n'a jamais tant vendu au Sud-Vietnam qu'au début des années 70. Pas besoin d'être grand clerc pour en déduire que la fin du régime approchait, raconte Abraham Fischer. Maintenant, la plaie, pour l'approvisionnement, c'est la Russie (l'URSS avait fourni 13 % du brut importé à Anvers en 1991). On ne sait plus à qui se fier. Il n'y a plus de règle. » Grands voyageurs, marchands d'un rêve aussi vieux que l'humanité, les diamantaires d'Anvers ont leur propre analyse de la situation mondiale, qui vaut bien celle des journalistes et des diplomates.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE : Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillet, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA

Programme accrédité en Asie : ANA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

15 guides présentés par VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka
Italie
Antilles
New York
Guatemala

Chine
Mexique
Japon
Brésil
Inde

Québec
Thaïlande
Russie
USA west
Tchécoslovaquie

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

Le 14 Avril de 15 à 19h Fnac Etoile

EN AVANT PREMIERE ET EN EXCLUSIVITE
VENEZ DECOUVRIR
LE COMPACT DISC INTERACTIF PHILIPS

fnac

Forum de rencontres
Fnac Etoile

26-30, avenue des Ternes, Paris
(Parking Ternes)

Après des dizaines d'années de monologue, la télévision découvre aujourd'hui les vertus du dialogue.



PHILIPS
C'EST DÉJÀ DEMAIN

AGITATEUR DEPUIS 1954.

PHILIPS

LIVRES ET REVUES

LA DISLOCATION DU POUVOIR EN URSS

Dans son édition 1991, la Documentation française propose le premier ouvrage analysant l'évolution de l'ex-URSS jusqu'au coup d'Etat d'août 1991. Les péripéties du putsch manqué, ses protagonistes - ayant joué un rôle au cours de la dernière année d'existence du régime soviétique y sont relatés et décrits. Les auteurs de cette compilation, Françoise Barry et Michel Lesage, retracent en outre les points forts de l'année 1990-1991 (économie, politiques intérieure et extérieure).

► URSS : la dislocation du pouvoir. Edition 1991. Documentation française, coll. « Etudes ». 230 pages, 75 F.

L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Depuis les bouleversements survenus à la fin 1989, l'expression « Europe centrale et orientale » a succédé à celle d'« Europe de l'Est ». Les nouveaux Etats de l'Est ont vite pris conscience de l'ampleur des problèmes économiques, politiques et sociaux. Rédigé sous la direction d'Edith Homel et de Thomas Schreiber, le présent volume rend compte de l'état actuel de cette « autre Europe », à partir de l'exploitation de quatre « pistes » : le retour de l'his-

toire, la conversion des anciens communistes, l'attitude des pays face à l'unification allemande et les nouvelles inégalités nées des bouleversements.

► L'Europe centrale et orientale : de l'après-coup à l'avenir, sous la direction d'Edith Homel et de Thomas Schreiber. Edition 91. Coll. « Les études de la Documentation française ». 235 pages, 110 F.

ÉCOLOGIE POLITIQUE

En Belgique, le Groupe Coudenberg, du nom d'une colline de Bruxelles, est une association de personnalités indépendantes dont l'objectif est « la ressourcement de la démocratie ». Il édite notamment dans la collection « Dialogues politiques », ouverte aux animateurs des principaux partis. Le dernier-né de ces livres est l'œuvre de Ludo Dieckx, sénateur du groupe écologiste flamand (Agalev). Dépassant largement le cadre belge, l'écologie politique s'adresse à tous les Verts européens. La modération de l'auteur et sa connaissance de milieux européens très divers donnent du poids à ses vues, même si on a parfois du mal à le suivre dans sa tentative d'intégration de l'écologie dans « la valeur d'usage de l'objet », par laquelle il s'attaque au productivisme industriel.

► Écologie politique, richesse des hommes et des nations, de Ludo Dieckx. Groupe Coudenberg, 48, rue de Namur, 1000 Bruxelles. 283 pages, 400 francs belges.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppot directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Luchet secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé adjoints au directeur de la rédaction

Yves Agnès Jacques Amélie Thomas Fereczi Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959) Jacques Lesourne (1959-1982) André Laurens (1982-1989) André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-REINE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-30-10

LES DECLARATIONS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Une affaire personnelle

L'élection du président de la République au suffrage universel crée une relation directe entre l'homme qui reçoit la charge d'exercer le pouvoir suprême, donc de garantir le destin du pays, et le peuple souverain qui lui confie. Il en résulte un rapport forcément ambigu, parce que nécessairement émotionnel, dans lequel la personnalité prime souvent la rationalité.

Charles de Gaulle, qui n'avait pas son pareil pour vouvoyer la France, savait à quel point cette «équation personnelle» pouvait devenir déterminante, surtout dans les situations de crise, dans la conduite des affaires du pays. M. François Mitterrand le sait aussi. Sa prestation radio-télévisée du dimanche soir 12 avril, face à cinq interlocuteurs — Christine Ockrent (Antenne 2), Anne Sinclair (TF1), Ivan Lévai (Radio-France), Jean-Pierre Elkabbach (Europe 1), Olivier Mazerolle (RTL) — avec lesquels il a beaucoup joué, était un long tutoiement familier adressé au pays qui semble lui redonner aujourd'hui la confiance qu'il lui prodiguait hier. Sauf à déchoir et à oublier la «noblesse» de son mandat, qui tient au «formi-

dable présent» que lui fait le peuple en l'élevant, le président de la République, ne saurait s'offrir d'un blâme populaire.

M. Mitterrand admet une part de responsabilité personnelle dans la sanction infligée les 22 et 29 mars à son pouvoir et à son gouvernement par les électeurs. Il ne chicanera pas, sur ce point, M. Lionel Jospin. Cet aveu lui arrache le cœur, parce qu'il n'est pas dans sa nature d'admettre facilement ses erreurs, mais il ne tient pas à tricher au moment où il cherche à entraîner la France dans «la grande entreprise» de l'Europe unie qu'il aimerait mener à terme avant de rendre son tablier.

Ce sera, toutefois, sa seule concession. Il se moque des supputations de l'opposition : si sa santé ne lui joue pas un mauvais tour, il ira au bout de son mandat. Pas question, comme on le pronostique au RPR et à l'UDF, de précipiter la prochaine élection présidentielle. Il assumera, au besoin, une nouvelle cohabitation en 1993. Il y est «prêt». Mais personne ne lui fera dire que sa cause est perdue d'avance. Il veut croire, au

contraire, que M. Pierre Bérégovoy redressera la situation en onze mois.

Il relève, certes, que c'est «la première fois», dans sa carrière, qu'il se trouve devant un tel discrédit de ce Parti socialiste qu'il a fondé, mais on sent qu'il rêve de relever ce défi inédit. Il ne quittera pas non plus l'Elysée sans délivrer une nouvelle imprécation contre «l'argent qui corrompt». Au souvenir des scandales du passé imputables à ses adversaires, il ne supporte pas de voir la gauche clouée au pilori. Il prend même la défense de M. Bernard Tapie, victime, à ses yeux, de «beaucoup de méchancetés».

Mesure-t-il alors à quel point ses paroles peuvent paraître vaines à ses anciens électeurs ? A-t-il vraiment conscience que le verbe le meilleur trouve ses limites, après onze ans de pouvoir, dans le bilan des évidences ? Comment croire que le président de la République n'ait «point de part» dans la «succession des faits» qui ont engendré «les fléaux» du chômage, de l'insécurité, de la corruption, dont parle le nouveau premier ministre ? L'Etat n'aurait-il aucune respon-

sabilité dans l'augmentation du nombre des chômeurs et des corrupteurs ? Mais pour M. Mitterrand l'essentiel n'est plus là. L'important, ce sont les roses de l'épanouissement de l'Europe, celles qu'il voudrait voir accrochées, en bouquet, au faite de cette œuvre historique.

Quand il en parle, il le fait avec fougue, émotion, ses gestes des mains deviennent plus amples. C'est à la jeunesse française qu'il s'adresse et la supplique qu'il lui adresse au nom de son espérance d'«ancien combattant» lui vient assurément du cœur. Il ne joue plus et gare à ceux qui essaieraient d'enlever sa démarche. Il en appellerait au peuple si d'aventure le Parlement mettait de la «mauvaise volonté» à approuver les accords de Maastricht. Il en fait une affaire personnelle.

Car ce Mitterrand-là, jardinant dans l'adversité, qu'il veut ressusciter, rappelle bougrement celui qui, à son âge d'or, se référait sans cesse à Jaurès pour exalter «le courage d'aller à l'idéal» et la vertu des hommes à «l'âme libre». Du grand art rétro.

ALAIN ROLLAT

«Le problème est de savoir si la France s'engage dans une grande entreprise ou, au contraire, si elle s'isolera pour perdre son destin»

La première partie de l'entretien est exclusivement consacrée aux suites à donner aux accords de Maastricht. Le président de la République indique notamment :

«Il faut informer les Français et ne pas cesser, pendant les semaines et les mois qui viennent, le temps qu'il faudra, de leur démontrer l'importance de ces accords, l'importance pour la France, l'importance pour l'Europe. Le reste est affaire de procédure. La première procédure qui vient à l'esprit est celle-ci : selon l'article de la Constitution de notre République (c'est l'article 54), on ne peut pas soumettre un traité, un accord international, à l'approbation soit des Français, soit du Parlement, sans que, préalablement, on ait veillé à ce que ce soit en parfaite harmonie avec la Constitution. C'est à cause de cela, parce que j'avais bien vu que, dans le traité lui-même, il y avait quelques aspects qui méritaient d'être traités de très près et avec la plus grande précision que j'ai saisi le Conseil constitutionnel et que je lui ai demandé : «Relevez-vous-même les points sur lesquels il convient de retoucher la Constitution.» Certains paraissent évidents, mais ces neuf sages étaient mieux qualifiés que quiconque pour dire ce qu'il en était.

«Je saisirai le Parlement, c'est-à-dire les deux Assemblées, de ce projet de révision. Là, les Assemblées ont une attitude déterminée par la Constitution elle-même. Il faut qu'elles adoptent le même texte exactement dans les mêmes termes. Et si l'on devait aller ensuite devant un Congrès, c'est-à-dire la réunion des deux Assemblées (ce qui mettrait un terme au débat), il faudrait qu'il y ait une majorité des trois cinquièmes des parlementaires, sénateurs et députés. Avant qu'on en arrive là, laissons les deux Assemblées discuter pour mettre au point ce texte identique dans chacune des deux Assemblées, pour savoir si elles sont disposées à adopter les révisions constitutionnelles désirables (...). Pour ce qui touche le problème de la révision, c'est à l'évidence, à mes yeux, un problème parlementaire. Maintenant, j'ai besoin de savoir comment vont réagir les Assemblées. Je peux le supposer, mais je n'en sais rien.»

Y aura-t-il, ensuite, un référendum ?

M. Mitterrand répond : «Je n'interdis rien, je dis simplement : il faut ratifier. Je souhaite que les Assemblées facilitent le travail de la France. Pour cela, il faut qu'elles acceptent (et je le répète, c'est une obligation constitutionnelle) la révision. Cette révision, elles vont en débattre, et je fais confiance à la capacité des parlementaires pour discuter d'un sujet qui est exactement dans le cadre de leurs compétences. Si ces parlementaires sont en mesure de réunir une majorité des trois cinquièmes (c'est encore une obligation constitutionnelle) sur les textes de la révision, je ne vois pas pourquoi j'insisterais à les compliquer les choses avec le référendum. Ensuite, il faudrait naturellement ratifier (...).

«Mais, pour tout ce qui touche à la révision constitutionnelle, si les Assemblées y sont prêtes, c'est la procédure parlementaire qui s'impose. Si telle n'est pas la volonté des deux Assemblées, je me trouve devant un problème politique grave et, bien entendu, je serai obligé de m'adresser à l'ensemble des Français pour trancher.

«Je ne m'arrêterai pas en chemin et il faut que cela soit fait en 1992. (...)

«Je ne dicte aucune volonté au Sénat et à l'Assemblée nationale. Je leur dis simplement : agissez de telle sorte qu'il soit possible d'en finir dans un temps raisonnable. Quand on dit l'été, c'est raisonnable (...). Si le Parlement veut vraiment m'aider dans la tâche que j'ai entreprise, en cours de route, je verrai de quelle manière non pas chercher comment diviser, scinder, singulariser tel ou tel groupe ou sous-groupe parmi les formations politiques, mais chercher à les unir autour d'un grand acte national.»

Le traité de Maastricht peut-il être renégocié ?

«Il ne peut pas être renégocié. Il faudra dire «oui» ou «non». Et il ne peut pas être ajourné. Le traité lui-même prévoit, dans son article 6, dans les dispositions finales, qu'il doit être révisé, à la fin de son mandat, par référendum. Un doute : rien n'est encore décidé sur la méthode d'approbation du traité lui-même : sera-t-elle parlementaire ou référendaire ?

La décision du Conseil constitutionnel est sans appel : la Constitution de la République doit être modifiée avant que ne soit adopté le projet de loi autorisant le chef de l'Etat à ratifier le traité créant l'Union européenne. Les services du ministère de la Justice, traditionnellement compétents en la matière, vont donc rédiger un projet de réforme constitutionnelle, avec l'assistance du secrétariat général du gouvernement et sous l'étroit contrôle de l'Elysée. Ce texte sera soumis à l'avis du Conseil d'Etat, mais comme il ne s'agit que d'un «avis» la président de la République ne sera pas tenu de le suivre. Ce projet sera approuvé par le conseil des ministres, vraisemblablement le mercredi 22 avril.

M. Mitterrand dispose alors théoriquement d'un choix. La

Constitution de 1958 prévoit certes, en son article 89, que celle-ci ne peut être révisée qu'après un vote du Parlement. Mais en 1962 le général de Gaulle, pour imposer l'élection du président de la République au suffrage universel, n'avait pas utilisé l'article 89, mais l'article 11 qui permet au chef de l'Etat de soumettre directement à référendum un «projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics». La majorité des juristes avaient contesté cette utilisation, mais M. Mitterrand, qui s'y était opposé, a déclaré, dans la revue Pouvoirs, en mars 1988, que «l'usage» en avait fait «une des voies de la révision».

L'appel au peuple contre le Parlement

Dans l'immédiat, il s'est fermé cette porte, puisqu'il a clairement dit qu'il saisirait le Parlement. Cette procédure implique que l'Assemblée nationale et le Sénat votent le projet de révision en termes exactement identiques. Les sénateurs, majoritairement dans l'opposition, disposent donc, en la matière, d'un véritable droit de veto.

Une fois cette étape franchie, en admettant qu'elle le soit, le président de la République pourra,

comme des adversaires du traité, aussi déterminés que ceux qui ont le courage de le dire clairement (...). Je ne veux pas faire de distinction. Je veux simplement vous dire que le traité doit être adopté tel qu'il a été négocié par douze pays, pas par moi, par douze pays. La France est l'un des douze pays. Cela s'inscrit dans une longue histoire, il faut bien s'en rendre compte. A mes yeux, le traité de Maastricht est un projet de la France, ce n'est pas un texte de la France, puisqu'il a été débattu à douze, dans le cadre du projet de la France, qui vient de la France. Depuis Jean Monnet, Robert Schuman et tous les autres, mes prédécesseurs présidents de la République, jusqu'à moi, chacun a apporté sa pierre à la construction européenne, et le mérite lui en reviendra tout autant qu'à moi qui suis là au moment de la conclusion, qui aura la chance historique d'obtenir des Français, j'en suis sûr, l'acquiescement à ce grand acte. C'est un projet de la France. On dira : «Vous êtes d'une génération qui, en effet, a vécu tant de drames qu'on peut comprendre qu'elle soit portée à vouloir réconcilier, associer les pays d'Europe.» C'est vrai, je l'ai souvent dit : je suis né pendant une guerre mondiale, j'ai fait une deuxième guerre mondiale, j'ai forcément la tête pleine de ces images, et pour rien au monde je ne veux que cela recommence. Or, l'existence de la

Communauté, avant même le traité de Maastricht, a déjà créé une zone de paix et de sécurité comme il n'en existe nulle part dans le monde, une zone de paix et de sécurité pour nos fils, qui n'auront pas à connaître le même parcours que celui qui a été le nôtre.

«C'est un projet pour la France. Je veux que les Français vivent dans une zone de paix et qu'ils s'y installent pour longtemps, sinon même pour toujours. Cela, c'est une immense réussite, réussie déjà pratiquement enregistrée depuis plusieurs décennies, mais qu'il faut conclure. Il faut la conclure, il faut vraiment maintenant mettre le bouquet au sommet de la maison, parce que l'on a achevé le dernier œuvre, on a fini par réussir. Mais ce n'est pas encore fait, c'est le travail de cette année ; c'est pourquoi les Français devront débattre, discuter — leurs représentants d'abord — du traité de Maastricht.

«C'est aussi un traité, pas simplement pour la paix, mais pour la prospérité, la prospérité de la France.»

Invité à réagir aux propos ceux qui s'opposent aux accords de Maastricht parce que ceux-ci prévoient des transferts de souveraineté nationale, le président de la République déclare notamment :

«Il y a beaucoup de temps qu'il y a eu des transferts de souveraineté de la France à l'Europe, c'est-à-dire à la Communauté. Cela a commencé

dès la signature du traité de Rome, ce n'est pas nouveau. Le général de Gaulle, au moment où il a fait adopter la Constitution actuelle de 1958, n'a pas adapté la Constitution au traité qui avait été adopté l'année précédente, je ne sais pas pourquoi. Après tout, personne n'y a fait attention, mais depuis toujours, depuis l'acte majeur, depuis le traité fondamental, celui de Rome, on a constamment délégué des compétences nationales. En bien, on va continuer !

«Je reconnais que la monnaie, c'est quelque chose de capital, que c'est un transfert de souveraineté plus important que la plupart de ceux qui ont été décidés jusqu'ici. Seulement, lorsque vous ajoutez, vous faites l'interprète de ceux qui font cette objection : «Est-ce qu'on ne va pas perdre notre indépendance monétaire ?», croyez-vous que nous l'ayons, avec douze monnaies séparées, différentes ?

«Est-ce que vous croyez que nous ne sommes pas obligés de tenir compte, en réalité, des taux d'intérêt de tel ou tel pays, en particulier de l'Allemagne ?

«Croyez-vous que nous ne sommes pas obligés de tenir compte du taux de croissance, du taux d'inflation, des déficits ? En réalité, dans ce monde d'aujourd'hui très ouvert, la Communauté, à partir du 1^{er} janvier prochain, n'aura plus ni frontières ni barrières intérieures, c'est-à-dire que si nous n'avons pas une force commune autour d'une monnaie commune, nous serons hors d'état de défendre notre économie. Notre économie, de toute manière, est interdépendante, j'ose avec, est imbriquée dans le développement de l'économie européenne. Nous sommes en attendant — il faut le dire — soumis aux décisions du dollar. Nous sommes soumis à la puissance du yen, du mark allemand aussi. Sans l'écu européen, auquel participe évidemment le mark allemand, beaucoup de gens diraient que nous sommes dans une zone mark, ce qui n'est pas une bonne chose. (...) On aura droit à la discussion, à la parole. Les décisions sur les monnaies, et notamment le mark, se prendront à douze. Elles ne seront plus des décisions seules nationales.»

«Notre patrie ne va pas disparaître»

Mais n'existe-t-il pas un risque de voir la politique monétaire de l'Europe soumise au bon vouloir de hauts fonctionnaires indépendants du pouvoir politique ?

M. Mitterrand admet qu'il s'agit d'un «point sensible, parce que très souvent on a demandé que la Banque de France soit, comme la Banque fédérale d'Allemagne, totalement indépendante des responsabilités politiques. Cela, je ne l'ai jamais accepté, et cela m'est un peu difficile d'accepter que le pouvoir politique de la Communauté, c'est-à-dire le Conseil européen,

Lire la suite page 12

هكذا من الناحية

Le nouveau François de Closets

une grande entreprise
son destin

François de Closets TANT ET PLUS!



GRASSET • SEUIL



L'incroyable vérité!

Flamma

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Destins liés

Suite de la première page

Il lui fallut bien sûr parler d'autre chose, aborder l'intendance, s'attarder sur la procédure parlementaire ou le débat constitutionnel, mais il fit comme il regret, l'accessoire, à l'éphémère, avant de revenir sur le ferreux nouveau à l'essentiel, au durable, à l'avenir de l'Europe dont il aimerait, avoué, rester aux yeux de l'histoire l'un des « grands architectes ».

Pour M. Mitterrand, Maastricht représente à la fois un épilogue et un lever de rideau. Le traité « inscrit dans une longue histoire », celle de l'Europe — il est l'occasion solennelle « d'un tir un trait » de la « destruction » de la barbarie — et celle de la France, depuis Jean Monnet et Robert Schuman.

Il n'est pas question, pour M. Mitterrand, de monopoliser la parole. Certes, le président croit en l'Europe depuis quarante ans, rappelle au peuple le bon choix de 1983, lorsque dans une circonstance « difficile », il choisit « dans l'Europe » résistante, ceux qui lui conseillaient de faire sortir le français du serpent. Mais s'il a aujourd'hui la « chance historique » de « remettre le bouquet au sommet de la maison », le président n'oublie pas de rendre hommage à ses prédécesseurs à l'Élysée, qui ont, chacun, « apporté sa pierre ».

Ni ajournement, ni renégociation

Ratifier Maastricht, c'est surtout valider l'avenir, faire un acte de foi et d'espérance, donner à la « maison de l'Europe » chaque jour plus prospère, une fois solennellement accrochée à ce « mobile » — une dot — qui offre à douze un bienfait inestimable : « la paix et la prospérité ».

Pour convaincre les frileux et nostalgiques, M. Mitterrand ne se contente pas d'exalter l'enjeu européen. Il minimise les risques encourus par l'indécision. Non pas en niant l'événement, le savoir les

tiels souveraineté qui n'ont cessé de jalonner l'histoire de la construction européenne. Mais, au contraire, en les assumant du même coup en les banalisant.

Voilà trente-cinq ans, souligne le chef de l'État, que la France consent, comme partenaires, à des transferts de souveraineté — Communauté Européenne oblige — et cela n'a pas porté atteinte à la manière décisive à la souveraineté. Rappelant que les économistes de Douze sont déjà totalement interdépendantes, il reconnaît — mais sans faire autrement — que la « machine unique » privera les pays d'Europe de leur plus vieux privilège étatique. Mais il s'en sort par un « clin d'œil », un brin démagogue, en observant qu'après l'instauration de l'économie allemande.

Dernière certitude de M. Mitterrand : le traité de Maastricht ne peut être ni ajourné ni renégocié. Le texte signé le 7 février devra être ratifié tel qu'il est. C'est à prendre ou à laisser. A ses yeux, ce nouveau « mobile » est crucial. Le chef de l'État a bien senti le danger qu'il y aurait à céder, ne serait-ce que d'un pouce, à ceux qui, de Dublin à Copenhague, souhaitent introduire d'ultimes amendements pour modifier les considérations domestiques.

L'Irlande, qui aurait vu modifier un protocole du traité pour tenir compte de son statut interne sur l'avortement — mais n'imaginait pas son destin hors de l'Europe, — a été prise bonne dans la fermeté communautaire à son endroit. Le Danemark, au proie une nouvelle fois au « spleen » au moment où ses voisins — paradoxe scandinave — pistent aux portes de la Communauté, ne pourra désormais attendre aucune complaisance de la France. Car, s'agissant de l'Europe, M. Mitterrand, lui, ignore le doute. L'interrogation lui suffit.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Dissuader qui ?

par Jacques Amalric

La défense de la France continuera de reposer sur la force atomique. (...) C'est l'arme qui empêche les guerres. (...) Il n'y a plus aujourd'hui qu'une force militaire (le nucléaire) qui empêche une force militaire, c'est celle dans laquelle nous nous trouvons, c'est-à-dire l'Alliance atlantique.

Les deux affirmations, prononcées dimanche soir à quelques minutes d'intervalle, par le président de la République, ne sont-elles pas contradictoires à terme ? N'y a-t-il pas quelque entêtement à qualifier comme « essentielle » le système de défense français — pour reprendre l'expression utilisée par M. Pierre Bérégovoy devant l'Assemblée nationale — une fois de dissuasion qui n'aurait plus d'ennemi potentiel à dissuader ?

M. Mitterrand le sait bien. C'est bien pourquoi, sans craindre de se contredire, il a évoqué la fin de ses explications sur la suspension des essais nucléaires la semaine dernière par la France de « ses priorités » au moment de défendre qu'il devrait exister dorénavant plusieurs « priorités » à la dissuasion nucléaire, qui a contribué à maintenir la paix en Europe pendant quarante années et la guerre froide, ne pourra plus être, demain, l'alpha et l'oméga de la sécurité de la France.

Pourquoi, alors, ne pas le proclamer haut et fort ? Ne pas déclarer le débat qui s'imposera tôt ou tard sur la place de la dissuasion nucléaire dans la doctrine de défense de la France ? D'abord parce que la mission de la dissuasion est un attribut essentiel du président de la République. M. Mitterrand a encore lourdement insisté sur ce point dimanche soir. Reconnaître que la dissuasion ne « fonctionne » plus aujourd'hui comme hier, c'est reconnaître l'absence d'un pouvoir mythique.

La dernière raison des hésitations présidentielles réside dans la nature hybride de la dissuasion française, tout à la fois arme diplomatique et

slège membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation du général de Gaulle et des diplomates qui ont conquis de haute lutte pour la France, en 1945, le statut de vainqueur de la deuxième guerre mondiale ?

Au vrai mais difficile débat, M. Mitterrand préfère donc la manœuvre discrète : en réduisant les « abandons de souveraineté » au nucléaire, on s'interroge en cercle très restreint sur le peuple, pour lui faire entendre la voix de la France, que tout est comme avant et que la

France fait toujours partie de « plus puissants pays du monde ». En même temps, par le fait de la suspension des essais nucléaires, le président de la République tente de transformer une faiblesse en atout : maintenir en survie, par le biais du désarmement, le « club » des nations possédant des armes par la vertu du nucléaire. Mais c'est un jeu à haut risque, difficilement compatible avec la mise en place d'une « Europe » européenne tant qu'on ne voudra pas aborder au grand jour l'avenir de la force de dissuasion française.

Il est heure déjà à l'Assemblée nationale que le projet de loi sur la suspension des essais nucléaires, présenté par M. Mitterrand, pour superviser la dénucléarisation des Républiques de l'ex-URSS, à l'exception de la Russie. Et depuis, les dirigeants américains ont fait savoir qu'ils poursuivraient à leur rythme les essais nucléaires si ne font pas mystère de leur volonté de gérer seuls la dissuasion nucléaire soviétique, qui ne semble plus ardue que prévu : la Russie a certes suspendu ses essais mais a beaucoup de mal, contrairement à ses promesses, à « récupérer » les armes tactiques et stratégiques détruites en Ukraine, en Roumanie et en Biélorussie ; et elle a encore plus de difficultés techniques à les démanteler.

Proposer des négociations dans ces conditions, même sans doute à l'exposer à la fin de la « vision » américaine. Washington espère régler, par des réductions unilatérales et des pressions de toutes sortes, la faillite de l'ex-URSS. À terme, l'abandon nucléaire de la France lui paraît condamné. La meilleure réponse ne vient-elle pas, de la part de Paris, à répondre systématiquement et unilatéralement les risques, les menaces et les besoins, ce qui ne signifie nullement la fin de la dissuasion mais permettrait de prendre en compte la fin de sa toute-puissance ?

Défense : diversifier les priorités

Expliquant que la suspension, pour un an, des essais nucléaires n'aura pas d'incidence grave sur la politique de défense de la France, M. Mitterrand a évoqué la perspective de devoir « diversifier les priorités » en matière de stratégie. Cela revient à reconnaître que la dissuasion, qui, jusqu'à présent, mobilisait plus de tiers des investissements, n'a plus la même priorité que précédemment (le Monde du 10 avril) et que l'attention devra désormais être attirée sur les nouvelles priorités de la défense, restreignant le programme militaire à venir à la seule exécution du budget de 1993.

Le chef de l'État a noté que les nouvelles technologies pourraient apparaître dans le travail de la défense et des états-majors, d'élaboration de la prochaine loi de programmation. En principe, le Parlement devrait être saisi de ce travail à la fin de printemps.

Pour l'instant, ce travail de diversification des priorités s'effectue sous l'égide de la présidence. Pour les raisons principales. D'abord, le nouveau international extrêmement mouvant rend nécessaire une adaptation sur le long terme des menaces et des réponses, dans un temps où la conception des armes, à l'instar

sur les nouvelles technologies, peut modifier le jeu sur la programmation qui ont été initialement prévues. Ensuite, les armées doivent s'attendre à une longue période de « vaches maigres » sur le plan des crédits, dans une situation d'austérité, il est difficile de faire passer l'argent de la défense — c'est-à-dire espérer recevoir l'appareil de Maastricht — sans encore moins d'argent que prévu. Enfin, en 1993, les nouvelles technologies pourront amener au pouvoir une majorité qui s'empare de la défense, restreignant le programme militaire à venir à la seule exécution du budget de 1993.

C'est en cela que la révision des objectifs de défense, annoncée par le chef de l'État, est un travail qui ressemble à la quadrature du cercle ou à l'art d'un funambule sur son fil qui, à chacun de ses pas, remet en question l'équilibre de sa marche. Depuis les années 60, les armées n'ignorent pas que le programme est un travail de pure poésie, comme l'avait qualifiée un premier ministre républicain, M. Michel Rocard.

JACQUES ISNARD

Dans cinq ans, pourrez-vous modifier aussi facilement votre système de communication ?

Encore que certains prétendent le contraire, il est pratiquement impossible de prévoir ce que nous réserveront les technologies de communication dans les années à venir. Mais que vous soyez une compagnie de téléphone ou un de ses clients, certains choix s'imposent dès aujourd'hui : réseau public ou privé ? Système radio ou câble ?

Dans les semaines où les interrogations foisonnent, AT&T peut vous aider à mieux préparer l'avenir en analysant l'expérience que nous avons accumulée au sein de nos Laboratoires Bell nous a permis d'inventer et d'innover dans les principaux domaines de la communication, depuis les fibres optiques jusqu'au système d'exploitation UNIX®, en passant par les commutateurs pour radiotéléphones.

Au regard d'un tel héritage, il y a de fortes chances que les technologies d'aujourd'hui soient appelées à devenir les normes de demain, quelle que soit la direction que prendra cet avenir.



Succédant à un Algérien

Evocué au cours d'un colloque international

Un nouveau projet de loi sur les zones de transit est en préparation

Dans ce dernier domaine, qui détermine souvent du sort de l'intéressé, les progrès ont été faits avec la présence d'interprètes et de « centres téléphoniques dans les « zones internationales » de Râdzy et d'Orly. Mais de nombreux réfugiés ont encore empêché de communiquer avec l'extérieur en toute illégalité. La présence de représentants d'organisations non gouvernementales, promise par M. Marchand, pourrait aider à élever le soupçon permanent qui pèse sur cet aspect et à l'identifier que dans la zone de

HENRI TINCO

La Patrouille ■ France était en train de mettre au point un programme ■ devait être présenté, mercredi 15 avril, devant les chefs d'Etat-major de l'armée de l'air.

ÉCONOMIE

BILLET

Les discussions au sein du groupe des pays les plus industrialisés

Le CNPF incompris

Décidément, le patronat français fait l'objet d'une remarquable incompréhension. Un exemple : publié lundi 13 avril par *Echos*, M. François Parigot, président du CNPF, reprend une nouvelle fois son credo favori. Pour créer des emplois, affirme-t-il, « il faut avant tout alléger le coût du travail ». Mais, dans ce domaine, le patronat qu'on pourrait dire plus lucide.

Le CNPF a-t-il un grand incompris ? A l'évidence, non, président, tout porte à le croire. C'est un long travail, mais il faut le faire. Le CNPF a-t-il un grand incompris ? A l'évidence, non, président, tout porte à le croire. C'est un long travail, mais il faut le faire.

Pourtant, le numéro un patronal ne ménage pas ses efforts pour montrer la voie à suivre : adapter le SMIC (en le maintenant sur une base dégressive) et permettre d'y déroger et réduire « globalement » les charges. M. Parigot propose un « régime d'assurance-chômage » (17 milliards de francs en 1992) « une part de cotisations affectées à d'autres régimes ».

Le lamento du président du CNPF fait peine à voir. La « dégradation » d'un SMIC-jeunes est, dans les faits, largement entamée. La multiplication des formes d'emploi spécifiques (apprentissage, formation en alternance) permet l'embauche de jeunes diplômés en dehors du SMIC. Les nouvelles abaissements de cotisations pour encourager le travail le temps partiel ont fait un impact positif sur le marché du travail. Enfin, affirmer, comme le président du CNPF, que les réductions mitigées des « exo-jeunes » tiennent à « pénalisation » n'est guère convaincant.

Alors que les employeurs préfèrent jouer sur le salaire, le patronat — comme, d'ailleurs, le gouvernement — s'interroge sur l'impact réel d'une « réduction du coût du travail ». Plus mobilisateur, un appel à l'initiative, à la prise de risque, à l'action, déplore M. Parigot à l'occasion du nouveau premier ministre. On pourrait-on le retourner au compliment.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le plan d'aide massive des pays industrialisés à la Russie semble progresser

Les principaux pays industrialisés ont convenu d'un plan d'aide massive à la Russie, d'un montant total de 24 milliards de dollars, lors des réunions de travail tenues pendant la semaine à Paris. Cependant les modalités techniques de ce plan d'aide n'ont pas encore été définies.

Les principaux pays industrialisés, la Russie, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada, ont convenu d'un plan d'aide massive à la Russie, d'un montant total de 24 milliards de dollars, lors des réunions de travail tenues pendant la semaine à Paris.

plus tard avant le sommet du G7 début juillet à Munich. Outre le G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada), plusieurs autres pays devraient faire partie de la liste des donateurs, dont d'autres États de la CEE, la Corée et l'Arabie saoudite. A l'issue d'un entretien, M. Brady, secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, M. Pierre Bérégovoy, a souligné que la préparation de ce plan « avançait dans une bonne direction ».

« Accord total » au sein du G7

A Washington, la Maison Blanche a affirmé qu'il y avait « accord total » au sein du G7 pour la création d'un fonds de stabilisation du rouble qui coûtera 1 milliard de dollars et pour un soutien à la balance des paiements russe à concurrence de 18 milliards de dollars.

« Clairement, la Russie est prioritaire », a souligné M. Lamberto Dini, directeur général de la Banque d'Italie, qui présidait à Paris la rencontre

des dirigeants du G10 qui sont en fait onze avec, outre le G7, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Suisse. Seule dissension : M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, a insisté sur le fait que de nombreuses difficultés restent à résoudre avant que l'aide puisse être effectivement versée. « Il est très important que soit mise en place (en Russie) une politique macro-économique appropriée » ayant le soutien explicite du FMI.

Tandis que M. Brady séjournerait dimanche 12 avril à Budapest à l'occasion de la réunion de la BERD (voir l'article de Françoise Lazare), les prochains dirigeants du G10 pour l'Europe occidentale à l'économie russe seront la réunion des ministres des finances du G7 à Washington le 11 avril et, juste après, celle du comité intergouvernemental du Fonds monétaire international. Le FMI devrait alors donner son feu vert à l'adhésion de la Russie et d'autres Républiques à l'ex-URSS, ce qui permettra à l'Occident de commencer à financer cette institution.

entreprises a influencé la forte croissance de l'économie française à la fin des années 80. L'investissement peut venir de trois sources : l'État, les entreprises ou l'étranger. Or, l'État, les finances publiques se trouvent toutes dans des situations très tendues. Les recettes budgétaires ont fortement chuté et les organismes internationaux interdisent aux gouvernements d'accumuler des déficits, qui pourraient mettre en péril la stabilité de leur monnaie et leur crédibilité internationale.

Point, donc, de grands projets qui pourraient stimuler l'emploi et la production. Les entreprises, quant à elles, en sont avant tout à gérer leur restructuration, voire leur disparition. Et, partout, le secteur privé est encore bien trop réticent pour que les investissements tiennent des répercussions fortes sur l'activité d'ensemble.

Les apports de capitaux étrangers

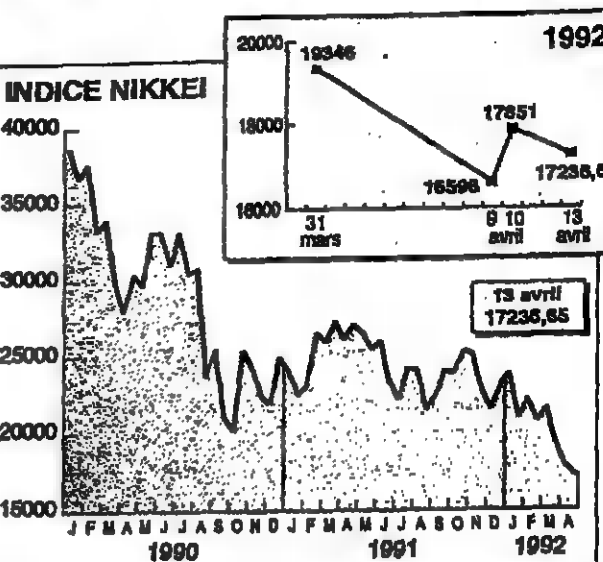
Les apports de capitaux étrangers sont donc jugés essentiels. Or, ceux-ci reposent sur des critères subjectifs, tant qu'ils restent, dans les faits, très incertains. L'investissement étranger en Hongrie a connu deux dernières années, et la Pologne a souffert. Sans parler de la Roumanie, dont l'économie politique effraie les hommes d'affaires, ou la Bulgarie, dont l'énorme dette extérieure fait reculer tout investisseur potentiel. Le Tchèque, quant à lui, est frappé par une crise économique qui se creuse à l'intérieur de la République tchèque, où les investisseurs étrangers, en particulier, sont nombreux, et la République slovaque, qui a beaucoup plus de succès. Sur 2 milliards de dollars d'investissements étrangers directs en Europe de l'Est, 1,4 milliard est entré dans la Hongrie.

Quant aux organismes internationaux, ils ont beaucoup de mal à évaluer la balance des paiements, pour apporter des aides techniques dans des secteurs variés, mais opèrent finalement peu d'investissements. A terme, la BERD devrait monter de grands projets d'infrastructure à l'Est, mais au cours de sa première année d'activité, elle s'est surtout occupée de financer des petits projets. L'investissement est important, ce qui compte avant tout, c'est « l'établissement de conditions d'un investissement rentable », souligne un spécialiste de l'Europe de l'Est. Ces conditions, qui sont avant tout la privatisation que par le renforcement des structures juridiques et financières, la transformation du comportement des consommateurs et des industries, mettront longtemps encore à se mettre en place. Ainsi, même si d'un point de vue conjoncturel, la chute de la production sera limitée cette année, de nombreux spécialistes jugent que l'année 1992 sera plus délicate que la précédente.

On peut donc s'attendre à ce que pour avoir surmonté la première étape de la réforme économique, mené à une situation politique complexe et dans un climat économique très incertain, leur impatience à voir repartir la croissance s'explique aisément. Les indices positifs seraient les répercussions psychologiques importantes. « Ces pays auront au jour d'avoir la possibilité d'une croissance très dynamique », juge un expert. Mais au cours des prochaines années, le scénario d'une croissance très lente, ou même toujours négative, paraît le plus probable.

FRANÇOISE LAZARE

La Bourse de Tokyo poursuit sa baisse



La Bourse de Tokyo est repartie à la baisse lundi 13 avril. Elle n'est pas parvenue à retrouver la vigueur de sa reprise (+7,5 %) enregistrée vendredi 10 avril. L'ampleur du recul a été analogue à celui enregistré quasi quotidiennement la semaine dernière (-3,44 %). Comme à l'accoutumée, le volume d'activité a été élevé (280 millions d'actions échangées contre 380 millions au cours de la semaine précédente). Les investisseurs prêtent un ton à l'économie.

A l'issue d'une réunion à Paris

L'OCDE estime que la reprise mondiale se manifestera au cours des prochains mois

La reprise de l'économie mondiale n'est pas encore au rendez-vous, mais elle se manifeste au cours des prochains mois, estime l'OCDE. Les responsables de l'OCDE ont estimé que la reprise se manifestera au cours des prochains mois. Les responsables de l'OCDE ont estimé que la reprise se manifestera au cours des prochains mois.

« Globalement, nous pensons que la reprise se manifestera au cours des prochains mois », a souligné M. Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, à l'issue d'une réunion à Paris d'un groupe de travail de l'OCDE. « Quelques signes d'une reprise sont à l'œuvre dans les principaux pays de l'OCDE. Bien sûr, il faut être prudent. Les signaux sont en demi-teinte. Mais, dans l'ensemble, ils sont plus positifs », a ajouté M. Tietmeyer.

M. Tietmeyer a précisé qu'il existe un accord global sur le fait qu'il y a une reprise de l'économie mondiale. M. Raymond Lévy exclut toute fusion des activités automobiles de Renault et de Volvo. Le président de Renault, M. Raymond Lévy, a rejeté catégoriquement, samedi 11 avril, toute fusion de Renault et de Volvo. L'objectif de l'opération, a-t-il indiqué, est de créer une coopération complète entre les deux entreprises, ce qui permettra à Renault de bénéficier de la technologie Volvo et à Volvo de bénéficier de la technologie Renault.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



EXCELLENTS RÉSULTATS 1991

Le Conseil d'Administration de SILIC, réuni le 8 avril 1992 sous la présidence de Monsieur Gilles LAPORTE, a arrêté les comptes de l'exercice 1991. L'année 1991 a été satisfaisante pour SILIC puisque, dans un contexte difficile, le résultat courant avant impôt s'est élevé à 191,8 millions de francs contre 167,4 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une progression de 14,58 %.

Le patrimoine de SILIC représentait 535 000 m² de locaux d'activités au 31 décembre 1991, l'augmentation des surfaces, soit 61 000 m² est principalement due au nouveau site de COLOMBES qui a permis à la Société une meilleure répartition de son patrimoine situé uniquement en Région Parisienne. Grâce à cet excellent résultat, complété par un résultat exceptionnel de 5,9 millions de francs contre 0,5 million de francs en 1990, SILIC, après paiement d'un impôt sur les sociétés de plus de 10 millions de francs du fait de l'évolution du statut fiscal de SILICOMI, dégage malgré cette imposition un bénéfice net de 172,7 millions de francs contre 167,9 millions de francs, soit une progression de 2,86 %.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 26 juin 1992 à 10 h 30, de fixer le dividende net à 48,39 F, ouvrant droit à un avoir fiscal de 4,44 F, ce qui donne une distribution globale de 52,83 F par action contre 50,60 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 4,41 %.

Le dividende net représente 80,33 % du résultat distribuable de la Société. Le Conseil d'Administration a pris connaissance de l'activité de la Société au cours du 1^{er} semestre 1992 : les émissions de loyers du 1^{er} semestre 1992, non compris les émissions complémentaires d'ici le 30 juin, sont élevées à 130,6 millions de francs.

Le déroulement prévisible de l'exercice permet d'envisager une progression de l'activité au cours de l'année 1992.

L'Est en attente de croissance

Suite de la première page

Les principaux organismes de conjoncture, seule la Hongrie devrait retrouver en 1992 une croissance légèrement positive, tandis que la Pologne et la Tchécoslovaquie devraient connaître une récession en 1992. La Hongrie a la Bulgarie pour longtemps.

L'Europe de l'Est est en train de vivre une période extrêmement délicate, qui ne peut que se prolonger. L'Europe de l'Est est en train de vivre une période extrêmement délicate, qui ne peut que se prolonger. L'Europe de l'Est est en train de vivre une période extrêmement délicate, qui ne peut que se prolonger.

Phénomène source de frustration, l'Est a vu la Hongrie bénéficier des nouvelles gouvernements démocratiques. Chaque élection, l'Est a vu la Hongrie bénéficier des nouvelles gouvernements démocratiques. Chaque élection, l'Est a vu la Hongrie bénéficier des nouvelles gouvernements démocratiques.

Alors que les employeurs préfèrent jouer sur le salaire, le patronat — comme, d'ailleurs, le gouvernement — s'interroge sur l'impact réel d'une « réduction du coût du travail ». Plus mobilisateur, un appel à l'initiative, à la prise de risque, à l'action, déplore M. Parigot à l'occasion du nouveau premier ministre. On pourrait-on le retourner au compliment.

JEAN-MICHEL NORMAND

Production dans les pays de l'Europe centrale et orientale

	Estimations				Prévisions	
	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Bulgarie	2,4	-0,4	-13,6	-28	-6	-2
Tchécoslovaquie	2,3	-1	-1,1	-12	-5	-1
Hongrie	0,3	-0,2	-8	-7	-1	2
Pologne	4,7	0,5	-12	-8	-1	0
Roumanie	-2	-7,9	-18,5	-9	-4	-1
Yougoslavie	-1,7	0,6	-8,5	-15	-	-

Source : OCDE, 1991

Bon cru 1991 pour l'industrie pétrolière française

Les raffineurs devront investir 12,5 milliards de francs dans la distribution « propre » de carburants

Le cru 1991 a été plutôt bon pour les deux compagnies pétrolières hexagonales (Elf et Total) et les cinq filiales de majors étrangères (Shell, Esso, BP, Mobil et Fina). L'écart de prix a été un peu vicié par l'UFIP (Union française des industries pétrolières).

L'activité raffinage-distribution a été en 1991 assez confortable. Les dernières ont gagné en moyenne 157 francs par tonne contre 150 francs en 1990, ce qui a permis d'augmenter le prix de la pompe, préc-

sent les pétroliers. Les raffineries souffrent qu'elles ont subi une dépréciation de leurs stocks en raison de la baisse du cours du pétrole brut consécutif aux flambées de la guerre du Golfe. Ils ont subi un peu vicié que cette baisse leur a profité lors de leur réapprovisionnement. Au total, les raffineries ont eu une année plutôt bonne. Les raffineries ont eu une année plutôt bonne. Les raffineries ont eu une année plutôt bonne.

Cette évolution devrait être accélérée par les aménagements imposés par la directive européenne, en cours d'adoption, sur la protection de l'environnement en matière d'industrie pétrolière. Les sociétés pétrolières estiment le coût de ces transformations à 12,5 milliards de francs. Les raffineries comptent par ailleurs engager 4,7 milliards de francs pour la période 1991-1994 dans de nouvelles unités de fabrication d'essence sans plomb.

Handwritten text in Arabic script: "هذا من القليل"

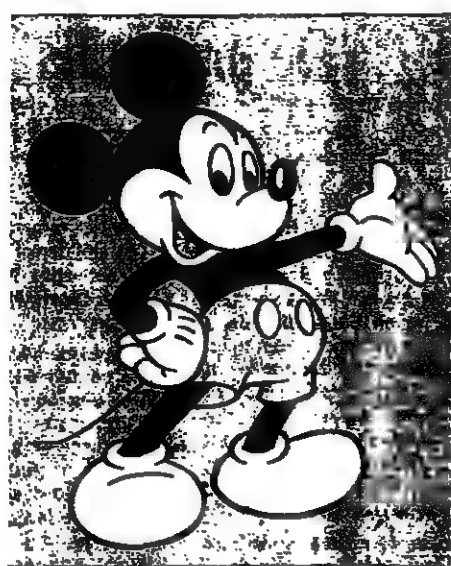
BOURSE DU 13 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

10/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emisison	Préal. Incl.	Recher. net	VALEURS	Emisison	Préal. Incl.	Recher. net	VALEURS	Emisison	Préal. Incl.	Recher. net	VALEURS	Emisison	Préal. Incl.	Recher. net	VALEURS	Emisison	Préal. Incl.	Recher. net
Obligations			C.I.M.	1476	1476	Parsons	185	186	Acadia	206 81	200 11	Parco	484 42	480 11	20072 47	20072 47			20072 47			20072 47									
Emp. 100 0/0 1977	128 80	7 30	C.I.T.R.A.M. (R)	2282		Paris France	225	234	Agapagos	208 81	200 11	Parco Paris	108 78	107 78	877 24	877 24			877 24			877 24									
Emp. 100 0/0 1978	100 35	7 30	Capitol	360	340	Paris Orléans	220	220	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1979	103 75	7 30	Capitol	555	554	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1980	103 75	7 30	Capitol	6700		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1981	103 75	7 30	Capitol	391 10	390	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1982	103 75	7 30	Capitol	825		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1983	103 75	7 30	Capitol	102 20	101	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1984	103 75	7 30	Capitol	326	326	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1985	103 75	7 30	Capitol	700		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1986	103 75	7 30	Capitol	2000	2000	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1987	103 75	7 30	Capitol	3005	2948	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1988	103 75	7 30	Capitol	626	618	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1989	103 75	7 30	Capitol	1200		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1990	103 75	7 30	Capitol	2705		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1991	103 75	7 30	Capitol	983		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1992	103 75	7 30	Capitol	316	316	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1993	103 75	7 30	Capitol	4200		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1994	103 75	7 30	Capitol	1000	1000	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1995	103 75	7 30	Capitol	304 80	300	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1996	103 75	7 30	Capitol	83		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1997	103 75	7 30	Capitol	1822	1822	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1998	103 75	7 30	Capitol	361	361	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 1999	103 75	7 30	Capitol	884		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2000	103 75	7 30	Capitol	361	361	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2001	103 75	7 30	Capitol	1038		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2002	103 75	7 30	Capitol	744		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2003	103 75	7 30	Capitol	3000	3078	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2004	103 75	7 30	Capitol	580	580	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2005	103 75	7 30	Capitol	330	328	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2006	103 75	7 30	Capitol	401		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2007	103 75	7 30	Capitol	345	344	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2008	103 75	7 30	Capitol	1391	1300	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2009	103 75	7 30	Capitol	883	891	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2010	103 75	7 30	Capitol	691		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2011	103 75	7 30	Capitol	5280	5240	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2012	103 75	7 30	Capitol	438	442	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2013	103 75	7 30	Capitol	3320		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2014	103 75	7 30	Capitol	287 20	287 10	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2015	103 75	7 30	Capitol	1130	1130	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2016	103 75	7 30	Capitol	476		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2017	103 75	7 30	Capitol	725	734	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2018	103 75	7 30	Capitol	2819	2801	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2019	103 75	7 30	Capitol	1000		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2020	103 75	7 30	Capitol	33	34	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2021	103 75	7 30	Capitol	186	183	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2022	103 75	7 30	Capitol	750		Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	131 78			131 78			131 78									
Emp. 100 0/0 2023	103 75	7 30	Capitol	459	460	Parco Inter	286	280 30	Amérigo	22802 02	2200 83	Parco-Région	1202 87	1202 87	131 78	13															

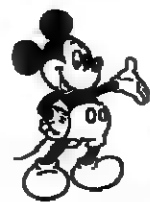
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché fermé



Au moment où Euro Disney s'ouvre à l'Europe, nous aimerions dire à quel point nous sommes heureux d'être en France, et de pouvoir exercer notre métier : apporter le bonheur et la joie. A quel point nous essayons, tous les jours davantage, de contribuer au développement de notre région. A quel point nous sommes reconnaissants envers les autorités nationales et locales de nous avoir accueillis en terre de France. A quel point nous touchent le professionnalisme et la passion de nos 14 000 Cast Members, et à quel point nous apprécions la compétence des différentes entreprises avec lesquelles nous travaillons.

Ce que nous aimerions dire, aujourd'hui, à tous ceux qui ont rendu possible l'impossible, tient en un simple petit mot :

Merci



Euro Disney
RESORT

Le Monde

Les anges gardiens de la sécurité



Cheval à bascule
qui chute, portique
■ bébé bancal ou
sommier à lattes
pinceur, le client
n'est pas seul : la
Commission de la
sécurité des
consommateurs,
dont le rôle est
encore mal connu
mais l'action effi-
cace.

page **32**

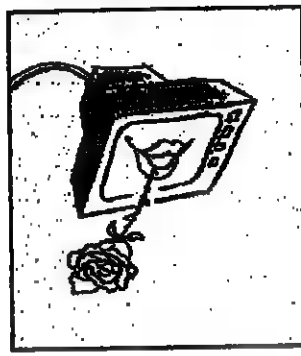
Inde : la faim tue encore



Malgré la « mira-
mir » agricole
indien, tiers de
la population souffre
encore de malnutrition.
Alors que la famine tue
les plus déshérités,
les entrepôts regorgent
de nourriture. Une situation
qui gêne le gouvernement.

page 37

Le Prince, Canal + et le plan câble



La comparaison entre le «câblage» allemand et le plan câble français est accablante, explique Paul Fabre dans sa chronique. La concurrence de Canal + et des chaînes publiques et privées est condamnée le projet à la gabegie.

page 40

MODE D'EMPLOI 32

Humeur, par José Doyère : Doutes. La cote des mots. Lois et décrets.	
ACTUALITÉ	33 à 35
Goldman Sachs englué dans la débauche Maxwell.	
PERSPECTIVES	36 et 37
DOSSIER	38
La diffusion publique d'achat	
OPINIONS	39 à 41
Livres, le défilé : L'avenir du syndicalisme : Osons, camarades ! et vingt ans d'érosion de la CFDT	
LE MOT	
CONJONCTURE	42
Le commerce	
japonaises. Prévisions 1992 : tous vers 2 %. GATT : Fin de partie. Le panier : creux de la vague.	

L' E C O N O M I E

L'essor entravé de la City

Tapie de ville, Tapie des champs

**Mi-Zorro, mi-prédateurs,
ils sont nombreux
à suivre le cursus
du nouveau ministre**

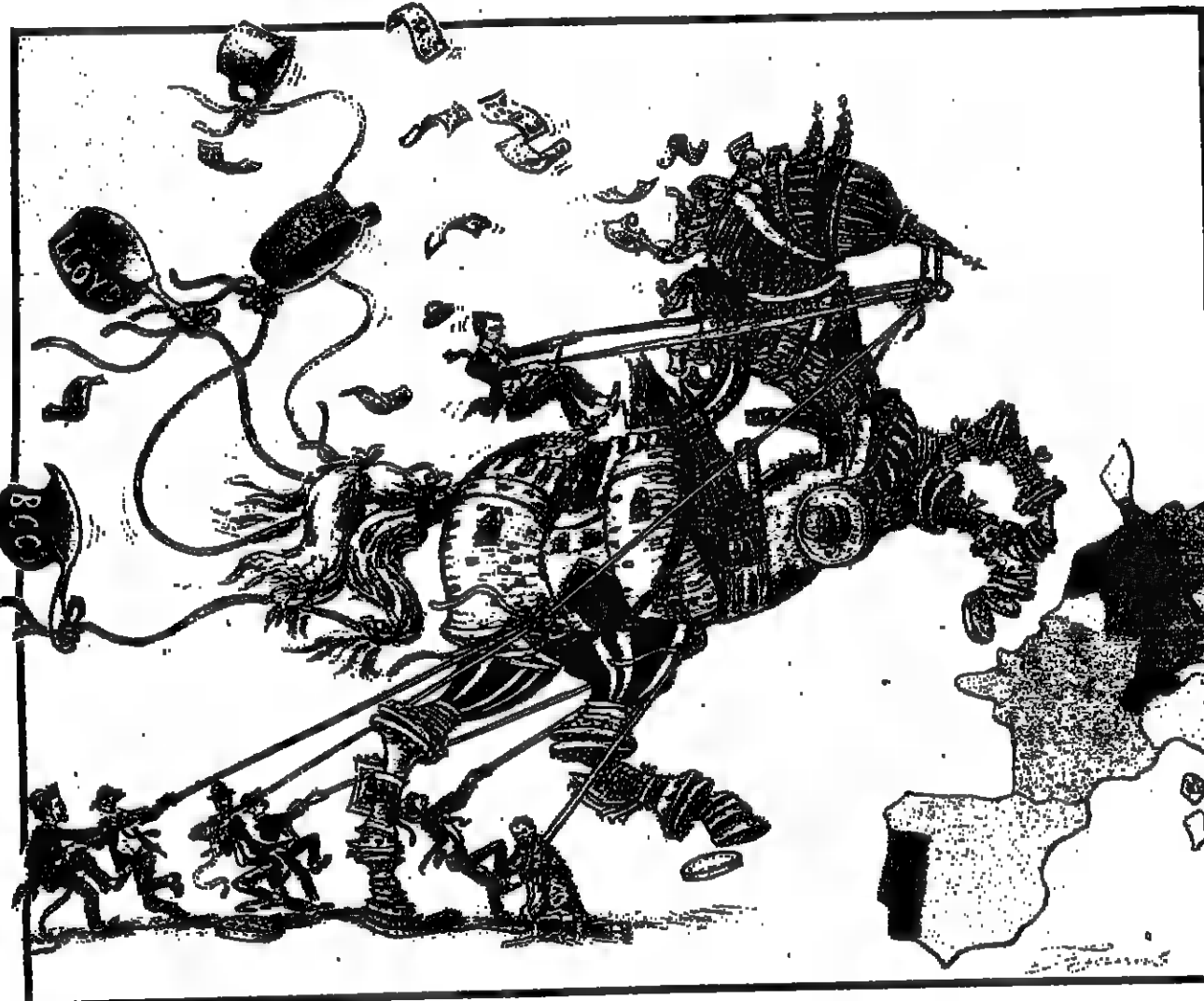
LE modèle est connu : un «pagnant» au langage cru, autodidacte, et médiatique, qui à bête sa fortune et son image sur la reprise de canards botaniques, les *canards en sport* et finit logiquement dans la politique. Bernard Tapie, aujourd'hui maître de la ville, a réussi en dix ans à devenir plus qu'un mythe, presque une référence.

«Souvent des repreneurs d'entreprises comme moi : je lui ai un petit Tapie», assure un avocat parisien. «Je me souviens d'une conférence générale de valeureux à qui on annonçait l'arrivée de Bernard Tapie, lui demandant : On va arriver à Tapie boys», plaisait d'ailleurs l'ancien on traitait de leur annoncer un plan draconien de suppressions d'emplois, mais un ancien syndic en riant.

Qu'on le salue ou qu'on le condamne, le mythe est désormais ancré jusque dans la langue : on dit « un Tapie », comme on disait « un Rastignac », ou « un Rockefeller », cela sans préjuger de l'avenir de l'intéressé... Bernard Tapie finira peut-être en notable, en homme d'Etat, ou en failli, en ~~incarcéré~~ incarciné pour cette génération un type précis d'entrepreneur, mi-Zorro, mi-prédateur, un symbole unique ~~d'un~~ d'un mode ~~vivant~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~vie~~ courant.

Véronique Maurus

Line la notte p. 36



La victoire surprise des conservateurs aux élections britanniques du 4 avril a été accueillie avec euphorie par la City. Vitrine et grand bénéficiaire des années Thatcher, le cœur financier du Royaume-Uni a vu son élan cassé par deux années de récession, une concurrence sauvage et une série de scandales. Aujourd'hui, l'heure est à la rigueur : les effectifs et les salaires fondent, les contrôles sont partout renforcés. La City a conscience : son prestige et ses atouts de principale place financière d'Europe sont en jeu.

Lire page 33
L'article de Marc Roche

Alerte sur l'industrie américaine

Bousculé par les Japonais, le mythe d'une invincibilité industrielle des Etats-Unis se meurt.
Des secteurs entiers disparaissent faute d'amélioration des méthodes de production.
Malgré des progrès dans le domaine des PME, il manque une vision globale

WASHINGTON
envoyé spécial

KOUS ne produisons plus de matériel efficace», a Patrick Windham, collaborateur de Fritz Hurlings, sénateur démocrate de Carol... du Sud. Les licenciements massifs, les résultats négatifs enregistrés par les sociétés les plus prestigieuses (Ford, IBM...), sous les coups de boutoir... la concurrence japonaise, sous le train de tuer le mythe d'une économie américaine invincible. Lentement... Car le gouvernement Bush admet à partir de 1990 ait un caractère spécifique, bien que sa pose... problème de la... la production américaine.

Les propos méprisants de Yoshio Sakurai, président de la Chambre basse japonaise, qualifiant en janvier dernier de « paresseux, illettrés » « inefficaces » les ouvriers américains, ont provoqué des réactions colères (la communauté urbaine de Los Angeles a annulé la commande d'un miroir automatique au groupe Sumitomo). Cependant, selon plusieurs de nos interlocuteurs, de telles critiques ne sont pas forcément infondées... L'un d'eux, au Sénat, nous racontait ainsi que lorsque l'administration, pour des raisons de sécurité, avait voulu faire passer un test de contrôle à des chauffeurs de poids lourds, ceux-ci avaient massivement « séché » l'exa-

men parce qu'ils craignaient de ne pas être capable de lire les tests ! A Washington, dans les bureaux des commissions du Sénat ou de la Chambre, des hommes épouvaient statistiques et chiffres, concluant : l'industrie américaine perd des points, voire disparaît quasiment de secteurs entiers (électronique grand public, machines-outils, automatismes industriels), parce qu'elle n'investit pas assez, surtout parce qu'elle néglige la formation, l'amélioration des méthodes de production. « Les Etats-Unis essaient d'aligner les méthodes savantes du monde. Ils font de découvertes remarquables, mais ce sont les Japonais qui les exploitent », déclare Patrick Whigham.

PRISE DE CONSCIENCE • Elle est nourrie par de nombreuses raisons, que ces jeunes gens affaîrent ont dévorées. Il y a un an déjà, le Council of competitiveness, une organisation qui rassemble des dirigeants des grandes entreprises, des syndicats et universités les plus prestigieuses du pays, a remis le petit monde washingtonien : portant sur près de 20 technologies utilisées dans les secteurs industriels les plus sensibles, une enquête ne concluait-elle pas que, pour un tiers d'entre elles, les Etats-Unis étaient d'ores et déjà en retard, franchement en retard, soit en déclin. En tête des cinq recommandations formulées par les auteurs, figurait, de façon un peu dramatique, un appel au président George Bush pour qu'il accorde la maîtrise technologique une priorité

nationale» (« Le président ~~devrait~~ agir immédiate-
ment... »). « Quoi qu'elle fasse pour ~~améliorer~~
la qualité et de productivité au
niveau japonais, l'industrie ~~américaine~~
continue à perdre des parts de marché,
à moins d'un « changement radical de la politi-
que industrielle du gouvernement. » Le rapport
publié début 1981 par l'Institut de stratégie
économique de Washington, sous le titre *Com-
saver les trois majors*, a été ~~très~~ ~~largement~~
frémir les adeptes de la libre entreprise. Soulign-
ant les améliorations de compétitivité
accomplies par Ford, ~~General Motors~~ et
Chrysler, ses auteurs constatent que Detroit
détient néanmoins faire face, pour chaque voiture
sortant de ses chaînes, à un coût de production
supérieur de 2 000 dollars à celui de ses
concurrents japonais (surcapacité de production,
charges sociales, salaires, ~~coût~~ du capi-
tal).

Aussi ■ pouvoirs publics doivent-ils corriger le déséquilibre par une politique ■ soutien ■ par des mesures de défense commerciale. Le rapport propose ainsi l'octroi d'un crédit d'impôt allant jusqu'à 15 % pour ■ voiture achetée en 1992, mais ■ avec le « contenu local », donc plus avantageux pour ■ voitures américaines que pour leurs ■ japonaises.

Philippe Lemaître

Lire la page page 34

**FONDATION
READER'S DIGEST FRANCE**

PRIX DU MEILLEUR LIVRE ECONOMIQUE

Jean-Louis LEVET
Jean-Claude TOURET

LA REVOLUTION DES POUVOIRS

**LES PATRIOTISME ÉCONOMIQUES
À L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION**
Prix du Meilleur Livre Économique
Fondation Reader's Digest France
1992

"LES PATRIOTISME" ECONOMIQUES A L'ÉPREUVE DE LA MONDIALISATION"

SELECTION DU READER'S DIGEST: 1 AVENUE LOUIS-PASTEUR - 92220 BAGNEUX

CONSUMMATION

Les anges gardiens de la sécurité

Mal connue, la Commission de la sécurité des consommateurs a néanmoins des pouvoirs étendus. L'an dernier, elle a enregistré 207 plaintes et porté l'essentiel de ses efforts sur les produits concernant les enfants

LES Français ne le savent pas toujours mais un certain nombre d'anges gardiens veillent sur leur sécurité, passant au crible les produits qu'ils utilisent tous les jours : c'est en particulier le cas de la Commission de la sécurité des consommateurs, qui a une triple mission de détection, de proposition d'information, et vient pour la septième fois présenter son bilan.

En 1991, elle a émis 34 avis, 2 de plus que l'année précédente, mais elle a enregistré 207 requêtes, dont 118 entraient dans son domaine de compétence. Par ordre décroissant, elles concernent les jouets (22), les appareils de cuisine (21), les équipements de terrains de jeux, larcins (19), les véhicules automobiles (16), le matériel d'éclairage, de chauffage, de ventilation (13), les récipients et emballages (11), les substances dangereuses (10)...

CHUFS SURPRISES • Par trois fois, la Commission s'est saisie d'offices : des bonbonnières (substance) ingérer pour tuer les rongeurs) pouvant être confondues avec des produits alimentaires, des aérosols utilisant comme propulseur des gaz toxiques (CFC et sur des barrières de protection pour enfants, mais dans la majorité des cas, les produits émanent de l'extérieur : de simples consommateurs (61 %) qui lui signalent tel ou tel cas (1), d'organisations de défense du consommateur (31 %) ou de sources diverses (les médias par deux fois seulement).

Une attention particulière a été portée cette année aux articles qui concernent les enfants : d'une part, et à l'ameublement-aménagement de la maison, d'autre part. Ainsi, un avis a été rendu sur les jouets vendus par des enfants, et un autre sur les jouets vendus par des adultes. Les accidents intervenus sur des enfants en jouant avec des jouets, et les accidents intervenus sur des adultes en jouant avec des jouets, sont des accidents qui peuvent être évités. Un avis a été rendu sur un thermomètre en forme de poisson de la société Rémond utilisé pour le bain des tout-petits ou un cheval à bascule qui se renversait à l'arrière.

Même si la Commission de sécurité des consommateurs n'a pas de pouvoir de décision (contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, en Italie ou aux Pays-Bas), ses avis ont souvent des effets. Généralement, les entreprises concernées prennent les dispositions qui s'imposent, soit en modifiant le produit lui-même pour éliminer le danger (Rémond l'a fait), soit en précisant l'étiquetage.



Jeux et jouets après les coupures et les pincements.

Entre la maison et les enfants, la Commission a aussi pour une meilleure information sur les risques de brûlures laryngées et pharyngées encourus par des enfants dont on a retiré les aliments (notamment des biberons) des fours à micro-ondes. Avis suivi d'effet puisqu'une trentaine de fabricants ont d'importateurs ont retiré leurs notices d'emploi, parfois auto-collants sur les appareils... Mais, même, une série de recommandations a été faite pour que la mort-aux-rats ne soit pas confondue avec les bonbons.

MISE EN CONFORMITÉ • La Commission a également préconisé la suspension de la commercialisation de la location d'appareils à réveiller, l'aide d'une petite décharge électrique, les enfants commençant à faire pipi ou lit. L'entreprise concernée a été sommée de fournir avant le 31 janvier dernier un procès-verbal de mise en conformité des appareils en question.

Mais on trouve aussi une mise en garde contre un sommier à lattes en fils de verre dont les ressorts s'échappaient, une recommandation de normalisation de structures de vérandas et du meuble enfant qui se renverse tout seul.

Malgré par l'Union européenne des consommateurs le mauvais comportement au feu de certains meubles rembourrés, la Commission a tiré la sonnette d'alarme, ce qui conduit à un projet de décret. C'est également le cas pour les lits escamotables à mezzanine, vendus en 1990 et qui, dans 60 % des cas, ne présentent pas de garanties de stabilité suffisantes selon une étude de la direction de la consommation et de la répression des fraudes.

Françoise Vaysse

(1) Commission de la sécurité des consommateurs, 185, rue de Berry 75372 Paris Cedex 12 ou par télécopie : 3614 code SECURITAM.

LA COTE DES MOTS

Mailing

Cet anglicisme - voire faux anglicisme, nous le verrons - appartient à la fois au domaine de l'économie et à celui de la publicité. Il a donc été choisi par plusieurs dictionnaires pour le vocabulaire de ces deux domaines.

En 1973, l'administration ratifiait, dans un arrêté relatif à la terminologie économique et financière, le terme *publipostage* : « prospection, démarchage ou vente par voie postale ». Dans le domaine de la publicité, les terminologies allaient prendre non sept jours, sept semaines ou sept ans de réflexion, mais une bonne dizaine d'années. Dans un premier temps (24-1-1983), l'équivalent officiellement admis était *publipostage* - a été avalisé au sein de la prospection, démarchage ou vente par voie postale, comportant l'envoi d'échantillons. Mais l'arrêté du 10 octobre 1983 relatif à l'enrichissement du vocabulaire de l'audiovisuel et de la publicité revenait sur cette définition pour la remplacer par la suivante : « moyen de communication publicitaire par voie postale ».

Ce *publipostage* recoupe donc notablement ce que l'on appelle « vente par correspondance », qui comporte l'envoi postal de catalogues plus ou moins volumineux... Dans son emploi usuel, *publipostage* équivaut donc à « envoi de courrier publicitaire », soit à « fait, action, d'envoyer du courrier publicitaire ». En fonction du sens précis auquel on entend utiliser ce terme, il y a ou non des synonymes possibles, qui peuvent éviter la répétition de ce mot acceptable.

L'anglais *mail* (courrier, poste) vient du français *maille* (« coiffe »), qu'on retrouve dans *maille-poste*, nom de la voiture hippomobile qui transportait le courrier. D'où l'expression *mail* utilisée par les anglophones pour désigner... l'activité qu'en hexagone on appelle, par un faux anglicisme, *mailing*!

Jean-Pierre Colignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

ACCORD DE PARTENARIAT ENTRE

FRANCE ET LA SABENA, approuvé par le gouvernement belge le 4 avril et signé le 10 avril. Air France apporte dans le capital de la compagnie aérienne belge à hauteur de 37,5 % (le Monde du 7 avril).

NESTLÉ REMPORTE L'O.P.A. SUR PERRIER. Nestlé et ses alliés ont annoncé le 4 avril qu'ils détenaient 57,6 % du capital de Perrier et 66,6 % des droits de vote, à la suite de l'O.P.A. lancée le 30 mars (le Monde du 8 avril).

MANIFESTATION DE 25 000 AGRICULTEURS EUROPÉENS devant le Parlement européen à Strasbourg, le 6 avril, pour protester contre les négociations du GATT et les réformes de la politique agricole commune (le Monde du 8 avril).

SIGNATURE DE L'ACCORD ENTRE LA BNP ET LA DRESDENER BANK. le 6 avril, prévoyant la prise de participation croisée entre les deux établissements bancaires français et allemand (le Monde du 8 avril).

CHUTE DE L'INDICE NIKKEI. Les 7 et 8 avril, la Bourse de Tokyo atteignait son plus bas niveau depuis novembre 1986; la crainte des retraits des capitaux japonais précipite les autres marchés à la baisse. Changement de ton le 10 avril, l'indice Nikkei reprend fortement (+7,5 %), entraînant les autres marchés (le Monde des 9, 10 et 11 avril).

42^e CONGRÈS DE LA CFDT. à Paris du 7 au 10 avril. A l'occasion de l'ouverture du congrès, Jean Kasper, secrétaire général, lance un appel en faveur de la reconstruction du syndicalisme français. Malgré contestations, les grandes options de Jean Kasper sont confirmées (le Monde des 8, 9, 10 et 11 avril).

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE M. PIERRE BÉRÉGOVOY devant l'Assemblée nationale, le 8 avril : la réduction du chômage, l'encouragement du travail à temps partiel, l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, la suppression du taux majoré de la TVA concernant l'automobile et les produits de luxe sont les principales mesures envisagées (le Monde du 10 avril).

MARDI 14 AVRIL. Paris. Réunion plénière

du Conseil économique et social : pré-sentation du rapport sur le projet sur la conjoncture économique au 1^{er} semestre 1992.

Grande-Bretagne. Publication de l'indice de production industrielle en février.

Chine. Réunion annuelle à Pékin de la commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique, en présence de M. Boutros-Ghali (jusqu'au 17 avril). Le secrétaire général de l'ONU se rendra ensuite au Cambodge (jusqu'au 21 avril), puis en Thaïlande.

MERcredi 15 AVRIL. Paris. Colloque « Santé » citoyens et professionnels de la médecine à La Villette. Cité des sciences et de l'industrie (jusqu'au 16 avril).

Etats-Unis. Publication de l'indice de production industrielle en mars. Libye. Entrée en vigueur de l'embargo et militaire contre la Libye décidée par le Conseil de sécurité le 31 mars.

Génève. Echec de l'entre-entente entre l'Union et la CEE pour tenter de conclure l'Uruguay round.

JEUDI 16 AVRIL. Paris. Situation des transferts dans le nouveau contexte de l'instauration du grand marché intérieur au 1^{er} janvier 1993 : Philippe Lacarrière, médiateur, remet ses conclusions au gouvernement.

Paris. Discussions entre banquiers et consommateurs sur un projet de bonne conduite.

Paris. Grève à la RATP.

VENDREDI 17 AVRIL. Europe et Canada. Vendredi saint, marchés financiers fermés.

SAMEDI 18 AVRIL. Paris. Journées nationales du bateau. Salon organisé par les professionnels du nautisme (jusqu'au 20 avril).

LUNDI 20 AVRIL. Europe et Canada. Lundi de Pâques férié, marchés financiers fermés.

Séville. Ouverture de l'exposition universelle 1992, inaugurée par le roi Juan Carlos (jusqu'au 12 octobre).

HUMEUR ■ par Josée Doyère

Doutes

Il y a eu Thalidomide, malheureux enfants phocomèles - mais comme ça parce que leur maman avait absorbé un médicament pendant leur grossesse. Il y a maintenant le Distilbene, des filles susceptibles de présenter des malformations génitales (voir plus haut). Aujourd'hui on fait recherche, on s'interroge sur les victimes potentielles, les imprudences d'apprentis-sorcières irresponsables, grâce à la semaine d'information qui vient de commencer.

Moi, je suis à la fois dramatique et inquiet. Dramatique pour les victimes et leurs familles, inquiet pour nous tous. Si on a mis ces produits sur le marché, les résultats que l'on sait, c'est qu'on a négligé des précautions essentielles. C'est qu'on a été content de peu quant à l'expérimentation animale, y compris sur le singe, plus proche de l'homme et parfois plus sensible que les petits mammifères aux principes actifs. C'est qu'on n'avait pas attendu les résultats de recherches complémentaires qui devraient être indispensables avant la commercialisation de produits nouveaux.

Si on a fait autant de victimes, qu'on n'a pas retiré le produit, ça veut dire que le produit

cause, dès qu'un produit apparaît. Pour le Distilbene, les données d'enquête sur l'efficacité du produit datent de 1971, et il a fallu attendre 1976 pour que le Vidal, ce dictionnaire des médicaments, signale aux médecins les effets néfastes (le Monde du 10 novembre 1988). Plus de vingt ans pour que le doute - qui bénéficie prioritairement au consommateur, devient ridicule de le rappeler - soit effacé ! C'est beaucoup, n'est-ce pas ?

Bon, c'est vrai, aujourd'hui, on est beaucoup plus prudent. On est beaucoup plus prudent pour les médicaments à prendre. On est beaucoup plus prudent pour les médicaments à prendre. On est beaucoup plus prudent pour les médicaments à prendre. On est beaucoup plus prudent pour les médicaments à prendre.

On voudrait être sûr que la logique du progrès (pour le médecin), du profit (pour les laboratoires pharmaceutiques), de la protection de l'industrie nationale ou européenne (pour les gouvernements politiques) cèdent à céderont toujours le pas à la logique de la santé publique.

Moi, pour l'instant, je suis sûr que la preuve du contraire, j'ai des doutes...

LOIS ET DÉCRETS

Seuil de l'usure

En application de la loi du 28 décembre 1966 relative à l'usure, les prêts d'argent et aux opérations de démarchage, un avis du ministère de l'économie et des finances indique les taux effectifs moyens pratiqués par les établissements de crédit et les seuils d'usure correspondants applicables au 1^{er} avril 1992. Les taux d'usure sont : à taux fixe, à taux variable et ceux des prêts relais sont les suivants : 15,89%, 15,49% et 16,19%. Pour les découverts en compte, les prêts à court terme, les prêts à tempérament d'un montant supérieur à 10 000 francs, le seuil est de 22,57 %. Pour les prêts personnels, les prêts d'un montant supérieur à 100 000 francs, le seuil de l'usure est de 20,13 %. Avis du ministère de l'économie et des finances, Journal officiel du 20 mars 1992, p. 3959.

Allocation vieillesse des professions libérales

Un décret fixe le montant annuel des cotisations du régime de l'allocation de vieillesse des professions libérales. Pour l'année 1992, la cotisation annuelle des professions libérales ressortissant à la section professionnelle des notaires est portée à 15 711 francs. A l'intérieur de cette section professionnelle, la cotisation est répartie en deux fractions, la première égale à 7 874 francs par notaire, une seconde calculée proportionnellement aux produits de l'étude de l'assujetti.

Pour les professions libérales.

Assurance invalidité-décès

Le montant annuel de la cotisation au régime obligatoire de l'assurance invalidité-décès pour 1992, dont 1111 francs pour l'assurance invalidité-décès et 44 francs pour l'assurance-décès. Le montant de l'indemnité d'invalidité est fixé à 37 340 francs par an, à compter du 1^{er} janvier 1992. Le montant du capital-décès est fixé à 17 170 francs et 17 660 francs pour les assurés survivants postérieurement au 31 décembre 1991. Décret n° 92-351 du 27 mars 1992, Journal officiel du 2 avril 1992, pp. 4752 et 4756.

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

LANGUES ÉTRANGÈRES

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Soc 5276 Collange 92303 Levallois 88 +



L'essor entravé de la City

La place financière de Londres a connu en treize ans de pouvoir conservateur un cycle complet de transformation : déréglementation, succès, scandales, récession, reprise en main. Malgré ses excès et ses difficultés actuelles, ce secteur vital de l'Angleterre postindustrielle a des atouts pour l'avenir

LONDRES
correspondance

BUREAUX flamboyants, inoccupés, chantiers béants, magasins de luxe en liquidation, parkings sous une masse de dettes... Si les bureaux de la City de Londres ont l'air d'être en deuil, ce n'est pas parce qu'ils ont subi un cortège funèbre. Pourtant, dans ce lieu, symbole du pouvoir conservateur, la City n'a rien de la ville morte. C'est là que se joue le plus important jeu financier du monde que l'empire du « Thatcherisme » a le plus profondément marqué.

Mystère ou mystification ? Mystère en tout cas. Au bout du compte, c'est peut-être ici, au cœur de la plus ancienne et la plus importante place financière du monde que l'empire du « Thatcherisme » a le plus profondément marqué. C'est là que se joue le plus important jeu financier du monde que l'empire du « Thatcherisme » a le plus profondément marqué.

« Grâce à la droite, les leviers de commande ont été mis en mains des seigneurs de la finance. La City contrôle en fait l'économie britannique. Même la passion de l'argent a bonne presse dans ce pays qui s'est toujours méfié de la réussite matérielle », observe le journaliste Anthony Sampson, auteur d'une célèbre Anatomie de l'Angleterre. Elle semble bien loin l'époque où la City était une simple fille permissive, une intermédiaire, à qui profitait...

produites par la « révolution » conservatrice. L'envolée du chiffre d'affaires, l'afflux des mastodontes internationaux, la création de nouveaux marchés et de produits innovants ont été les signes de succès.

Les « immigrants » se déversent pêle-mêle : aujourd'hui, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), succursale d'instituts d'investissement, et demain, qui sait ? la banque centrale de la CEE. La City a aussi partout : golden boys, téléphones cellulaires, bars à vin, condominiums et immeubles supérieurs. Londres est aujourd'hui la première Bourse d'Europe et attire une partie du volume des places continentales. Les poids et les dirigeants ont parvenus à faire passer le projet d'interconnexion des Bourses européennes, « Euroquote ». « Nous sommes placés pour capter le développement spectaculaire des opérations financières, conséquence du grand marché », se réjouit Andrew Hugh-Smith, président du Bank Exchange.

COUPES CLAIRES • Faut-il croire ces panneaux publicitaires ? Car il y a bien sûr l'envers de ce fragile décor de Mogador. Entre 1987 et 1991, 25 000 emplois ont été perdus dans le secteur financier ; 20 000 devraient encore disparaître cette année, laissant 317 000. Aucun grand nom n'est épargné par les coupes claires, prestations, les avantages en nature, les primes et notes de frais. L'austérité a succédé à l'euphorie.

Elle semble bien loin l'époque — c'est pourtant hier, le 26 octobre 1987, — où la première place boursière européenne tirait un trait sur...

un passé, fait de plus de trois cents ans d'habitudes. Le « Big Bang » résultait de trois grandes réformes : la suppression des commissions liées au négoce de titres, la transformation des anciens agents de change (brokers) et contrepartistes (jobbers) en courtiers autorisés à effectuer des achats et des ventes pour leur compte, et enfin la permission pour les investisseurs étrangers de contrôler une société de Bourse.

Aussitôt les géants anglo-saxons et plus tard japonais s'engouffrent dans la brèche. Plus timorés, les Européens doivent se soumettre à la loi. Des énormes « supermarchés » financiers, intervenant sur tous les compartiments du marché voient le jour. Le choc est violent pour une communauté tribale obéissant jusqu'à aux rites particuliers de la parole donnée : « My word is my bond ».

CONVIVENCE • Depuis la mise au jour des vieilles dentelles, les scandales en série ont défrayé la chronique financière et judiciaire. Dans l'affaire Guinness, c'est la fraude de la banque d'affaires Morgan-Grenfell qui est convoquée de délit d'initié pour avoir permis au dirigeant du groupe Ernest Saunders et à ses complices (condamnés depuis) de soutenir illégalement le titre lors de l'OPA sur Distillers.

La confiance internationale envers la Banque d'Angleterre a été sérieusement ébranlée quand on a appris celle-ci, au courant depuis les années 70 des activités frauduleuses de la BCCI, a attendu le 5 juillet 1991 pour fermer cet établissement et la comptabilité opaque, laissant sur le carreau plus de 12 500 déposants et un trou de...

quelque 10 milliards de francs ! Laquelle meilleure illustration de la convivence avec les arbitragistes et banquiers que l'affaire Guinness (lire également page 35) ? Un champ de ruines et de larmes pour les derniers qui, par aigreur ou gain, ont prêté jusqu'au bout à « Bob-le menteur », au mépris des procédures d'analyse des risques.

Les promesses de malversation au Lloyd's, scandale au sein du club, pour la première fois, à refuser d'assumer les pertes suspectes de leurs syndicates. Les affaires liées par l'effacement d'une série de success stories de...

Tout se passe comme si l'onde de choc du « big bang » n'avait fait qu'effleurer ce monde à part où la nouvelle cohorte habite avec l'ancienne.

années 80 dont les dirigeants se sont mis à vulgariser, Pol-Pock, Brent-Walker, Barlow-Clowes, mais aussi de déceptions pour les épargnants de la City. Derrière le discours libéral, les autorités veulent le bouclier. Le Financial Services Act est promulgué à la fin de 1988, érigant en principe la maxime : « La réglementation suit le marché, pas l'inverse ». Le Securities and Investment Board (SIB) est créé, pour superviser six Self Regulatory Organizations (SRD), représentant les différentes professions.

« Trop axomiste, trop juridique, trop coûteuse » : la législation, ainsi définie par un banquier français, déplaît à son auteur rétif à la papaverie. Les sauvegardes protégeant les petits investisseurs sont jugées inopérantes. « Le respect scrupuleux des règles ne suffit pas à assurer le bon fonctionnement des marchés. Pas plus que l'arbitrage à l'ancienne », confie sous l'ombre morale de la Banque d'Angleterre, gregori-4-il. La mise en place de nouvelles instances aux banques pour lutter contre les délits d'initié, l'enregistrement de toutes les conversations entre traders et clients, le renforcement, dans les banques d'investissement, de la « culture de Chine » séparant le courtage du conseil au client et acquisitions ont gonflé les coûts déjà élevés par les investissements informatiques.

COUR DES GRANDS • « La réglementation est une bonne chose, mais l'activité ne peut se développer que s'il y a rentabilité. Or trop de gens sont entrés sur le marché. Les marges dans un premier temps réduites sont pratiquement nulles sur certaines transactions comme les bons du Trésor ou le courtage », affirme Michael Hughes, économiste en chef de la Barclays-de-Zoete-Wed.

Pourtant, malgré ces obstacles, chacun semble avoir trouvé ses marques. Les grandes firmes britanniques (Warburg, BZW, Kleinwort...) ont tiré leur épingle du jeu et s'offrent le luxe d'embaucher, d'innover, de se répandre à travers le monde. Si certaines filiales américaines (City Corp, Security Pacific, Chase) dépriment, d'autres comme Goldman-Sachs, pourtant ébranlées par le scandale Mirwell, ou Morgan Stanley affichent...

une bonne santé. Malgré la crise économique japonaise, Nomura, Daiwa et Sanwa consolident leur position. Quant aux Français comme Paribas, Suez ou le Crédit lyonnais, l'achat de participations dans des maisons de taille moyenne leur permet de jouer sans trop de risques dans la cour des grands.

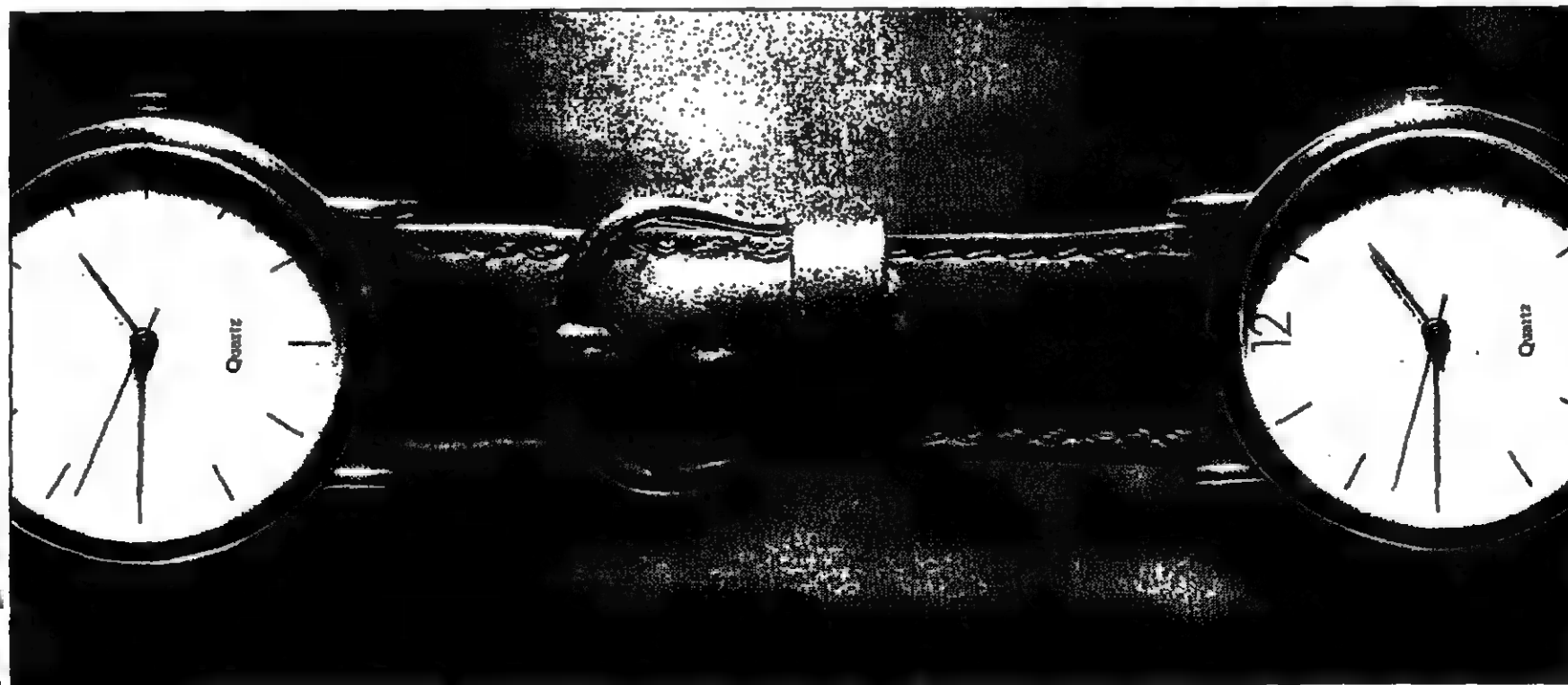
Les firmes traditionnelles, spécialisées dans les « niches » vivent le mieux. Le conjoncturel état d'âme. Lazard, Cazenove, Rothschild et autres dépositaires historiques de la réputation de la City prospèrent. Tout va comme si l'onde de choc du Big Bang n'avait fait qu'effleurer ce monde à part où la nouvelle cohorte habite avec l'ancienne.

Depuis 1979, le paysage s'est profondément transformé. La Banque d'Angleterre, l'orgueilleuse maison mère à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul. La modernisation de la Bourse, l'internationalisation des flux de capitaux et l'ancrage à l'Europe monétaire sont passés par là.

La droite engagée entre les capitaines de la finance pour le poste de gouverneur de l'Old Lady, avant l'an prochain, la bataille pour la localisation du siège du futur institut d'émission européen ont davantage passionné la City que les résultats des élections du 9 avril. Serin, Michael Hughes confie avec un clin d'œil : « Margaret Thatcher pouvait à la limite nous passer parce qu'elle jouissait d'un excellent budgetaire. Même vainqueur le scrutin législatif, John Major devra nous parler avec des yeux. Car il faudra bien l'aider à combler le déficit des dépenses publi- »

Marc Roche

Pour réussir vos affaires en Espagne, nous sommes plus proches de vous à chaque instant.



Les hommes d'affaires ont tout à gagner en Espagne... s'ils choisissent la bonne compagnie aérienne. Avec Iberia, au départ d'Orly-Sud, vous allez exactement...

Toute l'Espagne au départ d'Orly-Sud.

vous voulez. Vous profitez des correspondances multiples nous offrons sur notre réseau national. Iberia, c'est aussi bien sûr tout le confort d'une grande compagnie aérienne, l'efficacité et l'accueil d'un personnel très stylé. Et maintenant la carte de fidélité Iberia Plus vous pouvez obtenir tout de suite en appelant le numéro vert : 05 30 05 40. Concilier vitesse, efficacité et décontraction, cela compte beaucoup pour vous. C'est donc capital pour...

La compagnie qui va vers les hommes d'affaires.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE
UNE RÉSERVE EXP-22

Pour renseignements, consultez votre agent de voyages ou le 3615 IBERIA

PERSPECTIVES

Tapie de ville, Tapie des champs

Suite de la page 31

Car, si y bien regarder, on en trouve dans tous les coins de France, de ces « self made men » collectionneurs d'entreprises en difficulté, qui, à force d'audace, de talent – et parfois de « magouilles » – se sont constitués un petit empire... sans même parler des grands ancêtres, comme les frères Willot – moins médiatiques mais pas moins efficaces – aujourd'hui à la tête de l'oubli, après avoir été le grand français dans les années 70.

GLOIRES RÉGIONALES • Qu'ils soient alsacien, bordelais ou breton, spécialistes du port, du transport, qu'ils cultivent ou au contraire négligent la ressemblance avec le maître du genre, tous ces « petits Tapies locaux » sont, chacun dans leur spécialité, des gloires régionales et notables sont ceux, qui, comme l'original, « font » aussi dans le sport ou la politique.

De la Jûrrie de « Tapie des champs », après enquête par nos correspondants régionaux du Monde, nous vous présentons quelques « types purs » ou « types (lire ci-dessous) ». À Perhirin, le Breton, cultivateur de volailles, l'analogue, au Vosgien Alain Thirion, le plus connu, qu'agace toute référence à « modèle ». Marc Brailon à Grenoble ou Clément Fayat à Bordeaux correspondent eux aussi au prototype de ces brasseurs d'affaires, hauts en couleur qui peuplent le paysage industriel.

DALLAS • Ils ne sont pas les seuls. Ainsi à Montpellier, Jean-Edouard Robert, surnommé « JER », semble sorti tout droit d'un « Dallas » languedocien. Après un parcours scolaire des plus modestes, il est simple vendeur aux établissements Duroc (bouchons et matières plastiques) dans la région parisienne, lorsqu'il crée, à vingt-cinq ans, sa première entreprise, la SNAP, qui, quelques années plus tard, rachète, avec un groupe allemand... les mêmes établissements Duroc, son premier employeur!

Après ces débuts prometteurs, « JER » se lance dans l'innovation avec un prototype d'analyseur de sang, inventé par de jeunes chercheurs de Sarronville. Il crée la ABX et... à Montpellier, empêchant

de conséquences subventionnelles, pour la création d'un plus grand groupe pharmaceutique à Montpellier, en prenant soin d'être présent à la fois à la tête de la ABX et à la tête de la Jûrrie.

Suivent une série de participations dans des activités diverses que la crevette, le vélo, ou l'analyse d'images médicales, dont le seul point commun est l'innovation. Aujourd'hui l'empire de « JER », quarante-deux ans, débordant largement ABX et ses deux cent cinquante salariés et s'étend jusqu'à Bordeaux, Lorient et même Grenoble. Direct, fonceur, plus créateur que simple repreneur de « canards juteux », Jean-Edouard Robert, en bon « Tapie », a, bien entendu, le goût du sport et des défis : en 1982, il a financé un motard, Michel Guillel, dans le Paris-Dakar.

ROMAN • Autre roman à succès, mais en train de virer à l'aigre, celui de Jean-Michel Aulas, patron de la CEGID à Lyon. Un « vrai Tapie », celui-là! Vrai pour son sens des affaires et de la communication, son goût des défis et du sport – il préside le club de football de l'Olympique lyonnais et a sponsorisé Alain Prost. Faux parce que son groupe, qui compte aujourd'hui près de huit cents personnes, est resté centré autour de son métier de base, l'informatic, même si sa diversification à grande vitesse dans les services financiers, le travail temporaire, la maintenance d'ordinateurs, etc., a pu donner une impression d'expansion. Après des années d'une réussite presque trop belle pour être vraie, il souffre aujourd'hui dans son « image » de trois revers cumulés : l'échec de la tentative de reprise de

son concurrent CCMC en 1987, la chute de son cours en Bourse et l'élimination de l'OL, de la coupe d'Europe par un club turc.

Il est typique peut-être, moins heureux, Jacques Bigart, quarante-six ans, à lui, défrayé la chronique alsacienne des « sauveurs » d'entreprises. Antiquaire de formation, il est passé successivement de la fabrication de copies de meubles anciens, à la production d'outils coupants, pour finalement se lancer dans le textile, reprenant de 1975 à 1988 une dizaine d'entreprises locales. La dernière lui a été fatale : Cerny, neuf cent cinquante salariés, était-elle trop grosse ou trop malade? La société a déposé son bilan en novembre 1991. Jacques Simon Bigart y a cagoulé, dit-il, 30 millions « de et de fortune personnelle », échec qu'il considère, avec philosophie, « comme une sanction de la vie économique ». Il est vrai qu'il conserve, jusqu'à nouvel ordre – et clarification par les syndicats – la propriété du patrimoine immobilier.

LES INCONNUS • Reste les vrais inconnus de la France profonde, les petits, tout petits entrepreneurs aux dents longues qui seront peut-être les vrais Tapie de demain. Georges Médard, quarante ans, et une silhouette – trompeuse – de gauchiste, a secouru la porcelaine de Limoges, en redressant d'abord l'entreprise familiale puis une autre manufacture en perdition, revendue avec profit dix ans plus tard, avant de s'attaquer à une marque plus prestigieuse : les porcelaines Giraud.

Daniel Aucier, quarante-trois ans, vient, lui, de reprendre la plus ancienne manufacture de tapis d'Au-

bousson, à la Creuse, après s'être engagé dans nombre de PME limousines. Mais... Dentrevaux, à Saint-Vallier (Drôme),

le « Tapie du transport » pour avoir repris une bonne quinzaine d'affaires depuis 1987 à la faveur de la déreglementation du transport routier. Enfin, Vincent Martin, un ingénieur mécanicien de formation, totalement obscur, n'en contrôle pas moins huit entreprises – dont quatre dans la Loire – dans des secteurs aussi divers que l'isolation des bâtiments, la fine pour l'électronique, les rayons de bicyclettes et l'équipement des machines.

MYTHE • Il faut se rendre à l'évidence : Bernard Tapie n'est pas unique en son genre. Paradoxalement, le mythe en ressort conforté. Car si le modèle est banal, l'original reste inédit. Aucun de ses égaux n'approche même de très loin sa renommée, son entourage ou son bagout. Il y a beaucoup de « petits Tapie » des champs, mais un seul ministre de la ville. Un héros ambigu, dont la réussite, souvent dissimulée, notamment par Jeanne Villeneuve dans son livre, *Le Mythe Tapie* (1), tient à ce qu'il incarne toutes les idées-forces des années 80 – réussite, argent, publicité, triomphe du corps et de l'entreprise. Et aussi que, communicateur plus que gestionnaire, il a su avant tout « vendre » sa propre image.

Véronique Maurus

(1) *Le Mythe Tapie*, chronique des années 80, Jeanne Villeneuve, La Découverte, 1991.



Ginette de Matha

BRETAGNE

Perhirin, le battant

notre correspondant

On l'appelle à Lannilis le « petit Tapie local ». La formule est vaine critique. Il ne s'est offensé pas. Il préfère un autre titre : celui de « modèle ». « Tapie, ce n'est pas un modèle, c'est quand on a le talent », il aurait pu dire. Il a le talent : son profil, sa carrière, ses méthodes, ses goûts, tout fait de Jean-Michel Perhirin le type presque pur du vrai « Tapie des champs ».

Se réveille-t-il fulgurante. Ce n'est qu'en 1985 qu'il lance en prenant le nom d'une entreprise d'électricité qu'il a créée à Lannilis le Brest où il était précédemment directeur technique. Aujourd'hui, il quarante et un ans, il « pèse » cinq cents emplois, dont une grosse partie dans le bâtiment. Méthode connue : dans la construction difficile, il a fait une spécialité dans la reprise de « petites boîtes » locales, le coup d'un coup de bilan ou en proie à de gros soucis de développement, « quand j'en connaissais la valeur des hommes ». Plusieurs entreprises d'emplois ont pu ainsi être sauvées ; « pratiquement, toutes ces entreprises ont mérité d'être rachetées », assure Jean-Michel Perhirin.

En totalisant reprises et créations, il contrôle vingt-cinq entreprises et possède des participations dans une vingtaine d'affaires, ce qui voue aujourd'hui à ce patron

une solide position dans le milieu des entrepreneurs bretons au point qu'il peut se le vanter la pléthore de propositions de reprise qu'il reçoit : « J'en ai deux par semaine... ».

Outre la réussite rapide, ce qui le rend « plus d'un trait commun avec le modèle », les plaisirs qui compensent les origines modestes : il a qu'il a pu se payer sa Porsche, il n'a pas hésité : c'était un vieux de l'enfant. Le football, pour lequel il ne compte pas. Souffrant pour faire partie d'une équipe d'investisseurs du Brest-Armorique-Football-Club, il a sa première division, il a fait un chèque de 100 000 francs. Le flair de la réussite de l'organisation aussi. Ses multiples participations sont liées avec un holding d'où partent trois branches : le bâtiment, l'industrie, l'agriculture et un secteur divers.

Les affaires, le sport, la politique : Jean-Michel Perhirin, son premier adjoint, le maire de Lannilis et ancien patron du RPR dans le département du Finistère. Il vient d'être élu au conseil général dans le canton de Lannilis. Homme de terrain, il a le style direct mais sait soigner ses relations. Jacques Chirac était, en février, son invité à Plouguerneau, pour un dîner-débat. Les relations n'ont pas posé de problème : il a repris un hôtel-restaurant dans la commune.

Gabriel Simon

LORRAINE

Thirion, le boulimique

notre correspondant

C'est parce qu'il ne se sentait pas à l'aise dans ses pompes d'enseignant, et s'effrayait à la perspective d'une vie déjà toute tracée à trente-cinq ans, qu'Alain Thirion, alors professeur de physique-chimie, s'est lancé dans les affaires dans le milieu des années 80. Première acquisition : une imprimerie. Il fut un début à tout et la communication le fascine. Il crée donc à Epinal en 1985 le premier journal gratuit français de petites annonces (*Flash 88*). C'est le succès et l'amorce d'une véritable boulimie d'entreprises.

Aujourd'hui, l'ex-prof dirige 41 entreprises, il emploie globalement 1 800 personnes pour un chiffre d'affaires dépassant le milliard de francs. Outre l'imprimerie et la presse, il touche entre autres le jouet (Loustal), la distribution, la plasturgie et l'immobilier. Pour l'énergie, il suffit de l'appeler le Tapie vosgien. « C'est lui, moi c'est moi », répond-il sèchement en remarquant qu'il a redressées. C'est vrai à une exception près, qu'il reconnaît lui-même.

Carrure carrée et habitudes de fonceur, ce patron « non traditionaliste », comme il le dit lui-même, a-t-il souffert de ne pas être reconnu dans le milieu patronal, qui expliquerait sa boulimie dans les affaires? La rumeur vosgienne l'affirme. De fait, sa dernière acquisition, l'entreprise textile des héritiers de Georges Perin,

symbole d'un grand patron orgueilleux, conformiste et quasi féodal, a été la dernière d'une véritable révolution.

Malade de provoquer ses pairs – le patron d'une société déficiente pendant quatre années consécutives avait pour lui été licencié –, il refuse pourtant d'être classé comme un marginal. « Le patronat vosgien m'a élu membre de l'Institut sans que je le sois », affirme-t-il. Il a été élu à l'Académie d'Epinal, au conseil d'administration d'avoir été, au cours de sa carrière, couronné quatrième manager français par un jury de grands patrons pour le *Journal d'Entreprendre*.

Sa méthode? Il respecte la convention collective, toute la convention collective mais rien que la convention collective. Lorsqu'il reprend une entreprise, les avantages acquis à l'ancien et à l'ancien chutant. « Ce n'est pas un petit social », affirme le CFDT d'Epinal, où il a dépeint l'ancien patron comme Tapie, se lancer dans la politique. Après avoir été élu, en 1989, le maire de Bruyères (550 habitants), il a été élu à quelques kilomètres de son village natal, il a été élu au conseil régional de Lorraine, pour défendre les Vosges.

Démentant la rumeur qui le voit homme de gauche, il refuse également d'être classé à droite, alors qu'on le décrit comme un poujadiste dans l'entourage du président du conseil général, Christian Poncelet...

Jean-Louis This

RHONE-ALPES

Brailon, l'omnisport

notre correspondant

Jusqu'à tout récemment, la haute et forte silhouette de Marc Brailon se profilait inamoviblement dans les bureaux grenoblois. Le PDG du RMO, en vingt-cinq ans, a hissé son groupe de travail temporaire au cinquième rang français, avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs pour l'activité principale, un millier de salariés permanents, et 15 000 intérimaires, dans l'Espagne, l'Afrique, au Brésil, en Espagne. Mais cette entreprise championne a connu des périodes de 50 millions de pertes l'an dernier, et est aujourd'hui en difficulté.

C'est vrai que Marc Brailon ne passait pas inaperçu au temps de sa splendeur : son parler direct, ses coups de gueule et son enthousiasme le portaient sur tous les fronts, économiques mais aussi sportifs et politiques.

La sport a d'ailleurs très tôt fait partie de la stratégie d'image de cet ancien arbitre fédéral de football. On l'a vu dans la formule 1, aidant à l'arrivée René Arnoux et Alain Prost; dans le cyclisme, confiant à Charly Mottet son équipe RMO; dans la boxe, permettant au Grenoblois René Jacquot de remporter le titre de champion du monde WBC, enfin dans la navigation, en sponsor du bateau du Suisse Laurent Bourgnon, vainqueur en 1991 du Rallye La Baule-Dakar.

Claude Francillon

PERSPECTIVES

INDE

La faim tue encore

Malgré la « révolution verte », qui assure une production globale suffisante, les disettes font toujours de nombreuses victimes dans certains Etats indiens, par suite de l'inefficacité du système de distribution alimentaire, de la misère et de l'indifférence des autorités

NEW-DELHI

Les pouvoirs publics le nient, mais de nombreux Indiens refusent d'admettre ce « *deuxième* », et pourtant les faits sont là : on meurt toujours de faim en Inde. Certes, les autorités n'ont pas contesté qu'une partie de la population vit dans des conditions de misère dénuement. Mais le discours officiel ne parle pas de « *mortalité* », mot tabou. Une étude publiée récemment dans plusieurs quotidiens nationaux indique en tout cas que l'extrême indigence fait encore rage dans certaines régions reculées du pays.

Durant les deux derniers mois de l'année dernière, environ 300 personnes sont mortes de faim au cœur des zones tribales du Tripura, dans le Nord-Est, a rapporté l'agence de presse indienne UNI. Ces informations ont été démenties par les autorités, mais le ministre responsable de ces régions a déclaré tout récemment que « *une partie souffrait de la faim* » à la suite des pluies torrentielles qui ont détruit les dernières récoltes. L'envoyé spécial au Tripura du *Journal The New York Times*, a cependant confirmé qu'un demi-millier de paysans et leur famille ont succombé à la famine après avoir épuisé pendant des semaines d'herbes et de racines...

« *MORT LENTE* » • Le magazine *Front Line* a consacré il y a quelque temps sa « *une* » aux désastres d'une dizaine de districts de l'Etat d'Andhra Pradesh : entre les mois d'août et de novembre 1991, 73 personnes appartenant à la caste des tisserands sont mortes de faim ou de maladies liées à la malnutrition dans cette région. Certains d'entre eux ont préféré se suicider plutôt que de subir les effets de la « *mort lente* », soutient *Front Line*. Ces tisserands vivent aujourd'hui dans des conditions de tragique pauvreté en raison de la concurrence des filatures industrielles et de la hausse des prix du fil à tisser.

La famine continue par ailleurs d'affecter le district « *maudit* » de Kalahandi, dans l'Etat oriental de l'Orissa, les plus démunis de populations tribales des pauvres souffrent régulièrement de la faim depuis plus de sept ans. Devant l'indifférence des autorités de l'Orissa, une commission nommée l'année dernière par la Haute Cour de justice. Après avoir enquêté pendant près d'un an dans les zones les plus touchées, le juge Mishra a remis un rapport le 14 février 1992. Non seulement le magistrat a confirmé que six personnes étaient bien mortes de faim, mais il accuse le gouvernement de l'Orissa d'avoir failli à ses obligations en ignorant totalement cette tragédie. Le nombre total des victimes pourrait en outre être bien plus élevé...

LAXISME • L'Inde n'est pas autant revenue au monde des grandes famines qui ont décimé le pays à l'époque de la domination britannique. La dernière en date remonte à 1943 et provoqua la mort d'environ deux millions de personnes au Bengale.

Les raisons s'expliquent plus par la baisse du pouvoir d'achat de certaines catégories socio-professionnelles ou le laxisme des élus locaux ; ces famines ont lieu sur une échelle relativement réduite et ne remettent donc pas structurellement en cause l'ensemble du système de production du secteur agricole.

A partir du début des années 60, la célèbre « *révolution verte* » a en effet permis à l'agriculture indienne de tripler son rendement grâce à l'amélioration du système d'irrigation et l'utilisation d'engrais chimiques et de semences sélectionnées. Depuis lors, s'enorgueillissent - à juste titre - les dirigeants indiens, le pays a franchi le cap de l'auto-suffisance alimentaire.

Cependant entre 250 et 300 millions d'Indiens, soit un tiers de la population, souffrent de la faim. Et selon les estimations fournies par la Banque mondiale et l'UNICEF, plus de 90 millions d'enfants survivent dans des conditions de malnutrition modérées ou graves dans beaucoup d'Etats indiens. « *Une* » n'est pas l'unique d'impor-



« *Après tout, ce n'est pas si terrible de mourir de faim sachant qu'on va être enterré sous des tonnes de nourriture* »

Résultat : en dépit des subventions accordées depuis toujours aux rations de base et du système de rations alimentaires, les plus démunis - généralement des gens de très faibles castes - ne peuvent pas acheter de nourriture au prix proposé par le marché.

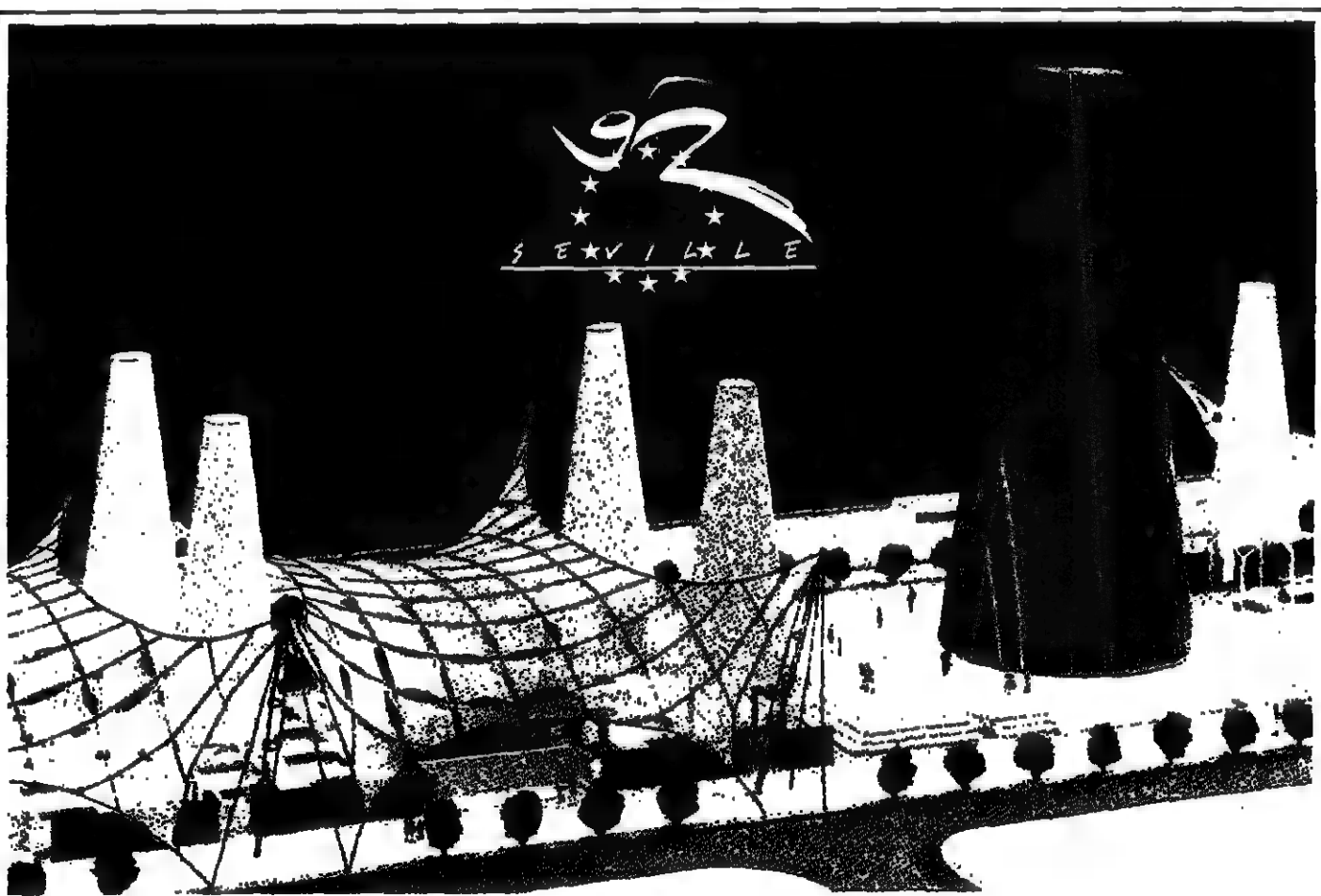
STOCKS • L'Inde n'est pas pour l'instant l'Inde à produire 177 millions de tonnes de blé en 1991, l'année dernière et pourrait, en principe, fournir quotidiennement à chacun de ses 800 millions d'habitants la livre de blé qui correspond au minimum alimentaire de 2 000 calories.

« *Quand on pense aux stocks gigantesques engrangés dans nos entrepôts, il y a de quoi être étonné* », ajoute Ashok Gulati, qui dirige le département d'emploi et de

« *Quand il y a vraiment urgence, le gouvernement s'en moque* », résume brutalement un étranger, étonné de voir l'Inde refuser, en pareille circonstance, toute aide extérieure, au nom des sacro-saints principes de l'autosuffisance et de l'indépendance nationale. La remarque de J. B. Patnaik, ancien ministre en chef de l'Orissa, qui avait assuré un jour que certains de ses concitoyens ne courraient pas le risque de mourir de faim, a été qualifiée de paranoïaque.

« *Quand il y a vraiment urgence, le gouvernement s'en moque* », résume brutalement un étranger, étonné de voir l'Inde refuser, en pareille circonstance, toute aide extérieure, au nom des sacro-saints principes de l'autosuffisance et de l'indépendance nationale. La remarque de J. B. Patnaik, ancien ministre en chef de l'Orissa, qui avait assuré un jour que certains de ses concitoyens ne courraient pas le risque de mourir de faim, a été qualifiée de paranoïaque.

Bruno Philip



Les Caisses d'Epargne d'Europe Partenaires Officiels du Pavillon de la Communauté Européenne. Expo 1992 - Séville

« *Vous cherchez des placements intéressants et nouveaux ?* »



« *Vous cherchez des placements intéressants et nouveaux ?* »

Pensez, voyagez, investissez Européen.

Vous souhaitez effectuer des opérations sur l'étranger ?

Vous souhaitez effectuer des opérations sur l'étranger ?

Vous êtes chef d'entreprise ?

La Caisse d'Epargne vous aide maintenant à développer vos transactions d'Import-Export directement ou avec ses filiales spécialisées.

Avec l'Exposition Universelle de Séville du 20 avril au 12 octobre découvrez le Partenariat des Caisses d'Epargne d'Europe. Découvrez aussi tous les services internationaux que vous propose votre Caisse d'Epargne.



CAISSE D'EPARGNE L'AMI FINANCIER

BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Società Anonima al Capitale di Lit. 1.000.000.000.000 - Riserva Legale Lit. 410.000.000.000

Les Assemblées ordinaires et extraordinaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoquées en Assemblée ordinaire et extraordinaire le 29 avril 1992 à 10 heures à Milan 1, Piazza Belgioioso 1.

Partie ordinaire
1) Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes; approbation du Bilan au 31 décembre 1991.
2) Nomination des Commissaires aux Comptes et de leur Président et des Commissaires aux Comptes pour la période de 1992/1994, conformément à l'art. 2382 du D.P.R. 31.3.75, n. 136, art. 2.

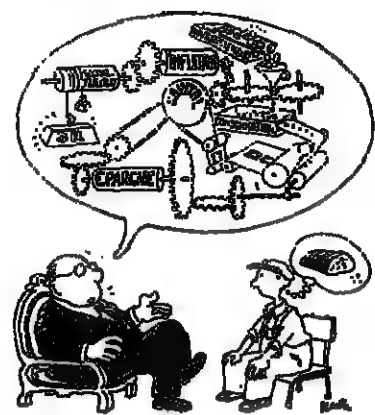
Partie extraordinaire
1) Proposition de modification des articles 2, 4, 12, 22, 28, 29, 30 du Statut.
2) Projet d'apport-fusion de Sesto 88 MN S.r.l., Milan et de Immobiliare Verde 90 S.r.l., Milan, à la Banca Commerciale Italiana S.p.A., Milan. Conditions et modalités de l'apport-fusion projetée. Délégation de pouvoirs.

Tout porteur d'actions ayant droit de vote peut assister à l'Assemblée, à condition, même s'il est absent, de déposer ses actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée aux caisses de la Banque ou à la Caisse Monte Titoli, habilitée à cet effet, conformément aux dispositions de l'art. 4 de la Loi du 29 décembre 1975, n. 1745.

Le Président du Conseil d'Administration

DOSSIER

Les offres publiques d'achat



Télemécanique, Bénédictine, La Compagnie industrielle et, plus récemment, le Printemps, Parier... et bien d'autres, les OPA multiplient et provoquent des batailles boursières et des contre-OPA. Complexité des montages, mécontentement des minoritaires. Mais par la réglementation de 1989, le recours aux tribunaux devient aujourd'hui de plus en plus fréquent. Conscient de ces limites, le gouvernement devrait bientôt annoncer une nouvelle réglementation sur la proposition des professionnels. Reste que, derrière le spectacle, les enjeux financiers, stratégiques et humains sont considérables. L'OPA de Martin sur Bénédictine représentait 132 milliards de francs de la société, soit 1,1 milliard de francs. Beaucoup d'opérations sont sous-tendues par le grand réajustement de l'industrie européenne. Dans cette course à la taille critique, les sociétés françaises sont souvent handicapées, tant par leur sous-capitalisation que par un verrouillage insuffisant, et ont tendance à se faire « grignoter ». Dans les entreprises, les salariés vivent souvent l'OPA comme une agression, surtout lorsque les changements d'actionnaires se multiplient. L'OPA, arme ultime de la guerre économique ? En tout cas, celle-ci est contestée par une vision de pensée qui voit dans le procédé le résumé des jeux du cirque et nie même son efficacité. Les Allemands, eux, n'aiment pas trop rester, grâce à leur corset juridique, à l'abri du mouvement.

Dossier établi par Catherine Lévi

Quels sont les tenants et aboutissants légaux ?

■ L'OPA est une technique boursière d'origine anglo-saxonne qui permet de prendre la majorité du capital d'une société cotée en faisant connaître publiquement à ses actionnaires son intention d'acquiescer leurs titres à un prix déterminé, en général supérieur au cours.

Depuis la réglementation sur les OPA du 10 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché financier, le déclenchement de l'OPA sur 66 % du capital est obligatoire qu'une personne physique ou morale détient plus de tiers des actions d'une entreprise. Objectif : éviter qu'un groupe puisse nommer ou révoquer le conseil d'administration d'une société en rassemblant une minorité importante d'actions en Bourse sans offrir aux actionnaires de racheter leurs titres. L'option 66 % plutôt que 100 % devait aussi permettre aux entreprises françaises, moins capitalisées que certaines de leurs homologues étrangères, de monter des opérations de restructuration.

Ce principe des deux tiers est aujourd'hui contesté, car il peut autoriser des montages dont le seul objectif est d'éviter à l'acquéreur de payer la totalité des actions et léser les actionnaires minoritaires face au vendeur du bloc majoritaire comme l'ont montré les affaires des Nouvelles Galeries et du Printemps. Possédant un petit nombre de titres, ces actionnaires risquent en effet de se retrouver dans le tiers non sollicité, donc, de facto, écartés de l'ellébante proposition financière et, qui plus est, en possession de titres souvent dépréciés après la fièvre de l'OPA.

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) s'est prononcé le 18 mars dernier en faveur d'une nouvelle règle qui obligera les OPA à porter sur 100 % du capital de la société visée. Les nouveaux textes préparés par la Société des Bourses françaises (SBF) ont été approuvés par le CBV le 8 avril et sont soumis à l'accord du ministère des finances.

« Une des meilleures façons d'éviter les OPA hostiles est de rendre ses actionnaires heureux. »

Victor Scherrer, PDG de Piletral, filiale de Grand Metropolitan

Quelle est la finalité des opérations ?

■ Le sujet est controversé. Pour les uns, l'OPA est un outil de restructuration industrielle au service d'une stratégie de croissance permettant à une société d'augmenter ses parts de marché, d'occuper de nouveaux créneaux, d'acquiescer les besoins de distribution, de marquer le tout par une politique de libéralisme économique et financier favorisant l'internationalisation des entreprises et la course à la taille européenne, voire mondiale.

Les plus sceptiques n'y voient, par contre, que les effets d'un capitalisme déviant, sans éthique, où le pouvoir de l'argent-roi s'exerce au détriment de l'entreprise, considérée comme un bien collectif à vocation sociale.

Particulièrement choquante à leur yeux est l'OPA sauvage, parfois marquée de délits d'initié, pratiquée par un raider qui espère réaliser de substantielles plus-values à court terme. Ils dénoncent surtout l'absence de technique au regard de ses propres objectifs et lui préfèrent les stratégies d'alliance et de coopération.

Que se passe-t-il pendant et après ?

■ Lorsqu'une OPA hostile est déclenchée, l'entreprise visée, qui se sent généralement assaillie, mobilise son état-major, voire ses salariés (comme la Télemécanique lors de l'OPA de Schneider), en cellule de crise. Pour assurer ou renforcer la fidélité des actionnaires, les dirigeants les rassurent à l'aide de motifs explicatifs et essayent d'obtenir les appuis juridiques et politiques afin de contenir l'OPA.

Activité fébrile également chez l'assailant, où, dès les premières de la préparation de l'opération, généralement secrète, sont réunis les représentants de la banque-conseil, le conseil d'avocats d'affaires, l'agence de publicité... Au cours des combats judiciaires, les adversaires s'efforcent de trouver la faille qui permettra de prendre l'avantage tout en veillant à respecter soi-même la réglementation complexe, sujette à interprétation par les autorités boursières.

Après l'OPA, voici le temps des restructurations. Objectif : marier les cultures et éviter les erreurs stratégiques, les rangs, les maux de pécuniaire, préretraites, mutations, évictions politiques, licenciements, la mutation ne passe pas toujours.

Les entreprises françaises sont-elles vulnérables ?

■ Les entreprises françaises sont effectivement réputées plus vulnérables aux OPA que leurs grandes homologues étrangères, compte tenu d'un capital souvent imparfaitement verrouillé, d'un familial, d'un pouvoir de capitalisation inférieur (40 milliards de francs pour Peugeot contre 85 milliards pour Toyota) et parfois de pratiques réglementaires moins protectrices.

Par exemple, une OPA n'est quasiment possible en Allemagne sans le consentement des dirigeants et des actionnaires, car le capital est concentré dans les mains de familles unies par des liens qui ont au demeurant, compte tenu d'un droit fort souple, la possibilité de démissionner de multiples façons. Les entreprises allemandes ont aussi main dans la main leurs banquiers, qui détiennent le monopole des transactions boursières et sont généralement dépositaires des titres de leurs clients. En ligne de mire aujourd'hui : l'agroalimentaire français, qui suscite la convoitise des multinationales et illustre la bataille géante autour de Parier.

Au total, fin 1989, sur les 252 secteurs de l'industrie manufacturière, seuls 130 sont entièrement détenus par des capitaux nationaux. De plus, les 33 entièrement sous contrôle étranger génèrent à eux seuls la moitié des importations de produits de haute technologie. Cette évolution ne manque pas d'inquiéter (le *Capital* partage, de J.-J. Fougère) Cette évolution ne manque pas d'inquiéter certains responsables, qui voient dans cette « fuite » des centres de gravité nationale un risque stratégique et même politique, malgré les promesses de l'Europe.

« La complexité de la réglementation actuelle favorise des interprétations contradictoires, parfois source de batailles judiciaires, et préjudiciables à la transparence et à la sécurité des marchés tant pour le public que pour les investisseurs étrangers. »

Henri Brandford Griffith, avocat à la cour

LEXIQUE

CONSEIL DES BOURSES DE VALEURS (CBV) et SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (SBF). Dès que le Conseil des Bourses de valeurs a saisi du projet d'OPA, il suspend la cotation des titres de la société concernée, informe la direction du Trésor et la direction générale de l'émission ainsi que le COB. Il dispose de cinq jours pour prononcer sur la recevabilité de l'offre et fixer les règles de déroulement de l'OPA. De son côté, la Société des Bourses françaises, institution financière spécialisée, assure le fonctionnement quotidien du marché en appliquant les règles établies par le CBV.

CHEVALIER BLANC. En lançant une offre concurrente, le chevalier blanc vient au secours d'une société « amie » visée par une OPA publique d'achat. Mais, parfois, il se transforme en chevalier noir en congédiant par exemple les dirigeants de l'entreprise amie après l'OPA.

COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE (COB). Investie de pouvoirs d'enquête, d'injonction et de sanction, la Commission des opérations de Bourse contrôle l'information diffusée au public et aux actionnaires, assure la surveillance du fonctionnement de la Bourse et donne le feu vert aux OPA (voir le 10 août 1989).

CONTRE-OPA. Une tierce entreprise lance une offre concurrente supérieure d'au moins 1 % après la publication au *Bulletin officiel* de l'offre principale.

DÉLIT D'INITIÉ. Le délit d'initié punit d'emprisonnement et d'amende toute personne d'une action en Bourse qui, avant ou pendant l'opération, a eu vent d'une information non connue du public à l'occasion de ses activités professionnelles. L'auteur, par exemple, s'expose à une peine de prison pour qu'il puisse intervenir sur le marché.

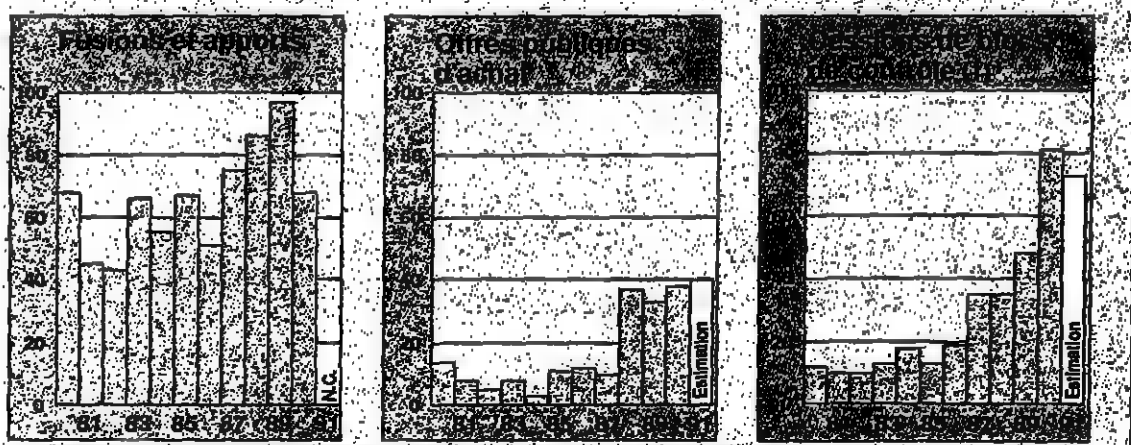
OPA AMICALE. Initiée de l'équipe dirigeante, l'offre publique d'achat amicale est censée répondre à une logique de restructuration du marché et améliorer l'efficacité du système productif au regard d'une gestion économique.

OPA SAUVAGE. Une OPA sauvage porte atteinte à l'indépendance de la société visée. Elle est lancée sans prévenir les dirigeants de l'entreprise visée, sans un objectif lucratif à court terme qui se répond par une logique économique.

PACTE D'ACTIONNAIRES. Le pacte d'actionnaires est une action concertée légitime utilisée pour défendre une OPA hostile. Parmi les clauses les plus classiques, on trouve le droit de préemption sur lequel un actionnaire s'engage à acheter en priorité les titres visés aux membres du pacte et la convention d'apport où les actionnaires s'engagent à vendre leurs titres à l'initiateur d'une OPA, quelles que soient les surenchères ultérieures.

RAIDER. Carnassier pour les uns, brillant capitaliste pour les autres, le raider prend le contrôle d'une entreprise en achetant la majorité des actions, obtient la majorité et installe une nouvelle direction.

LES OPERATIONS DE RAPPROCHEMENT



(1) Cessions de blocs de contrôle suivies d'un maintien de cours qui ont abouti au changement de contrôle, et parfois à la fermeture d'une société inscrite à la cote officielle, ou au second marché. Source: COB

VINGT ANS DE BATAILLES BOURSIERES

BIBLIOGRAPHIE

- Les OPA en France, de Michel Fleuriot, *La Gestion pratique*, mai 1991, 136 pages, 90 F.
- OPA-OPF, garantie de cours-retrait, d'Alain Viandier, Litec, avril 1991, 220 pages, 260 F.
- OPA et stratégies anti-OPA, une approche internationale, de Philippe Agnelli, Laurent Geoffroy, Jean-Claude Viarnaud, Editions Eska, mai 1989, 231 pages, 190 F.
- Le Capital partage, de Jean-Jacques Fougère, Calmann-Lévy, décembre 1991, 217 pages, 120 F.
- Dans la jungle des affaires, de Victor Scherrer, Le Seuil, mai 1991, 315 pages, 120 F.
- Les Entreprises de bonne compagnie, stratégies de coopération et de partenariat, de Tom Lloyd, Calmann-Lévy, janvier 1992, 246 pages, 120 F.

1969, OPA sur Saint-Gobain. - BSN lance une OPA hostile contre Saint-Gobain, qui se solde par un échec car les alliés de cette dernière ont pu acheter - en l'absence de réglementation de la COB - l'époque - les actions sur le marché à un cours supérieur à celui de l'offre.

1987, OPA sur la Télemécanique. - Lors de l'OPA lancée et finalement réussie par Schneider, la Télemécanique a transféré à Framatome, chevalier blanc, des titres hors marché, une opération jugée irrégulière par la cour d'appel de Paris.

1988, OPA sur Bénédictine. - En décembre 1987, en vue d'une augmentation de capital, Bénédictine convoque une assemblée générale pour le 25 janvier 1988. Or, le 11 janvier, Remy Martin avait déposé une OPA, qui créait une situation ambiguë. Après ajustement, l'assemblée générale, Bénédictine

est passée sous contrôle de son chevalier blanc, Martin, qui a surenché sur l'offre de Remy Martin. Depuis la législation de 1989, l'augmentation de capital est possible en l'absence d'OPA sous certaines conditions.

1989, OPA sur la Compagnie Industrielle. - Lors de la gigantesque OPA (plus de 27,3 milliards de francs après surenchère) de la Compagnie Industrielle de Suez sur la Compagnie Industrielle (contrôlant le groupe Victoire), le tribunal de commerce a interdit la vente hors OPA publique des 14,6 % d'actions détenus par ses sous-filiales (bloc d'auto-contrôle).

1989, OPA sur la Compagnie de Navigation Maritime. - Clarification de l'action de concert (adoption d'une politique commune des actionnaires d'une même entreprise) date-butoir des surenchères, l'opé-

ration lancée par Paribas a mis en relief les difficultés d'application de la réglementation.

1991, OPA sur les Nouvelles Galeries. - L'OPA de Galeries Lafayette a été limitée par la réglementation sur l'OPA partielle. Après l'opération, l'action avait monté de 40 %, un bon manque à gagner pour les actionnaires des Nouvelles Galeries qui n'ont pu vendre leurs titres.

1991, OPA sur le Printemps. - L'OPA de Pinault n'a pas fini de faire du bruit. Alors que le détenteur du bloc majoritaire, les frères suisses BSN et Nordmann, a voulu ses titres au prix fort, les minoritaires n'ont pu bénéficier des mêmes pages sur l'ensemble de leurs titres. En outre, Pinault envisageait de financer le récent rachat de Conforama par la trésorerie de la société d'endettement du Printemps, ce

craignent de se retrouver avec des titres dépréciés. Plaidant la manipulation frauduleuse de l'action, les BSN ont demandé l'annulation de l'OPA à 100 %. En dernier ressort les petits actionnaires ont été déboutés.

1991, OPA sur Exor. - Une affaire ingérable à multiples rebondissement judiciaires a opposé des géants de l'agroalimentaire européen. Au départ, en novembre 1991, l'Ifint, holding de la famille Agnelli, lançait une OPA sur les deux tiers du capital d'Exor qui contrôle 35 % de Parier. Ont suivi, l'OPA de BSN, de BSN sur Exor et, maintenant, après jugement de la cour d'appel de Paris, l'OPA d'Exor sur Parier. Soit, depuis le début, quatre OPA concurrentes qui ont fait monter les enchères à 20 milliards de francs. Finalement, après accord à l'amiable, entre les différentes parties, Parier est passé chez Nestlé.

LIVRES

Produire à la japonaise

Une analyse détaillée et enthousiaste de la méthode de « production au plus juste » qui est à l'origine du développement foudroyant des constructeurs automobiles japonais.

LE SYSTÈME QUI VA CHANGER LE MONDE
par James P. Womack,
Daniel T. Jones, Daniel Roos
Dunod, 349 pages, 235 F.

Il est rare qu'un ouvrage de gestion devienne un succès de librairie. Tel est pourtant le cas pour le *Système qui va changer le monde*, un livre sorti en 1990 aux Etats-Unis et dont tous les acteurs de l'industrie automobile ne pouvaient s'empêcher de parler avant même que le livre ne soit traduit et publié en France.

Ce livre est la synthèse des résultats d'un projet de recherches sur l'industrie automobile dans le monde, lancé par le MIT (Massachusetts Institute of Technology) en 1985. Selon l'éditeur, ce projet IMVP (International Motor Vehicle Program) aurait coûté 5 millions de dollars, soit 27 millions de francs. Que ce chiffre soit ou non véridique, le fait est que l'ouvrage mérite de devenir un livre de référence. Non seulement dans l'industrie automobile, mais aussi dans tous les autres secteurs du secondaire ou du tertiaire. La partie quantitative

en fait une remarquable étude comparée des différents systèmes de production dans le monde, et de leur productivité relative. Il analyse les corrélations (ou l'absence de corrélations) entre productivité et qualité d'une part, productivité et automatisation d'autre part. Et permet de comparer les performances des usines japonaises installées au Japon, aux Etats-Unis, ou en Europe et des usines européennes ou américaines sur leur propre territoire.

La partie qualitative est une description de « la production au plus juste » (*lean production* en anglais), c'est-à-dire du système de production japonais, dans sa globalité. Cela signifie qu'il ne se limite pas à la méthode Kanban (le fameux zéro stock, zéro défaut). Il décrit les méthodes d'organisation japonaises, depuis la conception des produits jusqu'à leur commercialisation. Sans oublier les relations avec les fournisseurs et les modes de financement. Il montre pourquoi l'avancement de projet sous la conduite d'un homme-projet, le *shusa*, ayant une réelle autorité, est une des clés de l'efficacité japonaise. Tout comme la responsabilité

des équipes. Il dépeint les liens très étroits qui unissent le constructeur à son réseau de fournisseurs (« les relations conflictuelles s'effacent pour laisser place à des relations consensuelles ») et à son réseau de distribution.

On a souvent parlé de la prise en compte, par les échelons hiérarchiques supérieurs, des suggestions émanant des ouvriers d'une usine. On connaît sans doute moins la façon dont vendeurs et concepteurs de produits échangent aussi des informations ; les méthodes employées pour que chaque vendeur suive l'évolution des besoins de sa clientèle, ce qui explique pourquoi cette clientèle est remarquablement fidèle ; et comment cette fidélité devient un moyen efficace de verrouillage du marché, vis-à-vis des constructeurs étrangers en particulier.

TOYOTISME. • L'explication des modes de financement complète le tableau. Elle conduit les auteurs à montrer comment fonctionnent les réseaux d'entreprises japonaises, ces fameux *keiretsu*, qui protègent les entreprises contre les OPA, mais aussi leur permet d'obtenir des prêts bon marché.

A travers un exemple, l'industrie automobile, c'est ainsi l'ensemble des méthodes de gestion japonaises qui est décrit. Et dont doivent pouvoir tirer parti non seulement les industriels, mais aussi les entreprises de services désireuses de diminuer leurs coûts.

Opposant sans cesse le modèle de production de masse (le fordisme), au modèle de production au plus juste (le toyotisme), les auteurs n'oublient pas non plus les

spécificités du modèle européen, en matière de sous-traitance, ou de distribution.

Un reproche néanmoins : l'enthousiasme des auteurs pour la production au plus juste occulte certains aspects positifs de la production de masse, qui demeure très efficace dans un marché stable, en forte croissance (il permit aux constructeurs automobiles français de gagner des milliards en 1989). Cet excès d'enthousiasme conduit les auteurs à faire quelques erreurs d'analyse. Deux ans après la sortie du livre aux Etats-Unis, on sourit de lire que « General Motors et les constructeurs européens... semblent mourir à petit feu, pendant que les entreprises au plus juste - Ford en fait désormais partie - remportent victoire sur victoire ». Or, en 1991, c'est le contraire qui s'est produit : pendant que Ford déclarait des pertes tant en Amérique du Nord qu'en Europe, General Motors dégageait des bénéfices sur le Vieux Continent. Quant aux européens, ils ont plutôt bien tiré leur épingle du jeu, Renault, comme Peugeot ou l'ensemble des constructeurs allemands, dégageant tous des bénéfices. « La résistance des « dinosaures », General Motors, Renault, Volkswagen, Fiat... incapables à transformer leurs méthodes au cours des années 80 » nous paraît ainsi être très exagérée. Il suffit de visiter leurs usines pour se rendre compte que ces entreprises mettent en application certains aspects des méthodes de production au plus juste. Mais peut-être les auteurs du « système qui va changer le monde » y sont-ils pour quelque chose.

Annie Kahn

NOTES DE LECTURE

L'ALGERIE EN CRISE. CRISE ECONOMIQUE ET CHANGEMENTS POLITIQUES
Abderrahim Lamchichi,
L'Harmattan,
400 pages, 210 F.

L'auteur, qui s'était intéressé au phénomène de l'islamisme au Maghreb, présente ici, dans une démarche sociopolitique et économique, l'histoire de l'Algérie depuis l'indépendance. C'est un ouvrage complet, où de nombreux tableaux et graphiques, ainsi qu'un commentaire un peu lourd, très imprégné du vocabulaire de la sociologie marxiste ou critique, montrent les étapes de la construction d'une industrie d'Etat et la mise en place d'une stratégie de développement. Industries industrialisantes et volontarisme débouchent sur les épreuves d'octobre 1988. C'est un peu le livre de l'Etat-FLN, à l'image de cet Etat-FLN, sans excès d'imagination. Outil intéressant, isolé d'ailleurs, pour comprendre les tentations populistes après les erreurs d'un pays.

LE COMMERCE INTERNATIONAL
sous la direction
de Jean-Yves Capul,
Les Cahiers français,
La Documentation française,
124 pages, 50 F.

D'une lecture aérée par de nombreux encadrés et graphiques, voici un document de référence sur les échanges mondiaux. On y parle aussi bien de l'Uruguay Round que de la théorie des avantages comparés, du retour du protectionnisme, des investissements directs dans le monde ou des multinationales. Une partie spéciale est réservée au thème de la France dans le commerce mondial.

LA DÉMOGRAPHIE
de Jacques Vallin,
La Découverte, coll. Repères,
126 pages, 40 F.

Directeur de recherches à l'INED, « le meilleur spécialiste français de la mortalité », disait Alfred Sauvy, Jacques Vallin propose dans la même collection un troisième ouvrage de démographie : le commentaire est fait. Ajoutons simplement que l'étudiant n'y trouvera pas les démonstrations des principales relations de la démographie, ni de propositions, ni de thèmes novateurs.

En revanche, une présentation : des modèles (populations stables) et concepts (transition, mortalité exogène et endogène, etc.) d'un grand classicisme, ainsi que des données de population d'actualité. Ce livre est donc le premier chapitre indispensable avant d'attaquer toute autre lecture de démographie.

B. M.

LA GRANDE TRANSITION : ECONOMIE DE L'APRES-COMMUNISME
sous la direction
de Gérard Duchêne
et Robert Tartarin,
« Regards sur notre temps »,
éditions Cujas,
144 pages, 217 pages.

Ce recueil consacré aux bouleversements économiques actuellement en cours à l'Est rassemble une série de textes de référence. Ils couvrent les principaux aspects de la transition : politique économique, privatisation, démonopolisation, prix, emploi, monnaie, commerce extérieur...

Il constitue un guide indispensable pour celui qui veut approfondir l'enjeu des débats sur les réformes économiques dans les ex-économies planifiées.

P. D.

A. B.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous proposez une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

conducteurs

Avec le bon profil pour réussir aux USA.



Nouveau vol direct Paris/Houston.
Plus de 100 correspondances quotidiennes
depuis Houston.

L'ouverture de la ligne Paris-Houston le 2 juin 1992, sous réserve d'approbation gouvernementale.

Avec Continental Airlines,
l'Amérique devient de plus en
plus simple. Désormais,
chaque jour, notre nouveau
vol direct Paris-Houston vous
permet de profiter sur place
de plus de 100 correspondances
vers de multiples destinations.
Et pour vous rendre les
choses encore plus agréables,
Continental Airlines met à
votre disposition,

pour tous ses vols Paris/
Etats-Unis en Première
Classe et Classe Affaires,
son service quatre étoiles :
voiture avec chauffeur, de
chez vous à Orly, Concorde
International pour faciliter
vos formalités et accès aux
salons prestige du President's
Club. Décidément, avec ses
vols Paris-Houston, Paris-
Newark et leurs nombreuses

correspondances, Continental
Airlines est vraiment
la compagnie qui vous simplifie
l'Amérique.

Continental Airlines
92, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris - Tél. : 42.25.31.31.
ou chez votre agent de voyages.

Continental Airlines



La compagnie qui vous simplifie l'Amérique.

CHRONIQUE • par PAUL FABRA

Le Prince, Canal Plus et le plan câble

UNE mésaventure comme celle du « plan » que la gauche a lancé en grande pompe pour le câble, il y a dix ans, est un de ces bides qui font douter, à Londres, Bonn ou Stockholm que les représentants de la France savent bien de quoi ils parlent lorsqu'ils poussent à l'adoption d'une « politique industrielle » pour la Communauté tout entière. Encore, de l'extérieur, n'est-on pas en mesure – c'est une chance – d'en détecter tous les aspects. L'un d'eux se traduit par un scénario édifiant. La République des camarades, version mitterrandienne, bénéficie d'abord largement de la démesure du projet où l'on retrouve tous les ingrédients, baptisés principes, d'une politique inspirée du socialisme (alias gaullisme) national : économie mixte, « culture », mirage de la high tech. Cela met les camarades en bonne posture pour jouer les sauveurs quand le sinistre devient patent et général.

La liquidation de La Cinq met en lumière le caractère global de la crise. La politique audiovisuelle de l'Elysée a, entre autres, consisté à courir tous les lièvres à la fois. Pour commencer, on a voulu procéder à un câblage serré du territoire national, à l'instar de ce qui existe en Allemagne, en Belgique, dans les mégapoles américaines. Les bonnes raisons ne manquaient pas pour cette ambition. Elles sont aujourd'hui encore plus valables qu'hier. Cette technique est moins chère que la transmission par satellite. Une ville d'abonnés au câble, c'est une ville sans antennes sur les toits. La qualité de l'image est constante

puer que de ne pas en faire un critère absolu de jugement. Impossible, comme on le ferait d'une entreprise privée ordinaire, de se contenter de juger Canal Plus sur ses propres mérites. Cette société doit sa naissance à une décision réglementaire. Si son développement se révèle être un facteur d'enrichissement, à tout le moins de retard, pour le développement d'autres initiatives régionales, elle n'échappe pas à la question : le privilège concédé sert-il ou dessert-il l'effort demandé aux Français pour adapter et moderniser l'audiovisuel ?

En ce qui concerne la rivalité de fait entre la chaîne hertzienne payante et les intérêts commerciaux du câble, les choses sont en train de s'arranger. L'ami du Prince s'est fait bon prince. La société dirigée par André Rousselet collabore désormais avec les « éditeurs » des programmes spécifiques au câble. Le « bouquet » des sept chaînes à thème distribuées par le câble (Planète, Ciné-Cinéma, Canal J, TV Sport, etc.) serait en odeur de sainteté auprès d'une clientèle grandissante.

Les résultats de l'apparence de politique menée depuis dix ans peuvent se résumer à quelques chiffres. Le fameux retard à l'égard de l'Allemagne, invoqué à tout bout de champ, prend ici tout son sens dramatique. Il est entièrement imputable à l'incurie gouvernementale (ou présidentielle) française. Le hasard aura voulu que les deux pays se soient lancés simultanément, en 1982, dans l'entreprise du câblage. En dix ans, France Télécom (et son prédécesseur, la Direction générale des télécommunications) a dépensé 14 milliards de francs (hors frais financiers) afin d'installer les câbles nécessaires pour rendre possible le raccordement de 3,8 millions de logements (les « raccordables »).

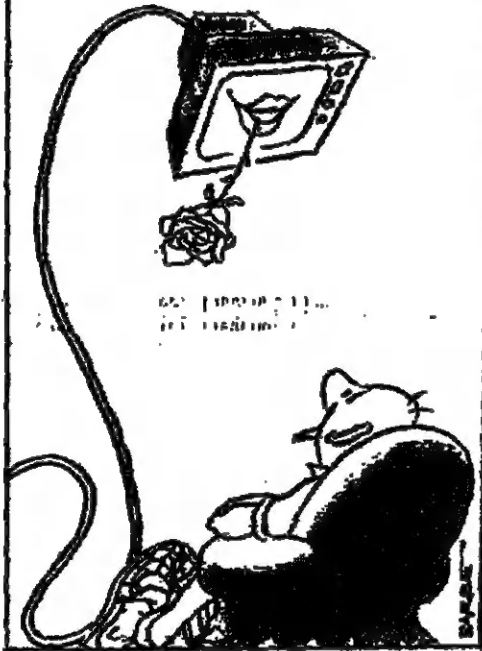
L'opération a été d'autant plus coûteuse qu'on a cru bon d'en profiter pour promouvoir un matériel nouveau : le câble optique. On en promettait monts et merveilles pour l'industrie française. Il fallut se rabattre sur la technique éprouvée du câble coaxial en cuivre. Les Allemands s'en étaient accommodés dès le départ. De façon plus classique, des pressions politiques ont trop souvent conduit à multiplier les ouvertures

de sites. D'ici à 1995, le total de l'investissement doit s'approcher de la trentaine de milliards. Ce sera dix à quinze milliards de moins que la somme mise en jeu, de 1982 à 1992 par la Bundespost chargée de « câbler » le territoire de la République fédérale. Le contraste est frappant dès qu'il s'agit de comparer le rendement du capital public affecté, dans les deux pays, à une tâche identique. En France, une petite fraction seulement des foyers raccordables ont décidé de s'abonner au câble. Selon les chiffres officiels, ils seraient un peu plus de 800 000. Mais il semble bien qu'on oublie de radier les désabonnés et les mauvais payeurs. Quoi qu'il en soit, la comparaison avec les 9,4 millions d'abonnés allemands (pour 18 millions de « raccordables ») est accablante.

En Allemagne, les travaux entrepris sont en bonne voie d'achèvement. Pas en France, où le bilan financier est encore sérieusement alourdi par les subventions annuellement allouées aux chaînes publiques. Leur déficit cumulé se monte à quelque 8 milliards. Là aussi, l'Etat avait eu les yeux plus grands que le ventre du marché. Il avait largement surestimé les recettes publicitaires. Il faut encore mentionner les 3,5 à 4 milliards perdus pour construire les deux satellites (TDF1 et TDF2) superperfectionnés mais à moitié en panne.

Les Allemands ont tout de suite tiré les conséquences de l'énorme effort financier consenti en faveur du câblage. Dans les municipalités ou quartiers « câblés », un consensus s'est vite établi pour interdire d'installer de nouvelles antennes et coupoles (pour transmission directe en provenance des satellites). Ne reste plus que le raccordement. Les spécialistes français sont de plus en plus nombreux à penser qu'il faudra en passer par là. Faute de quoi, c'est 30 milliards que l'économie française, orientée par la puissance publique, aura, dans ce domaine, dissipés. Cette solution, il est vrai, conférerait aux câblo-opérateurs une position dominante dans leur zone d'exploitation.

Il arrive que les compagnies des eaux adoptent localement des comportements de monopole. Voilà un autre sujet, le respect sans faille du droit des abonnés individuels, que le législateur doit prendre en compte pour sauver le projet. C'est l'arbitraire qui a fait échouer, jusqu'à ce jour, le plan câble.



La liquidation de La Cinq met en lumière le caractère global de la crise. La politique audiovisuelle de l'Elysée a, entre autres, consisté à courir tous les lièvres à la fois. Pour commencer, on a voulu procéder à un câblage serré du territoire national, à l'instar de ce qui existe en Allemagne, en Belgique, dans les mégapoles américaines. Les bonnes raisons ne manquaient pas pour cette ambition. Elles sont aujourd'hui encore plus valables qu'hier. Cette technique est moins chère que la transmission par satellite. Une ville d'abonnés au câble, c'est une ville sans antennes sur les toits. La qualité de l'image est constante

L'effet d'éviction du câble a été porté à son comble, avec le lancement de Canal Plus. De toutes les chaînes hertziennes, c'est la seule qui soit payante. Notons que la « gratuité » des autres signifie qu'elles sont payées soit par le consommateur via la publicité, soit par le contributeur via les subventions aux chaînes déficitaires. Ces coûts ne sont pas directement perceptibles. Au contraire, Canal Plus est une chaîne d'abonnés grâce au procédé du « cryptage » (on ne peut la recevoir en clair qu'en employant un décodeur).

Les usagers se sont montrés moins adeptes de la « société de consommation » que ne l'avaient espéré les chantres du « changer la vie ». Ils ne se sont pas précipités sur tous les abonnements à la fois. Le prix fait réfléchir : par mois, 166 F pour Canal Plus, autour de 150 F (abonnés bientôt à 130 F ?) pour le câble. L'avantage technique du câble n'étant pas à ce point décisif, la compétition va se porter entièrement sur l'attrait des programmes. On ne s'abonne pas à un moyen de transmission ! A ce jeu Canal Plus, et son équipe ramassée de professionnels de talent qu'anime André Rousselet, va l'emporter haut la main, un bon marketing aidant. En face d'eux, les sociétés exploitantes du câble, les câblo-opérateurs, dispersent leurs efforts. Les trois plus importantes d'entre elles sont fondées, l'une par la Générale des eaux, l'autre par la Lyonnaise des eaux, la troisième par la Caisse des dépôts. C'est France-Télécom qui finance les gros investissements. Les câblo-opérateurs ne sont pas tellement pressés d'attirer des abonnés. Parce qu'il a su se constituer rapidement une audience, André Rousselet tire admirablement parti du privilège qu'il a reçu de l'Etat : toucher des abonnements. Cet atout se révèle déterminant en période de récession, quand les recettes publicitaires fondent. Canal Plus est une des plus brillantes réussites financières, boursières, managériales et, bien sûr, professionnelles (l'intelligence des goûts du public) de ces dernières années. Ses mérites sont justement reconnus. Ce n'est pas les dimi-

Le débat sur l'avenir

Osons, camarades !

par DENIS BONVALOT (*) et ALAIN TACQUIN (**)

Dans un contexte national, international, surtout européen, qui exige pour tous les salariés français un outil syndical puissant, adapté et représentatif, le syndicalisme français est affaibli, divisé, souvent inopérant.

Cette situation ne doit pas perdurer. Les querelles de boutique doivent faire place au débat des idées et des projets. C'est de cette confrontation que peut sortir un dessin crédible pour reconstruire le syndicalisme français.

Depuis quelque temps, des signes réconfortants semblent indiquer une évolution. Des actions syndicales montrent que certaines habitudes sectaires sont dépassées. Les non-syndiqués s'organisent à leur façon et prennent ainsi leur place dans le combat revendicatif. Des militants de la FEN, de la CFDT, de FO ou de la CGT, sans renier leur propre engagement, font la démonstration que certains tabous paralysants peuvent être surmontés au profit de l'intérêt général des salariés.

Des barrières existent. Des désaccords subsistent. Des intérêts contradictoires, souvent extérieurs à la mission du syndicat, sont encore trop souvent cultivés.

Qui. Nous en sommes bien conscients. Mais doit-on s'y soumettre ou s'en satisfaire ? Non.

Une réflexion collective des syndiqués prenant en compte les opinions de ceux qui ne le sont pas pourra seule définir un nouveau syndicalisme unitaire. Il est possible néanmoins d'avancer quelques réflexions.

Rattraper les retards

L'expérience et la tradition du syndicalisme français ne sont pas à balayer d'un revers de main. Ce dernier doit rattraper les retards qu'il a pu prendre, s'adapter à une société française et à un monde qui ont beaucoup changé.

Les aspirations nouvelles du monde du travail doivent être mieux cernées et mieux prises en compte. Elles recouvrent des exigences nouvelles dans le domaine de la démocratie économique et sociale. Elles obligent à la définition concrète d'une citoyenneté à part entière sur les lieux du travail. Pour cela, un droit syndical adapté doit être conçu. Il doit être reconnu, respecté, élargi, décentralisé jusqu'au poste de travail, quelle que soit la nature ou la dimension de l'entreprise.

Au fil des ans, la division syndicale a mené à une sorte de spécialisation des grandes centrales. Cela a conduit dans de nombreux cas à une opposition idéologique, stérile et injustifiée entre des conceptions et des méthodes d'action syndicale en réalité complémentaires.

Quelques exemples. Doit-on continuer à opposer

un syndicalisme de lutte à un syndicalisme de proposition ? un syndicalisme de services à un syndicalisme de revendications ? un syndicalisme indépendant à un syndicalisme lié à l'ensemble du mouvement social ? un syndicalisme d'action à un syndicalisme de réflexion ?

A notre avis, l'action syndicale doit prendre en compte l'ensemble de ces conceptions qui ne sont pas contradictoires. Au contraire, leur synthèse offre à la fois l'efficacité et la possibilité de rassembler les salariés.

L'histoire de notre mouvement syndical a été fortement marquée par la politique. Il a payé et paye encore certaines ingérences ou confusions.

Des leçons sont à tirer de cette expérience. Le syndicat est l'organisation de base des citoyens-salariés. Si l'on en convient, nous devons alors reconnaître que le syndicalisme a des limites idéologiques, qu'il ne peut se substituer au rôle et à la fonction d'un parti politique, pas plus qu'il ne peut être la courroie de transmission. Aujourd'hui, devant la perte de crédibilité ou d'intérêt du syndicalisme, on s'interroge souvent sur le rôle qu'il devrait jouer. On serait tenté de répondre tout simplement : défendre les intérêts particuliers et généraux des salariés.

La France connaît actuellement une situation politique et sociale difficile, complexe, voire dangereuse pour le monde du travail et l'ensemble du corps social.

La seule route

L'émergence d'une extrême droite ouvertement affichée, la montée des intolérances, du racisme et des idées rétrogrades incitent directement les syndicalistes. Ils doivent faire face à des défis sociaux prioritaires : un chômage insupportable, la marginalisation d'une partie de la population, en particulier de la jeunesse, le maintien d'une vraie protection sociale, un engagement actif dans la construction d'une Europe sociale concrète, etc.

Pour l'heure, les moyens réels du syndicalisme français sont loin d'être à la mesure de ces enjeux. Son affaiblissement a permis dans de nombreuses entreprises ou secteurs professionnels, en particulier dans les PME-PMI, l'existence de véritables déserts syndicaux, où le mémoire et la culture syndicales disparaissent.

Il est temps, grand temps, que les syndicalistes eux-mêmes mettent fin à cette situation qui, à terme, pourrait être irréversible. Il y a urgence sociale, il y a urgence pour la démocratie.

Même si, comme le rappelle d'ailleurs et à juste titre Jean Kasper, « le chemin des convergences » est un long chemin tranquille, c'est bien la seule route qui reste à prendre. Car, si pour rester, de ci, de là, d'ultimes réduits. Cela ne doit pas nous empêcher d'oser vouloir changer les choses. Osons vite, camarades !

BACHELIERS, DECOUVREZ LE NOUVEAU MONDE DU MANAGEMENT

3 Centres d'enseignement : Paris-La Défense, New-York, Tokyo
10 Années de contacts permanents avec les plus grandes entreprises américaines et japonaises

Une Ecole Supérieure de Commerce permettant une réelle immersion économique et culturelle au Japon et aux Etats-Unis

4 Années d'études, dont une année à Tokyo et à New-York.

ADMISSIONS
- En 1ère année : Bac + concours
- En 2ème année : BTS, DEUG, DUT + concours.

CESMI 83, avenue François Arago
92000 Nanterre La Défense Tél : (16 1) 46 95 10 00
RUE Henri Matisse (à l'angle de l'avenue de la République)
Département d'Enseignement Supérieur Technique Privé

L'ECOLE DE POINTE DU MANAGEMENT INTERNATIONAL

alternatives économiques EN KIOSQUE 30 F

HORS-SÉRIE
L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE

L'ANALYSE PERTINENTE DES GRANDES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

Reprise, investissement, emploi, commerce extérieur, entreprises, pays de l'Est, tiers-monde, environnement

UN BILAN COMPLET

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

(*) Ancien secrétaire de la CGT-Lorraine et ancien représentant de la CGT à la FSM.
(**) Ancien responsable de la fédération de la métallurgie CGT et toujours adhérent de la confédération.

HÔTEL DU RHÔNE GENEVE

Parce que l'on s'y sent bien.

TEL : (41 22) 731 88 31
FAX : (41 22) 732 45 58

Les mots de la micro

LE PERMIS DE COMPRENDRE EN 2000 DEFINITIONS

En vente en librairie

95 F DUNOD / ITC

OPINIONS

du syndicalisme

Vingt ans d'érosion de la CGT et de la CFDT

par ANTOINE BEVORT (*)

La faiblesse numérique du syndicalisme français est un fait bien établi, incontesté, dont la mesure exacte demeure cependant un exercice délicat. La France est le seul grand pays industrialisé où aucun organisme de recherche, aucune institution administrative, ne produit régulièrement des statistiques à la fois fiables et détaillées sur les effectifs syndiqués. Que la France soit aussi le pays avec un des taux de syndicalisation les plus bas n'est sans doute pas étranger à cette lacune.

Nous avons tenté de reconstituer l'évolution des effectifs syndiqués à la CGT et à la CFDT depuis 1970 en confrontant les chiffres officiels à des données financières ou administratives publiées plus ou moins régulièrement par les deux confédérations ou certains de leurs organismes.

Observons d'abord que les confédérations elles-mêmes ne maîtrisent que partiellement le nombre précis de leurs adhérents. Dans les deux organisations, la carte est devenue gratuite ou plurianuelle, et les effectifs syndiqués sont déduits du nombre de timbres mensuels (trimestriels pour les retraités) achetés par leurs organisations aux trésoreries confédérales. A combien de timbres en moyenne correspondent les adhérents revendiqués par les deux premiers syndicats français? La CGT comme la CFDT semblent retenir pour leurs chiffreages une moyenne, variable selon les années, oscillant entre six et huit timbres mensuels par adhérent actif. En réalité, le cotisant régulier paie, en moyenne, plus de timbres. Malgré de fortes inégalités entre fédérations, nous avons fondé l'estimation sur la convention commune d'un cotisant régulier réglant neuf timbres mensuels, pour les actifs, et quatre timbres trimestriels, pour les retraités.

Pour la CGT, le chiffreage est effectué à partir des rapports financiers publiés à chaque congrès confédéral. Nous ne disposons que pour une année, 1973, du nombre de timbres actifs payés. Pour toutes les

années, la CGT publie en revanche les recettes confédérales au titre de ses cotisations, ainsi que les différents taux de cotisation. En postulant que les proportions relatives d'adhérents retraités et actifs indiquées par la CGT sont exactes, ces données permettent de calculer le nombre de syndiqués.

Dans le cas de la CFDT, nous avons pu vérifier que les chiffres publiés par la confédération entre 1970 et 1983 correspondaient à une moyenne de huit timbres, comme elle l'annonçait. Nous avons pu réunir pour les années suivantes des informations nous permettant de reconstituer le nombre de timbres placés par ses syndicats. L'écart entre notre estimation et les chiffres annoncés par la CFDT est lié à une définition différente du cotisant régulier. Malgré une inévitable marge d'incertitude, ces données permettent de mieux cerner l'évolution sur vingt ans de la syndicalisation à ces deux confédérations, et de comparer leurs fluctuations et leur influence respectives.

Déclin inégal

Globalement, comme le tableau ci-joint l'indique, la CGT a perdu en vingt ans plus des deux tiers de ses effectifs, alors que la CFDT accuse une baisse d'environ 30 %. La CGT a reculé deux fois plus vite que la centrale cégétiste. L'idée assez répandue selon laquelle les deux confédérations seraient touchées par un égal déclin est donc très exagérée. En fait, le tableau montre que si les deux organisations s'inscrivent toutes deux dans une tendance globale de déclin, l'ampleur du recul comme le rythme des fluctuations de la syndicalisation depuis vingt ans sont différents.

Alors que la CGT stagne au début des années 70, les cégétistes connaissent alors une progression assez vive, gagnant environ un quart d'adhérents. Les difficultés de la centrale cégétiste sont nettement antérieures à la fin des années 70, comme le suggèrent d'ailleurs également les chiffres

officiels. La CGT n'a guère profité des retombées de mai 68, contrairement à la CFDT, dont les fédérations, notamment ouvrières, ont alors vivement progressé, croissance qui s'est maintenue jusqu'en 1978. A contrario, le renversement de tendance que subit la CFDT à partir de 1977-1978 apparaît comme assez inattendu pour une organisation qui voulait rénover le paysage syndical.

1977 et 1978, années cruciales

Dans la deuxième moitié des années 70, la CGT perd, d'après notre estimation, plus d'adhérents qu'elle ne veut bien le reconnaître officiellement, alors que la CFDT amorçait un recul modéré. Les années 1977 et 1978 apparaissent comme une période cruciale dans l'évolution de la syndicalisation. Le déclin cégétiste s'accroît, la centrale cégétiste stagne puis entame le reflux. Malgré des effectifs jusqu'alors faibles à l'aune internationale, les syndicats français jouissaient alors d'une réelle représentativité, que la désyndicalisation va largement entamer.

Quel rôle ont joué la rupture de l'union de la gauche, l'échec électoral de 1978? Chacune à sa façon, les deux organisations avaient beaucoup investi dans une victoire politique qu'elles croyaient acquise. Les années 1980-1982 confirment la sensibilité de la syndicalisation au calendrier politique. L'élection présidentielle se traduit par un ralentissement dans les pertes pour la CGT en 1981, amorcé dès 1980, et la CFDT bénéficie même d'un léger progrès en 1982. Mais ce n'est qu'un sursaut provisoire. Les effectifs syndiqués chutent sévèrement par la suite.

Depuis 1978, la CGT a vécu treize années de recul, dont six années de pertes supérieures à 10 %. La CFDT connaît pour sa part quatre années difficiles entre 1983 et 1987, pendant lesquelles ses pertes frôlent chaque fois les 10 %. A partir de 1988, les deux confédérations semblent affronter une même

hémorragie. Par rapport au maximum atteint en 1976, la CFDT a donc perdu en une dizaine d'années 45 % de ses adhérents. Mais même calculées ainsi, les pertes - arrêtées depuis 1988 - sont inférieures à celles de la CGT, qui, sur la même période, accuse une baisse de 86 % et continue en outre à s'affaiblir. Il est vrai qu'au cours des années 80 tout semblait se conjuguer pour peser négativement sur la syndicalisation : la crise économique, les difficultés de la gauche, les divisions syndicales, les débats internes.

La fin des années 80 se traduit pour la CFDT par un ralentissement du reflux, et même une reprise des adhésions, alors que les effectifs cégétistes subissent en 1990 un nouveau recul, nié dans les chiffres officiels, mais bien inscrit dans les documents financiers. La CGT a annoncé une progression de ses adhérents pour 1990, alors que, dans le rapport financier, on constate à deux postes différents, directement liés au nombre de cotisants, une baisse des recettes.

Avec 600 000 syndiqués à la CGT, et 428 000 à la CFDT en 1990, les deux premiers syndicats français réunissent à peine 1 million d'adhérents, dont environ 880 000 actifs, alors qu'en 1970 ils comptaient plus de 2 200 000 syndiqués. En vingt ans, le part de la CGT dans l'ensemble des syndiqués des deux centrales est tombé des trois quarts à 58 %. Et si l'on ne comptabilise que les seuls actifs, les deux syndicats sont désormais assez voisins en nombre d'adhérents.

On aurait cependant tort de s'arrêter à ce résultat puisque le tableau souligne également combien l'influence syndicale a reculé pendant ces deux décennies. Alors que les syndicats perdaient des adhérents, le nombre de salariés a continué à croître. En pourcentage de la population active salariée, les taux de syndicalisation, CGT et CFDT réunies, ont plongé. Dans les années 70, le pourcentage de syndiqués, actifs seuls, recule de 13 % à 10 %. Les années 80 divisent ce chiffre par deux.

Il n'est malheureusement pas possible de com-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le 8 Avril 1992 : Le Conseil d'Administration de TOTAL a examiné les comptes consolidés du Groupe pour 1991 et a arrêté les comptes sociaux de TOTAL S.A.

Progression de 43 % du résultat net

La sensible progression des résultats reflète la bonne performance d'ensemble du Groupe, dans un environnement économique contrasté. Les prix moyens du pétrole brut ont décliné de 23,5 \$/baril en 1990 à 20 \$/baril en 1991, avec une baisse sensible en fin d'année. Les marges de raffinage, gonflées au premier trimestre 1991 par la tension dans le Golfe, se sont ensuite stabilisées à un niveau qui marque une poursuite de l'amélioration structurelle du raffinage européen. Enfin le dollar, après une remontée à mi-année, a décliné sur un point bas de 5,18 F.

Dans ce contexte, la hausse du chiffre d'affaires résulte de volumes en net progrès : augmentation des productions d'hydrocarbures (31,1 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) en 1991 contre 27,3 millions de tonnes en 1990, soit + 14 %) ; croissance des tonnages de brut commercialisés (75,5 millions de tonnes en 1991 contre 68,2 millions de tonnes en 1990, soit + 11 %) ; accroissement de 11 % des ventes de produits pétroliers raffinés ; pleine intégration des activités chimiques venues d'Orkem ; et succès soutenu d'Hutchinson sur ses principaux marchés.

Résultats consolidés :

En millions de Francs (MF)	1991	1990
• Chiffre d'affaires	143 019	128 445
• M&A	13 654	11 533 (*)
• Résultat opérationnel des secteurs d'activité	10 332	7 936
• Résultat Net (part du Groupe)	5 810	4 064
• Résultat par action (avant division du titre)	110 F	89 F
• Résultat par action (après division par 4 du titre)	27,50 F	22,25 F

(*) La rémunération des TSDIRA était désormais traitée comme un dividende, la M&A 1990 a été retranchée en conséquence de 101 MF.

La marge brute d'autofinancement, en hausse de 18 %, traduit cette très bonne activité d'ensemble, avec des marges unitaires en retrait dans l'amont et en progrès dans l'aval.

Les éléments exceptionnels se limitent à - 288 MF en 1991 (la totalité en part du Groupe) contre - 466 MF en 1990 (408 MF en part du Groupe).

Les opérations de fusion avec l'OFP et d'OFPE/OPA sur Hutchinson ont réduit la part des intérêts minoritaires : celle-ci passe de 265 MF en 1990 à 32 MF en 1991.

Le résultat net revenant à TOTAL s'établit à 5 810 MF soit une progression de 43 % par rapport à l'exercice précédent.

Le nombre d'actions a augmenté de 15 % à la suite des opérations OFP/Hutchinson et de l'augmentation de capital en numéraire réalisée en Octobre 1991. Ainsi le résultat par action atteint 110 F en 1991 (27,50 F par action après la division du titre réalisée le 10 Février 1992) soit une progression de 24 % par rapport à 1990. Ce résultat est effectué sur la base du capital dilué au 31 Décembre de l'exercice. TSDIRA inclus.

Résultat opérationnel par secteur d'activité :

Le résultat opérationnel est en hausse de 30 % et se décompose comme suit par secteur d'activité :

En millions de Francs (MF)	1991	1990
• Exploration et Production	2 939	3 024
• Trading et Moyens-Orient	925	959
• Raffinage et Distribution	4 868	3 011
• Chimie	1 488	926
• Mines	172	6
	10 332	7 936

Malgré la baisse des prix du brut, le résultat opérationnel du secteur "Exploration et Production" est à peu près stable, grâce à l'augmentation très sensible des volumes produits hors Moyen-Orient : 15,4 millions de tep

contre 13,5 millions de tep. Cela résulte pour l'essentiel de la production de gaz qui, à 9,25 milliards de m³ en 1991, progresse de 20 % et se valorise à un prix qui n'est que partiellement influencé par les variations de prix du brut. La production d'huile, à 72 millions de tonnes hors Moyen-Orient, progresse de 9 %.

De même, les productions de pétrole brut au Moyen-Orient sont en nette progression (15,7 millions de tonnes contre 13,8 millions de tonnes). La stabilité du résultat opérationnel du secteur "Trading et Moyens-Orient" est la résultante de cette évolution positive et d'opportunités moindres qu'au deuxième semestre 1990 dans le trading des produits pétroliers.

L'aval "Raffinage et Distribution" contribue en 1991 à 47 % du résultat opérationnel global contre 38 % en 1990. Cela traduit le taux de marche élevé des raffineries européennes, dans un contexte de marges favorables. Dans la distribution, un renforcement des positions de marché du Groupe a été atteint, particulièrement en France, grâce à une politique commerciale dynamique.

Aux États-Unis en revanche, les résultats ont souffert de la récession.

Le résultat du secteur "Chimie" progresse, notamment du fait de l'intégration d'Orkem en année pleine. Dans une conjoncture peu favorable, les activités chimiques du Groupe ont su maintenir leur rentabilité, dont certaines - Hutchinson et Peintures - à un excellent niveau.

Enfin, le secteur "Mines" a confirmé en 1991 son retour à la rentabilité. Les investissements bruts de 1991 ont atteint 15 321 MF (dont 3 543 MF d'acquisitions), en retrait par rapport à ceux de 1990 qui s'élevaient à 20 060 MF (dont 10 100 MF d'acquisitions, comprenant l'acquisition d'actifs d'Orkem). Les investissements de 1991 ont été complètement financés par la marge brute d'autofinancement de 13 654 MF et par les désinvestissements réalisés de 2 523 millions de Francs.

La structure financière du Groupe s'est considérablement renforcée en 1991 : les fonds propres consolidés après répartition passent de 38 milliards de Francs à fin 1990 à 45 milliards de Francs à fin 1991 ; le ratio de dettes nettes rapportées aux fonds propres consolidés s'établit à 25 % fin 1991 contre 36 % fin 1990 ; le ratio de rentabilité des fonds propres passe de 14,3 % à 14,9 %.

Enfin, TOTAL a augmenté l'an dernier ses réserves prouvées d'huile et de gaz, qui passent de 494 Mtep à 513 Mtep, grâce à une progression de 16 % en dehors du Moyen-Orient (de 178 Mtep à 207 Mtep). Ces chiffres n'intègrent aucune estimation de réserves relative aux découvertes de Cusiana en Colombie et de North West Pacific en Indonésie.

Comptes de TOTAL Maison Mère - Proposition de dividende :

Le bénéfice de la Société TOTAL s'établit à 3 330 millions de Francs en 1991 contre 1 486 millions de Francs en 1990.

Le Conseil d'Administration a d'autre part décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 2 Juin 1992 la distribution d'un dividende de 7 F par action, soit une hausse de 22 % sur le dividende versé en 1991 (23 F avaient été versés en 1991, soit l'équivalent de 5,75 F si on le ramène sur une base comparable, après division du titre par 4).

A ce dividende, mis en paiement le 17 Juin 1992, s'ajouterait un avoir fiscal de 3,50 F, soit un revenu global de 10,50 F par action. Le montant total mis en distribution aux actionnaires s'élèverait à 1 294 millions de Francs.



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

Années	Effectifs totaux (actifs et retraités)		Répartition en % de total		Taux de syndicalisation en % de la population active	
	CGT	CFDT	CGT	CFDT	CGT	CFDT
1970	1 870 000	605 000	75,6	24,4	10,2	3,7
1971	1 940 000	628 000	75,5	24,5	10,3	3,8
1972	1 880 000	644 000	74,5	25,5	9,8	3,8
1973	1 850 000	695 000	72,7	27,3	9,4	4,0
1974	1 920 000	701 000	73,3	26,7	9,6	4,0
1975	1 930 000	738 000	72,3	27,7	9,7	4,2
1976	1 780 000	751 000	70,3	29,7	8,8	4,2
1977	1 800 000	750 000	70,6	29,4	8,8	4,1
1978	1 600 000	728 000	68,7	31,3	7,7	4,0
1979	1 400 000	706 000	66,3	33,7	6,7	3,8
1980	1 360 000	673 000	66,9	33,1	6,4	3,6
1981	1 300 000	666 300	66,1	33,9	6,2	3,6
1982	1 130 000	673 300	63,1	36,9	5,4	3,6
1983	1 070 000	612 300	63,6	36,4	5,0	3,3
1984	990 000	537 000	64,8	35,2	4,5	2,6
1985	880 000	483 300	64,5	35,5	3,9	2,3
1986	770 000	444 300	63,4	36,6	3,4	2,2
1987	740 000	425 300	63,3	36,7	3,2	2,2
1988	700 000	412 000	62,9	37,1	3,0	2,1
1989	680 000	414 300	62,1	37,9	2,8	2,1
1990	600 000	428 300	58,4	41,6	2,5	2,1

pléter ces travaux par une estimation des effectifs de FO. Force ouvrière revendique des recettes de cotisation qui semblent peu crédibles, puisqu'elle déclare des recettes supérieures à celles de la CGT. Mais l'épaisseur du mystère qu'elle entretient, comme ses résultats dans les élections professionnelles, auprès des seuls salariés, semblent indiquer qu'elle possède moins d'adhérents que la CFDT. Il appartient à FO, comme aux autres confédérations, de mettre les cartes (et les timbres) sur la table pour compléter ces données et rectifier les approximations et les manques de ces estimations.

(*) PSO-CNAM Paris.

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle.

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Niveau d'études 91-92 : _____ Age : _____

Je désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Électronique
<input type="checkbox"/> Préparatoire au MBA	<input type="checkbox"/> Biochimie, Cosmétologie
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle des Sciences, Droit	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Industrielle
<input type="checkbox"/> Métiers de la Défense	<input type="checkbox"/> Gestion de Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Armées : Management et Logistique	<input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénierie Informatique
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Recherche	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Professions Libérales
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance, Expertise Comptable	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

CONJONCTURE

LES échanges entre pays industrialisés étant majoritairement constitués de produits manufacturés, leur structure géographique est rarement susceptible de se modifier rapidement. Les habitudes commerciales et les liens privilégiés entre les partenaires tendent à se perpétuer. Ces caractéristiques sont moins nettes dans le cas des produits primaires dont les fournisseurs sont plus aisément substituables.

Rien n'est figé cependant, et les changements structurels qui souviennent ne se dessinent qu'avec discrétion se révèlent parfois avec brutalité le moment venu, comme l'illustrant les résultats récents du commerce extérieur japonais. Au cours des douze derniers mois, l'excédent nippon a doublé, non pas que le Japon ait réalisé des gains substantiels sur ses

INDICATEUR • Le commerce extérieur
Révélation japonaise

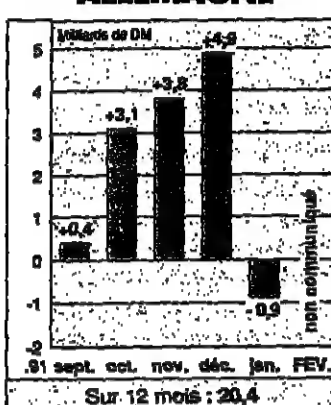
marchés extérieurs, mais essentiellement parce que ses importations se sont contractées. Sa facture énergétique s'est allégée grâce à l'évolution favorable du prix du pétrole et du cours du dollar, mais surtout le volume de ses importations de produits manufacturés s'est infléchi.

Liée à la période de récession que traverse le Japon, cette évolution

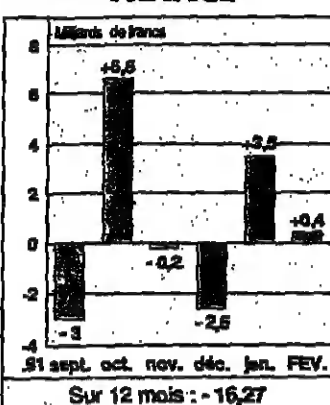
est toutefois caractéristique de changements importants intervenus au cours des années passées. L'économie japonaise s'est ouverte aux importations de produits manufacturés de manière tangible depuis le milieu de la décennie 80, de sorte que ces achats deviennent de plus en plus sensibles à la conjoncture intérieure. Ceux d'automobiles varient ainsi fortement, ayant chuté de plus de 11 % en volume en un an.

Les entreprises allemandes qui occupent la première place sur ce marché (près de 60 %) ont vu leurs ventes fléchir de 13 %. Les firmes françaises, dont la part est négligeable (5 %), ont néanmoins enregistré de fortes pertes. Le marché japonais, longtemps convoité, devient ainsi un élément de l'évolution des débouchés manufacturiers.

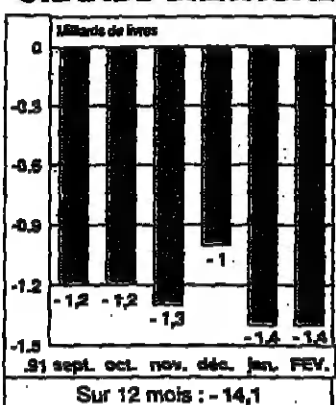
ALLEMAGNE



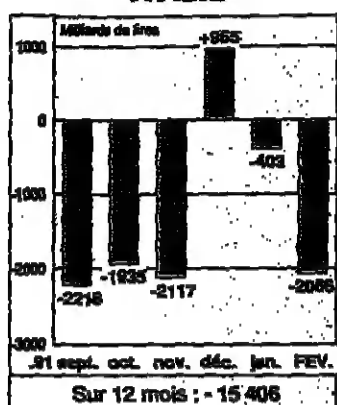
FRANCE



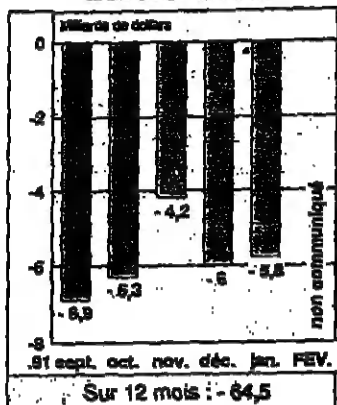
GRANDE-BRETAGNE



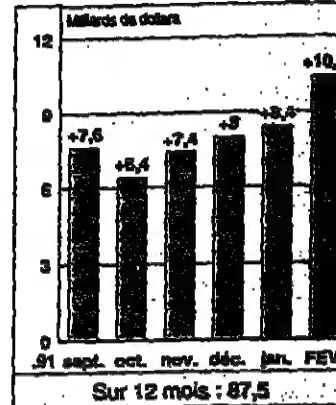
ITALIE



ÉTATS-UNIS



JAPON



Soldes commerciaux : exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB pour tous les pays, sauf le Japon, FOB-CAF) et monnaies nationales, sauf Japon (en dollar). Sources nationales.

PRÉVISIONS 1992

Tous vers 2 %

C'EST la saison : avec les giboules de mars, arrivent les premières estimations statistiques de la croissance de l'année précédente dans les différents pays développés. Au vu de ces chiffres, l'année 1991 apparaît marquée par des taux de croissance extrêmement inégaux. Dans le concept le plus fréquemment utilisé, le produit intérieur brut (PIB), les résultats vont de + 4,4 % au Japon à - 2,4 % au Royaume-Uni, en passant par + 3,4 % en Allemagne de l'Ouest, + 1,2 % en France et - 0,7 % aux États-Unis.

Cette situation atypique a résulté de deux raisons embolées. D'abord, un ralentissement conjoncturel s'est engagé dès 1989 aux États-Unis, qui a viré à l'été 1990 à la franche récession : il procédait à la fois du cycle habituel des affaires, lié à la dynamique des stocks et de l'investissement, et d'un cycle d'endettement fondé sur le recours à l'effet de levier et des anticipations de plus-values, particulièrement apparentes sur le marché immobilier. Ensuite, pour une raison circonstancielle - la conjoncture historique originale de l'Allemagne - ce retournement ne s'est pas transmis avec les délais habituels à l'Europe continentale. La croissance allemande, dopée par l'afflux d'immigrants de souche germanique en provenance de l'Europe de l'Est, puis par l'unification, est en effet restée très soutenue jusqu'au printemps de 1991.

Les autres pays d'Europe continentale, notamment ceux qui sont intensément connectés à l'Allemagne (les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, à moindre degré, la France...), ont reçu de ce fait un fort soutien conjoncturel.

Un net inflexionisme s'est alors opéré à partir du printemps de 1991. La croissance allemande a connu une pause, accentuée par les ponctions fiscales du 1^{er} juillet 1991 et le durcissement de la politique monétaire, qui dure encore actuellement. La croissance japonaise s'est interrompue à partir de l'automne, entravée par un retournement brutal de la dynamique d'endettement et de l'évolution du prix des actifs.

A l'inverse, une reprise molle a démarré aux États-Unis au printemps de 1991, alimentée par l'arrêt du déstockage et la demande des ménages : sur les neuf derniers mois de 1991, leur consommation a crû au rythme annuel de 1,2 % et leur investissement en logements au rythme annuel de 8,7 %. L'économie française, quant à elle, a maintenu une forte croissance jusqu'au printemps de 1990, avant de connaître un ralentissement sensible pendant une année. Depuis le deuxième trimestre de 1991, la croissance est repartie, tirée par des performances exceptionnelles d'exportation, notamment sur le marché européen.

Ce chassé-croisé va se traduire par une convergence spectaculaire des taux de croissance moyens des grands pays industriels vers un rythme de 2 % en 1992. Elle concernera non seulement les pays du G5 ou du G7, mais aussi beaucoup d'autres. Certes, certains devraient atteindre une croissance légèrement supérieure, comme l'Espagne, et d'autres une croissance légèrement inférieure, comme le Royaume-Uni,

mais les écarts resteront modérés. Aux États-Unis, la demande interne s'accroît depuis le début de l'année 1992. Contrairement au sentiment qu'avait traduit sur le moment les enquêtes et sondages, il semble bien que le discours sur l'état de l'Union a dissipé l'attentisme et relancé une dynamique.

Avec un certain délai, l'accélération de la demande va se transmettre à la production et à l'emploi, probablement dès le deuxième trimestre. En moyenne annuelle, la croissance pourrait ainsi atteindre 2 %.

En Allemagne de l'Ouest, le climat des affaires reste dégradé. L'activité devrait rester quasi stable jusqu'à l'été, puis se ranimer progressivement, stimulée d'abord par la suppression du supplément d'impôt direct instauré l'année dernière, puis par les perspectives de détente de la politique monétaire. Ce scénario se traduirait par une croissance de l'Allemagne de l'Ouest proche de 1,5 %.

Parallèlement, l'amélioration de la situation économique des nouveaux Länder se poursuit. Même si son coût est très élevé, le redressement est néanmoins patent. Les consommateurs reviennent vers les produits locaux, les intentions d'investissement s'améliorent, plusieurs branches se sont déjà placées sur une pente ascendante. Si ces évolutions positives se prolongent, la croissance moyenne de l'Allemagne, tous Länder compris, pourrait avoisiner 2 %.

La stagnation de l'activité économique au Japon au quatrième trimestre de 1991 a confirmé l'ampleur

du tassement de la conjoncture. Le dernier rapport trimestriel de la Banque du Japon, publié en mars, a illustré la dégradation des perspectives de l'industrie et laissé envisager un recul de l'investissement productif japonais en 1992.

Même en prenant en compte une progression modérée de la consommation des ménages et la volonté affichée par les autorités japonaises d'éviter le basculement dans la récession et de soutenir la croissance, il sera difficile d'obtenir une croissance sensiblement supérieure à 2 %.

En France, le ministère de l'économie et des finances vient de réviser à la baisse ses prévisions pour les ramener à 2 %. Cette perspective paraît réaliste : elle se fonde sur la double hypothèse d'un retour du comportement d'épargne des ménages à la normale, sans rattrapage des reports de consommation du premier semestre de 1991, et d'une reprise de l'investissement des entreprises en cours d'année.

La convergence de 1992 ne sera que transitoire. Au-delà, chacun retrouvera son rythme, fonction de ses caractéristiques structurelles et de sa capacité à les faire évoluer. Dès maintenant, elle cache, sous un apparent parallélisme, des situations qui restent diverses, en termes de tensions inflationnistes, de rentabilité des entreprises, de gains de productivité, et donc de santé économique et financière.

Jean-Michel Charpin, directeur des études économiques de la BNP

GATT

Fin de partie

L'URUGUAY ROUND entre dans sa phase finale. Cette négociation longue et complexe, en cours depuis le mois de septembre 1986, vise un nouvel accord associant - par consensus - ses cent trois membres actuels. Les difficultés qu'elle a rencontrées sont à la mesure des ambitions qui lui avaient été fixées. Au-delà des sujets traditionnels relatifs au commerce international de produits manufacturés, il s'agit d'intégrer à l'ordre du GATT (général agreement on tariff and trade) des domaines nouveaux : agriculture, services, mesures concernant les investissements, protection de la propriété intellectuelle, et d'y réintégrer les textiles et vêtements, dont le commerce est largement contingenté depuis 1974.

L'agriculture est au centre des discussions. Le problème majeur concerne les subventions grâce auxquelles les États-Unis et la Communauté économique européenne inondent les marchés mondiaux de leurs productions agricoles. Il s'agit de réduire les distorsions de concurrence, nuisibles aux producteurs des autres zones, notamment aux agriculteurs locaux des pays importateurs, et de soulager les budgets publics des deux grands blocs exportateurs.

Les enjeux de ces discussions agricoles sont beaucoup moins simples que ne le suggèrent les présentations centrées sur l'emploi en Europe. États-Unis : les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs sont clairement distincts ; la Communauté est hétérogène, avec notamment des intérêts divergents entre la France et l'Allemagne ; d'autres pays, en particulier ceux du « groupe de Cairns », entendent bien peser sur les négociations.

L'inclusion des services pose des problèmes nouveaux. Le principe de la nation la plus favorisée, fondement du multilatéralisme pour le commerce de marchandises, ne s'applique pas aisément dans le domaine des services. Les États-Unis cherchent à exempter plusieurs branches de services de l'application de ce principe, ce qui viderait largement de son sens la négociation sur les services. La libéralisation des échanges met en cause les réglementations internes plus que les dispositifs aux frontières. Elle pose en conséquence problème tant à ceux qui bénéficient de dérogations, notamment parmi les pays du Sud, qu'à ceux qui l'ont déjà fait et qui craignent le gel des situations acquises.

La France, quatrième exportateur mondial, a besoin d'un environnement commercial sûr et prévisible. L'achèvement du Marché unique européen en est aussi une condition nécessaire. Le statu quo ne serait conforme aux intérêts français ni dans le domaine agricole ni dans celui des services. L'agriculture française atteint un haut niveau de compétitivité. Sa vocation est d'exporter, non seulement sur les marchés extra-européens, mais surtout sur le marché européen. Les entreprises françaises de services ont des capacités remarquables : elles doivent pouvoir bénéficier du développement prévisible des marchés mondiaux.

J.-M. C.

SECTEUR • Le papier

Au creux de la vague

GROS temps sur l'industrie papetière où, depuis la guerre du Golfe, la résistance de l'emballage ne compense plus la chute brutale, faute de publicité, de la pagination des journaux. Cette atonie de la conjoncture et des surcapacités généralisées ont entraîné un effondrement des prix comme la profession n'en avait pas connu depuis des décennies. Actuellement, le prix de la pâte de référence (pâte chimique de résineux) est à son plus bas niveau depuis soixante ans, souligne une récente note de conjoncture du Crédit lyonnais, chiffrant à 44 % la baisse des cours en deux ans et demi. A moins de 500 dollars la tonne, rares sont les industriels susceptibles de tirer leur épingle du jeu.

Les papeteries canadiennes n'ont tourné, l'an dernier, qu'à 85 % de leurs capacités, subissant des pertes records évaluées par l'Association canadienne des pâtes et papiers (ACPP) à plus de 1,5 milliard de dollars canadiens au total (7,3 milliards de francs) : « Cinq fois plus que lors de la dernière grande crise en 1982. » Inquiet, le gouvernement d'Ottawa, qui leur avait imposé des taxes et des normes antipollution supplémentaires, a décidé de leur accorder 140 millions de dollars canadiens (640 millions de francs) d'aide sur les cinq prochaines années. En Finlande, les deux grands du secteur, Repola et Kymmene, ont aussi affiché des pertes conséquentes : 1,9 et 1,6 milliard de francs. C'est à peine si Améri-

cains et Suédois ont limité la casse, avec des profits en baisse de 49 % pour les premiers, selon le magazine *Business Week*, et de 65 % pour les seconds.

Réductions d'effectifs et fermetures d'usines se sont succédées. Au Canada, pendant le seul mois de février, Canadian Pacific a annoncé la suppression de 1 900 emplois dans deux papeteries, et Stone Consolidated a prétexté le refus de ses ouvriers d'accepter une baisse de 20 % de leur salaire pour fermer son unité de Bathurst au Nouveau-Brunswick.

Aux États-Unis, Scott Paper supprimera 3 800 emplois (sur 37 000). Son concurrent International Paper a sacrifié un millier de postes. Quant au géant suédois Stora Kopparbergs Bergslags AB, il aura supprimé au total 6 000 emplois de 1990 à 1992.

La France, où 14 milliards de francs d'investissements auront été réalisés en trois ans (*le Monde* du 10 février 1990), a échappé aux plans sociaux. Mais pas à la morosité de la conjoncture, si l'on en croit les statistiques de la Confédération française de l'industrie

des papiers, cartons et celluloses (Copaec). Si la production nationale de papiers et cartons a fortement augmenté (+ 4,5 %), c'est beaucoup grâce au dynamisme des exportations (+ 12 %). Celles de papier journal ont même « explosé » (+ 72 %). Le traditionnel déficit du commerce extérieur s'est donc sensiblement réduit, à 9,9 milliards de francs contre 12,7 milliards en 1990.

Les performances réalisées sur le marché national ont été plus modestes. Habitée à « flirter » avec les 5 % de croissance annuelle, la consommation de papier carton a progressé de 1 % seulement l'an dernier, en raison de la chute de la consommation de papier journal (- 10 %) et de papier magazine (- 6 %) et du

léger recul des papiers d'emballage (- 1,9 %). Tirée par l'essor des industries agroalimentaires, celle de papiers pour ondule a, en revanche, légèrement progressé (+ 2,8 %).

1992 s'annonce tout aussi contrastée. En France comme à l'étranger, la reprise se fait molle. Et les motifs d'inquiétude restent au moins aussi nombreux que les raisons d'espérer. La consommation de papier devrait bénéficier des élections et des Jeux olympiques. Mais encore faut-il que les producteurs nationaux puissent en profiter : la Commission européenne n'étudie-t-elle pas une réduction des quotas et des droits de douane sur le papier journal ?

Pierre-Angel Gay

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'Agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

